

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**Coöperatieve Rabobank U.A.**

Société de droit étranger au capital de 443 797 051,34 Euros

Siège social :

Croeselaan 18

3521 CB Utrecht 99135

PAYS-BAS

Chambre de commerce : 30046259

Succursale de droit étranger en France

Succursale de Paris : Rabobank Paris

5 rue de la Baume - 75008 PARIS

380 404 764 R.C.S. PARIS

**Comptes consolidés au 31 décembre 2025***Approuvés par l'Assemblée générale qui se tiendra 8 avril 2026**Préparés selon le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne**(Traduction libre des documents originaux en anglais)***Le mot du Président****Avant- propos***« Si je devais choisir deux mots pour caractériser Rabobank au cours de l'année écoulée, ce seraient la résilience et le progrès. »*

Stefaan Decraene

Récemment, par une froide journée d'hiver, je me suis retrouvé au cœur de centaines de bouquets de roses colorées chez Termeulen Roses à Almere, une entreprise familiale qui cultive ces fleurs avec passion depuis près de trente ans.

Des visites comme celle-ci – écouter, entrer dans la serre, rencontrer celles et ceux qui la font vivre au quotidien – comptent parmi les moments de mon travail que j'apprécie le plus. Une banque ne peut avoir de véritable utilité que si elle comprend réellement qui sont ses clients, ce qui compte pour eux et quelles sont leurs préoccupations.

Chez Termeulen Roses, j'ai une nouvelle fois observé quelque chose que je retrouve souvent chez les entrepreneurs : une détermination pragmatique. Investir pas à pas, utiliser l'énergie de manière efficace, prendre soin à la fois des équipes et des produits.

Ces entrepreneurs ont bénéficié de notre contribution à la durabilité des PME pour améliorer l'efficacité énergétique de leurs activités – un progrès très concret dont on perçoit les effets sur le terrain, au cœur de la serre et du territoire.

En tant que banque coopérative, nous pouvons rendre cela possible parce qu'une partie de nos résultats est réinvestie dans la société – plus d'un milliard d'euros depuis 2023 – et parce que la solidité de notre base financière nous permet d'accompagner durablement nos clients et les communautés.

Dans le même temps, notre identité coopérative ne se limite pas à redistribuer des moyens financiers. Ce qui fait notre singularité, c'est que nos membres sont aussi nos clients, et donc nos. Cela signifie que, dans chacune de nos actions, nous veillons à agir dans leur intérêt à long terme.

Grâce à nos produits et services, nous visons à donner à nos clients les moyens d'agir, à les aider à se projeter dans l'avenir et à contribuer à des solutions aux défis sociétaux d'aujourd'hui et de demain. C'est précisément cette vision à long terme et cette volonté intrinsèque de créer de la valeur pour les personnes, les entreprises et les communautés qui constituent le cœur de Rabobank depuis plus d'un siècle.

**Résilience et progrès**

Nous sommes fiers de présenter notre rapport annuel 2025, une année au cours de laquelle Rabobank a une nouvelle fois enregistré de solides résultats. Le 10 février de cette année, nous avons publié nos chiffres : un bénéfice net de près de cinq milliards d'euros. Dans un monde de plus en plus instable – marqué par des tensions géopolitiques, des incertitudes économiques et des transitions rapides – nous avons continué à afficher des performances solides. Si je devais choisir deux mots pour caractériser Rabobank au cours de l'année écoulée, ce seraient la résilience et le progrès.

Grâce à notre solide position financière et à notre modèle coopératif, nous avons pu continuer à accompagner nos clients tout en consacrant à nouveau une part importante de notre résultat à des initiatives sociétales. Rien qu'en 2025, nous avons investi 292 millions d'euros dans la société à travers nos programmes coopératifs. Un moment marquant a été le lancement de la fondation indépendante Rabo Impact Foundation, avec laquelle nous créons un impact durable dans des domaines où les financements traditionnels sont insuffisants, soutenue par une contribution initiale de 102 millions d'euros.

Par ailleurs, nous avons lancé un partenariat de trois ans avec le Princess Máxima Center for Pediatric Oncology, d'un montant de 60 millions d'euros, afin de soutenir la recherche et la construction d'une nouvelle aile dédiée à l'innovation. Ces investissements rendent concrète l'essence de notre modèle coopératif : Plus Rabobank est performante, plus nous pouvons avoir un impact significatif ensemble au sein de la société tout en la favorisant.

**Encore plus à l'écoute de nos clients aux Pays-Bas**

Sur notre marché domestique aux Pays-Bas, nous avons encore renforcé notre position au cours de l'année écoulée. Rabobank est une nouvelle fois restée le premier prêteur hypothécaire du pays. En 2025, nous avons aidé près de 58 000 ménages à acquérir ou améliorer leur logement. Nous avons également atteint la première place sur le canal des intermédiaires, et nos activités de financement des entreprises ont connu une forte croissance. Ces résultats s'expliquent en partie par une organisation encore davantage centrée sur le client au sein de Retail NL, qui regroupe l'ensemble des activités néerlandaises destinées aux particuliers et aux entreprises.

Cela nous permet de répondre plus rapidement aux besoins des clients – du marché du logement aux ambitions de développement des entreprises.

**Banque de financement et rural : cap maintenu dans ce monde en turbulence**

Rabobank a également enregistré de solides performances à l'international. Notre ambition de devenir la banque de référence mondiale dans le domaine Food & Agri s'est encore concrétisée, même si l'année 2025 a été difficile pour nombre de nos clients. La volatilité, la complexité des marchés et le manque de visibilité ont nécessité une banque capable de rester proche de ses clients tout en offrant une performance constante.

Notre division Wholesale & Rural a su relever ce défi. Le portefeuille a augmenté de 4 milliards d'euros pour atteindre 132 milliards d'euros de prêts à l'échelle mondiale.

Parmi ceux-ci, 59 % soutiennent la chaîne de valeur Agroalimentaire – précisément là où la transition alimentaire est la plus urgente. La transition énergétique s'est également accélérée : les financements de projets durables en cours ont dépassé 8 milliards d'euros, incluant des dizaines de projets solaires et éoliens ainsi que près de vingt projets de stockage d'énergie par batteries à grande échelle.

Le fait de rester proches de nos clients a eu un impact concret. Nous avons aidé les entreprises à poursuivre leurs activités, à sécuriser des financements pour leur croissance et à accompagner les transitions nécessaires. Notre expertise sectorielle et notre engagement à long terme se sont révélés essentiels dans un environnement incertain.

*« Dans un monde de plus en plus instable – marqué par des tensions géopolitiques, des incertitudes économiques et des transitions rapides – nous avons continué à afficher des performances solides. »*

#### **DLL : partenaire et accélérateur**

Notre filiale DLL a également évolué dans un environnement turbulent. Si l'Europe et l'Asie-Pacifique ont enregistré des résultats solides, les tensions géopolitiques ainsi que les difficultés dans le secteur agricole au Brésil et aux États-Unis ont entraîné une hausse du coût du risque. Néanmoins, DLL est restée fidèle à son cœur de métier : être un partenaire des fournisseurs et des distributeurs afin de soutenir leurs clients.

Cela s'est confirmé dans l'enquête annuelle de fidélité des partenaires (Partner Loyalty Survey), où le score de recommandation (Net Promoter Score) est passé de 65 à 68. À taux de change constants, le portefeuille de leasing a progressé de 2 %, et DLL a développé ses activités tant dans ses segments existants que dans de nouveaux segments. Par exemple, un contrat de cinq ans a été conclu avec BRP pour le financement des stocks de distribution à l'échelle paneuropéenne. Avec plus de 30 nouveaux partenaires et près d'un million de clients, DLL continue de renforcer une organisation solide et tournée vers l'avenir.

#### **Initiatives coopératives : écouter, relier, agir**

Notre mission : Cultiver ensemble un monde meilleur, reste le fil conducteur de toutes nos actions. En tant que banque coopérative sans actionnaires mais avec des membres, nous pouvons réellement contribuer à une société meilleure. Aux Pays-Bas, nous renforçons la santé financière des ménages grâce à des initiatives telles que la Coalition nationale pour la santé financière (National Coalition for Financial Health) et des pratiques de recouvrement à dimension sociale. Et, à travers la Rabo Impact Foundation mentionnée précédemment, nous franchissons des étapes importantes dans des domaines à forte urgence sociétale : les systèmes énergétiques et alimentaires, la sécurité de l'eau, la circularité et – plus spécifiquement aux Pays-Bas – les soins de santé et le logement abordable.

Nous restons en dialogue permanent avec nos clients et nos membres, notamment dans le cadre du Dialogue national. Ces échanges offrent des éclairages précieux sur les évolutions de la société et de l'économie, ainsi que sur les domaines dans lesquels Rabobank peut faire la différence.

#### **L'IA comme moteur de notre force coopérative**

Au sein de la banque, l'année 2025 a également marqué une évolution à la fois discrète et profonde : notre manière de travailler a été redéfinie par l'essor rapide de l'intelligence artificielle (IA). Les processus répétitifs ont été davantage automatisés, et les collaborateurs ont de plus en plus bénéficié du soutien d'applications d'IA permettant d'accélérer les analyses et d'améliorer la prise de décision. Dans le même temps, il est apparu clairement que les compétences humaines – créativité, esprit critique, collaboration et empathie – sont plus essentielles que jamais. Cette combinaison de progrès technologique et de renforcement des capacités humaines nous a rendus plus agiles et plus efficaces, et nous a permis de mieux servir nos clients, de manière plus personnalisée. L'IA est devenue non seulement un outil, mais aussi un moteur de notre force coopérative.

*« Nous poursuivons sur la trajectoire que nous avons définie : simplifier lorsque cela est possible, renforcer le développement là où cela crée de la valeur, et collaborer encore plus étroitement avec nos clients - dans Retail NL, dans Wholesale & Rural, ainsi qu'au sein de DLL. »*

#### **Urgence et responsabilité dans ce monde instable**

Le monde est devenu plus instable. Cela nous oblige à être. Pour reprendre un mot bien flamand « performants », puissants, efficaces, productifs ; tout en restant proches de nos clients et de la société. Nos résultats de ces dernières années nous donnent la force d'assumer cette responsabilité avec conviction : un partenaire fiable pour plus de neuf millions de clients néerlandais et une coopérative qui continue à redistribuer ses résultats à la société – tant sur le plan financier qu'à travers le partage de connaissances et de réseaux.

#### **Perspectives : simplicité, échelle et proximité**

Nous poursuivons sur la voie que nous avons tracée : simplifier là où c'est possible, passer à l'échelle lorsque cela crée de la valeur, et travailler encore plus étroitement avec nos clients – au sein de Retail NL, de Wholesale & Rural et de DLL. Nous continuerons à investir dans la digitalisation, les opérations pilotées par la donnée et l'excellence opérationnelle afin de rendre le parcours client plus simple, plus rapide et plus fiable. Et nous continuerons, comme à Almere, à aller à la rencontre de nos clients sur le terrain. Écouter, conseiller et construire des solutions ensemble – pour aujourd'hui comme pour le long terme.

En me tenant au milieu de ces bouquets de roses chez Temeulen Roses, j'ai été frappé par la résilience d'un produit en apparence si fragile. Derrière chaque fleur se trouvent un savoir-faire, une capacité d'adaptation et un soin quotidien. C'est une métaphore particulièrement juste de l'année écoulée – et de la trajectoire que nous continuerons à suivre.

Avec la même rigueur et le même calme qu'un horticulteur qui cultive ses roses, nous continuerons à bâtir une banque qui compte vraiment : solidement ancrée dans la société, en phase avec le monde qui nous entoure et toujours tournée vers une croissance durable.

**Stefaan Decraene**

*Président du Directoire du Groupe Rabobank*

#### **État consolidé de la situation financière**

##### **Bilan consolidé**

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Au 31 décembre 2025</i>	<i>Au 31 décembre 2024</i>
<b>Actifs</b>			
Disponibilités	<u>6</u>	62 771	84 874
Créances sur les établissements de crédit	<u>7</u>	33 052	27 035
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	<u>8</u>	3 019	1 740
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	<u>9</u>	3 018	3 169
Instruments financiers dérivés	<u>10</u>	19 623	23 430

Prêts et créances envers la clientèle	<a href="#">11</a>	472 319	454 485
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	<a href="#">12</a>	29 554	18 823
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	<a href="#">13</a>	2 308	2 062
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	<a href="#">14</a>	650	689
Immobilisations corporelles	<a href="#">15</a>	3 932	4 111
Immeubles de placement	<a href="#">16</a>	1 191	917
Actifs d'impôts exigibles		166	148
Actifs d'impôts différés	<a href="#">26</a>	769	933
Autres actifs	<a href="#">17</a>	6 402	6 695
Actifs non courants détenus en vue de la vente	<a href="#">18</a>	112	142
<b>Total de l'actif</b>		<b>638 886</b>	<b>629 253</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Au 31 décembre 2025</i>	<i>Au 31 décembre 2024</i>
<b>Passifs</b>			
Dépôts des établissements de crédit	<a href="#">19</a>	10 217	12 447
Dépôts de la clientèle	<a href="#">20</a>	433 903	411 436
Bons et obligations en circulation	<a href="#">21</a>	110 945	116 762 <sup>1</sup>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	<a href="#">22</a>	464	277
Passifs financiers à la juste valeur	<a href="#">23</a>	2 058	2 566
Instruments financiers dérivés	<a href="#">10</a>	12 862	17 375
Autres passifs	<a href="#">24</a>	5 585	5 702
Provisions	<a href="#">25</a>	442	594
Passifs d'impôts exigibles		273	529
Passifs d'impôts différés	<a href="#">26</a>	276	212
Dettes subordonnées	<a href="#">28</a>	6 010	7 909 <sup>1</sup>
<b>Total du passif</b>		<b>583 035</b>	<b>575 809</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Réserves et reports à nouveau	<a href="#">30</a>	44 323	40 942
Instruments de capitaux propres émis par Rabobank			
- Certificats Rabobank	<a href="#">31</a>	6 909	6 909
- Titres de capital	<a href="#">32</a>	3 980	4 972
		<b>10 889</b>	<b>11 881</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	<a href="#">33</a>	639	621
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>55 851</b>	<b>53 444</b>
<b>Total des capitaux propres et du passif</b>		<b>638 886</b>	<b>629 253</b>
<i>(1) Les chiffres comparatifs ont été modifiés afin de les aligner avec la présentation de l'exercice en cours de l'ajustement de comptabilité de couverture, s'élevant à 589 millions d'euros.</i>			

## Compte de résultat consolidé

Pour l'exercice clos au 31 décembre

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Produits d'intérêts provenant d'actifs financiers calculés d'après la méthode des intérêts effectifs	<a href="#">35</a>	24 320	26 714
Autres produits d'intérêts	<a href="#">35</a>	245	282
Charges d'intérêts	<a href="#">35</a>	12 564	14 935
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<a href="#">35</a>	<b>12 001</b>	<b>12 061</b>
Honoraires et commissions (produits)	<a href="#">36</a>	2 832	2 664
Honoraires et commissions (charges)	<a href="#">36</a>	402	362
<b>Résultat net des commissions</b>	<a href="#">36</a>	<b>2 430</b>	<b>2 302</b>
Autres produits d'exploitation	<a href="#">37</a>	2 044	2 068
Autres charges d'exploitation	<a href="#">37</a>	1 528	1 644
<b>Résultat net des autres activités opérationnelles</b>	<a href="#">37</a>	<b>516</b>	<b>424</b>
Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	<a href="#">38</a>	370	464
Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers évalués au coût amorti	8	11	
Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	<a href="#">39</a>	895	778
Gains/(pertes) sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		-40	-91
Autres revenus	<a href="#">40</a>	244	181
<b>Revenus</b>		<b>16 424</b>	<b>16 130</b>

Pour l'exercice clos au 31 décembre

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Charges de personnel	<a href="#">41</a>	6 303	6 165

Autres frais administratifs	<a href="#">42</a>	2 121	2 019
Amortissement et dépréciation	<a href="#">43</a>	286	327
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>8 710</b>	<b>8 511</b>
Charges de dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises			70
Charges de dépréciation des actifs financiers	<a href="#">44</a>	764	468
Impôts régulateurs	<a href="#">45</a>	234	266
<b>Résultat net avant impôt</b>		<b>6 716</b>	<b>6 815</b>
Impôt sur le résultat	<a href="#">46</a>	1 759	1 652
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>4 957</b>	<b>5 163</b>
Résultat attribuable à Rabobank		4 262	4 431
Résultat attribuable aux Certificats Rabobank		449	464
Résultat attribuable aux Titres de capital émis		195	203
Résultat attribuable aux Participations ne donnant pas le contrôle	<a href="#">33</a>	51	65
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>4 957</b>	<b>5 163</b>

## État du résultat global consolidé

En millions d'euros	Note	2025	2024
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>4 957</b>	<b>5 163</b>
Autres éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres si certaines conditions sont remplies, nets d'impôts :			
Écarts de conversion de change sur opérations internationales		-1 012	316
Augmentation/(diminution) de la juste valeur des titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	<a href="#">30</a>	<u>210</u>	-22
coûts de couverture		-109	126
couverture de flux de trésorerie		-25	-5
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et coentreprises	<a href="#">30</a>	3	14
Autres éléments du résultat global non comptabilisés en capitaux propres, nets d'impôts			
Réévaluation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		4	3
Augmentation/(diminution) de la juste valeur des instruments de capitaux à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		10	-32
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et coentreprises		20	-22
Diminution/(Augmentation) de la juste valeur en raison du risque de crédit sur les passifs financiers à la juste valeur	<a href="#">30</a>	-4	-12
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>30</b>	<b>366</b>
<b>Résultat global</b>		<b>30</b>	<b>5 529</b>
Résultat attribuable à Rabobank		3 392	4 798
Résultat attribuable aux Certificats Rabobank		449	464
Résultat attribuable aux Titres de capital émis		195	203
Résultat attribuable aux Participations ne donnant pas le contrôle		18	64
<b>Résultat global</b>		<b>4 054</b>	<b>5 529</b>

## Variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Note	Réserves et reports à nouveau	Instruments de capitaux propres émis par Rabobank	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
<b>Au 1er janvier 2025</b>		<b>40 942</b>	<b>11 881</b>	<b>621</b>	<b>53 444</b>
Résultat net de l'exercice	<a href="#">30</a>	4 906		51	4 957
Autres éléments du résultat global		-870		-33	-903
<b>Résultat global</b>		<b>4 036</b>		<b>18</b>	<b>4 054</b>
Rémunérations versées aux porteurs de certificats Rabobank	<a href="#">30</a>	-449			-449
Émission de Titres de capital		-195			-195
Rachat de Titres de capital		-6	-994		-1 000
Autres		-5	2		-3
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>		<b>44 323</b>	<b>10 889</b>	<b>639</b>	<b>55 851</b>
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>		<b>36 242</b>	<b>12 800</b>	<b>599</b>	<b>49 641</b>
Résultat net de l'exercice		5 098		65	5 163
Autres éléments du résultat global		367		-1	366
<b>Résultat global</b>		<b>5 465</b>		<b>64</b>	<b>5 529</b>
Rémunérations versées aux porteurs de certificats Rabobank		-464			-464
Émission de Titres de capital		-203			-203
Rachat de Certificats Rabobank		-85	-916		-1 001
Autres		-13	-3	-42	-58
<b>Au 31 décembre 2024</b>		<b>40 942</b>	<b>11 881</b>	<b>621</b>	<b>53 444</b>

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Note	Pour l'exercice clos au 31 décembre	
		2025	2024
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>			
Résultat net avant impôt		6 716	6 815
<i>Ajustements :</i>			
Amortissements et dépréciations	<u>43</u>	286	327
Dépréciation des actifs donnés en location et des immeubles de placement	<u>15, 16</u>	772	778
Charges de dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	<u>13</u>	-	70
Charges de dépréciation des actifs financiers	<u>44</u>	764	468
(Reprise) perte de valeur sur des immobilisations corporelles	<u>15</u>	-	-3
(Reprise) perte de valeur sur d'autres immobilisations incorporelles	<u>14</u>	-	4
Gains/(pertes) sur cession d'immobilisations corporelles		1	1
Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	<u>38</u>	-370	-464
Produit de cession de filiales		1	-
Gains/(pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	<u>39</u>	-895	-778
Gains/(pertes) résultant d'une décomptabilisation des titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	<u>40</u>	40	91
Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers évalués au coût amorti		-8	-1
Provisions	<u>25</u>	90	110
Capitalisation des frais de développement de logiciels et autres actifs		-46	-35
<b>Éléments non monétaires comptabilisés dans le résultat d'exploitation avant impôt</b>		<b>635</b>	<b>568</b>
Créances sur établissements de crédit	<u>7, 44</u>	-6 017	79
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	<u>8, 39</u>	384	2 785
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	<u>9</u>	151	-397
Instruments financiers dérivés	<u>10</u>	3 807	-1 438
Prêts et créances envers la clientèle	<u>11, 44</u>	-18 590	-15 680
Acquisition d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	<u>12</u>	-19 733	-12 750
Produit de la vente et du remboursement d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	<u>12</u>	8 249	7 860

En millions d'euros	Note	Pour l'exercice clos au 31 décembre	
		2025	2024
Acquisition de biens destinés à la location	<u>15</u>	-1 282	-1 449
Produits de cession de biens destinés à la location	<u>15</u>	266	376
<b>Dividendes versés par des entreprises associées et des actifs financiers</b>	<u>13</u>	<b>108</b>	<b>102</b>
Dépôts des établissements de crédit	<u>19</u>	-2 230	-3 376
Dépôts de la clientèle	<u>20</u>	22 467	20 057
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	<u>22</u>	187	-198
Passifs financiers à la juste valeur	<u>23</u>	-508	-244
Instruments financiers dérivés	<u>10</u>	-4 513	1 942
Autres passifs	<u>24</u>	-117	175
Impôt sur le résultat payé		-1 624	-1 753
Autres actifs	<u>17</u>	293	-105
Autres variations		-4 401	2 817
<b>Flux de trésorerie net provenant d'activités opérationnelles (flux utilisé pour des activités opérationnelles)</b>		<b>-16 520</b>	<b>5 528</b>
Flux de trésorerie d'investissement			
Acquisition de participations dans des entreprises associées	13	-24	-32
Produits de cession de participations dans des entreprises associées	13	75	66
Acquisition de filiale		-35	-97
Produits de cession de filiales nets des disponibilités			
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	15, 16	-179	-152
Produits de cession d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	15, 16	5	9
<b>Flux de trésorerie net provenant d'activités d'investissement (flux utilisé pour des activités d'investissement)</b>		<b>-158</b>	<b>-206</b>
<b>Flux de trésorerie provenant d'activités de financement</b>			
Produits des bons et obligations en circulation	21, 34	40 447	48 314
Rachat des bons et obligations en circulation	21, 34	-40 983	-58 056
Produits de l'émission de dettes subordonnées	34		
Rachat de dettes subordonnées	34	-1 450	-703
Rachat de Certificats Rabobank	31	-53	-120
Vente de Certificats Rabobank	31	53	120
Rémunérations versées aux porteurs de Certificats Rabobank et de Titres de capital		-644	-667
Rachat de Certificats Rabobank			-1 001

Rachat de Titres de capital		-1 000	
<b>Flux de trésorerie provenant d'activités de financement/(flux utilisé pour des activités de financement)</b>		<b>-3 630</b>	<b>-12 113</b>
<b>Variation nette des disponibilités</b>		<b>-20 308</b>	<b>-6 791</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre</i>	
		<i>2025</i>	<i>2024</i>
Disponibilités constatées au début de l'exercice	<u>6</u>	84 874	90 539
Différences de taux de change sur les disponibilités		-1 795	1 126
Disponibilités constatées en fin d'exercice	<u>6</u>	62 771	84 874
<b>Flux de trésorerie provenant des intérêts sont inclus dans le flux de trésorerie net des activités opérationnelles</b>			
Produits d'intérêts		24 518	26 863
Charges d'intérêts		-12 729	-13 686
<i>(1) Les montants des intérêts reçus et payés en 2024 ont été ajustés en intégrant les montants corrects d'intérêts courus. Les intérêts reçus ont diminué de 478 millions d'euros et les intérêts payés de 1 417 millions d'euros.</i>			

### Notes aux états financiers consolidés

#### 1. Informations sur l'entreprise

Rabobank est un fournisseur international de services financiers opérant sur la base d'un modèle coopératif. Notre orientation globale porte sur les secteurs food & agri ainsi que sur certains secteurs de la transition énergétique. Aux Pays-Bas, la banque propose à ses clients, particuliers et professionnels, une large gamme de produits et de services financiers. Les filiales de Rabobank, BPD, Obvion et DLL, fournissent respectivement des solutions immobilières, hypothécaires et de crédit-bail. Les états financiers consolidés de Rabobank englobent les informations financières de Coöperatieve Rabobank U.A. et de ses filiales consolidées aux Pays-Bas et à l'étranger. Coöperatieve Rabobank U.A. est une société dont le siège statutaire est situé à Amsterdam et dont le siège social est situé croeselaan 18, 3521 CB, à Utrecht, Pays-Bas. Coöperatieve Rabobank U.A. est immatriculée à la Chambre de Commerce sous le numéro 30046259 et son principal siège d'exploitation se situe aux Pays-Bas. La dénomination de la société mère tête du groupe est Coöperatieve Rabobank U.A.

#### 2. Principes comptables significatifs

##### 2.1 Base d'établissement

Des états financiers consolidés de Rabobank ont été établis selon les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE) et les dispositions des articles applicables de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base des principes et méthodes comptables exposés ci-après dans cette section.

##### Normes modifiées publiées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et adoptées dans l'Union européenne, applicables au cours de l'exercice en cours

Des modifications mineures ont été apportées à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ces amendements clarifient l'estimation du taux de change au comptant lorsqu'une monnaie n'est pas échangeable. L'application de ces modifications n'a pas eu d'impact sur les bénéfices ou les capitaux propres.

##### Normes modifiées publiées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) mais non encore adoptées dans l'UE ne s'appliquant pas à l'exercice financier en cours

Modifications des normes IFRS 7 et IFRS 9 concernant la classification et l'évaluation des instruments financiers

Le Conseil des normes comptables internationales a modifié les exigences relatives à l'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers, y compris ceux présentant des caractéristiques liées à l'environnement, à la société et à la gouvernance (ESG), et au règlement des passifs financiers à l'aide d'un système de paiement électronique. Le Conseil des normes comptables internationales a également modifié les exigences d'information relatives aux investissements dans des instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et a ajouté des exigences d'information pour les instruments financiers comportant des caractéristiques conditionnelles qui ne sont pas directement liées aux risques et coûts de prêt de base. La présente norme entrera en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2026.

Rabobank a accordé des actifs financiers comportant des caractéristiques conditionnelles liées à l'ESG, principalement via ses prêts hypothécaires et ses prêts liés à la durabilité, où des réductions de taux d'intérêt sont accordées lorsque certains indicateurs ESG sont atteints par le client. Étant donné que les flux de trésorerie de ces actifs financiers, avec ou sans ces caractéristiques conditionnelles, ne diffèrent pas de manière significative, Rabobank ne s'attend pas à ce que la mise en œuvre de ces modifications change la catégorie d'évaluation de ces actifs, ni qu'elles aient un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

##### IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La présente norme définit les exigences générales et spécifiques relatives à la présentation des informations dans l'état du résultat net, l'état de la situation financière et l'état des variations des capitaux propres. Cette norme définit également les exigences relatives à la divulgation d'informations dans les notes. La présente norme entrera en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2027. La mise en œuvre de cette norme n'affectera ni le résultat ni les capitaux propres et ne modifiera pas la comptabilisation ni l'évaluation des éléments des états financiers, mais elle aura un impact sur la structure du compte de résultat et devrait conduire à fournir davantage d'informations sur les indicateurs de performance définis par la direction (Management-defined Performance Measures - MPM), notamment un rapprochement de chaque MPM avec le sous-total le plus comparable défini par les normes IFRS.

##### IFRS 19 Filiales sans responsabilité publique : Divulgations

Cette norme est destinée aux filiales sans responsabilité publique et précise les exigences d'information qu'une telle entité est autorisée à appliquer au lieu des exigences d'information prévues dans d'autres normes comptables IFRS. La présente norme entrera en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2027. Cette norme ne s'applique pas aux états financiers consolidés de Rabobank.

##### Autres modifications

Des modifications mineures ont été apportées à IFRS 9 et IFRS 7 concernant les contrats référencés à l'électricité dépendante de la nature, ainsi que des modifications mineures à IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7 via les améliorations annuelles Volume 11. La présente norme entrera en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2026. Bien que ces nouvelles exigences soient en cours d'analyse et que leur impact soit encore inconnu, Rabobank estime que l'application de ces modifications n'aura pas d'incidence sur ses bénéfices ou capitaux propres.

**Continuité d'exploitation**

Le Directoire estime opportun d'adopter la méthode de la continuité d'exploitation lors de l'établissement de ces états financiers. Cette méthode repose sur une planification à moyen terme et un processus budgétaire qui étayent le principe de continuité d'exploitation.

**Jugements et Évaluations**

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction a fait preuve de discernement à l'égard des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés au titre des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants déclarés au titre des produits et des charges de la période considérée. Les principes comptables énoncés ci-après exigent des estimations critiques fondées sur des évaluations et des hypothèses. Bien que les estimations de la direction reposent sur l'évaluation la plus minutieuse des circonstances et des activités actuelles sur la base des données et des informations financières disponibles, les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

**Provisions pour dépréciation des actifs financiers**

Rabobank applique des modèles de dépréciation des pertes de crédit attendues à trois stades pour mesurer et comptabiliser les pertes de crédit attendues, lesquels impliquent un jugement de la direction. Rabobank utilise des estimations et le jugement de la direction pour déterminer les pertes de crédit attendues relatives aux provisions calculées sur la base de modèles. Dans certaines circonstances, Rabobank applique des ajustements de gestion (Management Adjustments – MAs) en complément des résultats des modèles ; ceux-ci sont décrits dans cette section. Ces ajustements requièrent souvent un degré de jugement élevé de la part de la direction. De plus amples informations relatives aux provisions pour dépréciation établies d'après le modèle de dépréciation figurent à la sous-section 4.3.6 « Jugements et estimations d'après le modèle de dépréciation des actifs financiers ». Pour les actifs financiers dépréciés qui sont évalués sur une base individuelle, il est procédé à un calcul des flux de trésorerie actualisés. Dans de nombreux cas, un jugement est nécessaire pour estimer les flux de trésorerie futurs attendus et pour pondérer les trois scénarios utilisés.

**Ajustement de gestion – risque géopolitique**

L'ajustement de gestion lié au risque géopolitique, d'un montant de 128 millions d'euros (31 décembre 2024 : 76 millions d'euros), vise à couvrir les risques découlant des tensions géopolitiques, telles que les incertitudes liées aux droits de douane américains, la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine.

**Ajustements de gestion au titre des prêts hypothécaires**

Pour les prêts hypothécaires (notamment les prêts in fine), le risque futur de refus de crédit (Interest Only Mortgages - IOM) n'est pas entièrement pris en compte dans les modèles établis par la norme IFRS 9. Les ajustements de gestion au titre de ce risque futur de refus de crédit ont été réévalués. Dans le cadre des Ajustement de gestion sur les prêts hypothécaires, un Ajustement de gestion de type Garantie IOM (IOM Backstop MA) de 5 millions d'euros (31 décembre 2024 : 7 millions d'euros) a été comptabilisé pour les clients pour lesquels des informations suffisamment récentes ne sont pas disponibles afin d'évaluer leur capacité de remboursement future.

Le total d'ajustement de gestion des prêts hypothécaires (MA Mortgages) a augmenté 86 millions d'euros (31 décembre 2024 : 39 millions d'euros), principalement en raison de l'intégration de l'impact attendu des Pertes en cas de défaut (Loss Given Default - LGD) liées au risque de concentration lors de l'échéance des prêts IOM. La surveillance prudentielle constante des Prêts in Fine pourrait avoir une incidence sur les besoins futurs en fonds propres et sur les niveaux de dépréciation.

**Ajustement de gestion – Risque climatique : Élevage**

L'ajustement de gestion « élevage » s'élevait à 29 millions d'euros (31 décembre 2024 : 23 millions d'euros) et est appliqué à l'ensemble du portefeuille d'élevage néerlandais. Les agriculteurs du secteur de l'élevage sont notés en fonction de la rentabilité et de la durabilité de leur modèle économique et de la, ce qui détermine la perte de crédit supplémentaire attendue.

**Ajustement de gestion – Risque climatique : risques climatiques et environnementaux prospectifs (C&E)**

Les risques devraient principalement se matérialiser à l'avenir à mesure que la réglementation devient plus stricte, ce qui introduit des risques de transition, ainsi qu'en raison des évolutions climatiques chroniques anticipées, augmentant la probabilité et l'intensité d'événements tels que les sécheresses et les inondations (« risques physiques »). L'ajustement de gestion lié au risque climatique couvre l'augmentation structurelle des risques C&E prospectifs et s'élève à 59 millions d'euros (31 décembre 2024 : 87 millions d'euros). L'ajustement de gestion couvre le portefeuille de prêts hypothécaires ainsi que l'ensemble du portefeuille de prêts aux entreprises, y compris De Lage Landen (DLL). En outre, il est à noter qu'une part importante du Ajustement de gestion lié aux risques C&E (26 millions d'euros) est directement intégrée dans le nouveau modèle IFRS 9 pour le portefeuille Corporate, ce qui explique en grande partie la diminution.

**L'ajustement de gestion – nouvelle méthodologie pour la détermination des expositions de stade 3 évaluées individuellement**

Pour les provisions individuelles, nous avons resserré les pondérations des scénarios afin de réduire les biais liés au jugement individuel et d'améliorer la cohérence. Au 31 décembre 2025, un ajustement de gestion de 43 millions d'euros (31 décembre 2024 : néant) est nécessaire pour couvrir l'impact attendu de la méthodologie révisée de calcul des provisions individuelles de stade 3 pour le segment des activités de Commerce de gros et rural (Wholesale and Rural - W&R).

**AG pour les expositions de financement d'acquisition corporate de stade 3**

Ce nouvel ajustement de gestion pour les expositions de Financement d'acquisition d'entreprises (corporate acquisition finance - CAF) de stade 3 a fort effet de levier dans le segment Banque de détail domestique (Domestic Retail Banking - DRB) s'élève à 38 millions d'euros (31 décembre 2024 : néant). Ces prêts Financement d'acquisition d'entreprises sont généralement accordés à des clients soutenus par un sponsor de Private Equity (PE), ce qui conduit à un modèle économique peu intensif en actifs, reposant davantage sur le financement basé sur les flux de trésorerie que sur des garanties comme mécanisme d'atténuation du risque. La direction considère que le résultat du modèle IFRS 9 pour ce sous-portefeuille n'est pas entièrement suffisant, justifiant un ajustement supplémentaire.

**Autres ajustements de gestion**

Le total des autres ajustements de gestion s'élève à 67 millions d'euros (31 décembre 2024 : 105 millions d'euros).

**Juste valeur des actifs et passifs financiers**

Les informations relatives à la détermination de la juste valeur des actifs et passifs financiers figurent à la sous-section 4.8 « Juste valeur des actifs et passifs financiers » et à la section 11 « Instruments financiers dérivés ».

**Dépréciation du Goodwill, des autres immobilisations incorporelles et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises**

Les autres immobilisations incorporelles et les participations dans les entreprises associées et coentreprises sont évaluées à des fins de dépréciation lorsque des éléments déclencheurs spécifiques sont identifiés et le goodwill est évalué au moins une fois par an. Lorsque la valeur intrinsèque est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. La

détermination de la valeur intrinsèque lors de l'évaluation de la dépréciation de ces actifs nécessite des estimations basées sur les prix cotés sur le marché, les prix d'entreprises comparables, la valeur actuelle ou d'autres techniques d'évaluation, ou une combinaison de celles-ci, obligeant la direction à émettre des jugements et des hypothèses subjectifs. Étant donné que ces estimations et ces hypothèses peuvent donner lieu à des différences importantes quant aux montants déclarés si les circonstances sous-jacentes devaient changer, ces estimations sont considérées comme essentielles. Les hypothèses importantes pour déterminer la valeur intrinsèque du goodwill sont exposées à la Section 15 « Goodwill et Autres immobilisations incorporelles » et les participations dans les entreprises associées et les coentreprises sont indiquées à la

## Section 14 « Participations dans les entreprises associées et coentreprises ».

**Imposition**

Des estimations sont faites pour déterminer l'impôt sur le revenu ainsi que les actifs et passifs liés aux impôts exigibles et différés. Le régime fiscal des transactions n'est pas toujours clair ou certain et, dans plusieurs pays, les déclarations d'impôt de l'année précédente restent souvent modifiables et assujetties à l'approbation de l'administration fiscale pendant de longues périodes. Les actifs et passifs d'impôt déclarés reposent sur les meilleures informations disponibles et, le cas échéant, sur des conseils externes. Les différences entre le résultat final et les estimations initialement faites sont comptabilisées dans les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés de la période où l'on dispose d'éléments certains et raisonnables.

**Provisions**

L'application de l'IAS 37 fait appel au jugement pour déterminer s'il existe une obligation actuelle et pour estimer la probabilité, la date et le montant des éventuelles sorties de fonds. De plus amples informations sur les jugements concernant les provisions figurent à la Section 25 « Provisions » et, pour les procédures judiciaires et l'arbitrage, à la sous-section 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage ».

**2.2 États financiers consolidés****2.2.1 Filiales**

Les participations sur lesquelles Rabobank exerce un contrôle sont ses filiales (incluant des entités structurées) et sont consolidées. Un contrôle est exercé sur une participation si l'investisseur a le droit de recevoir des rendements variables de sa participation et a la capacité d'influencer ces rendements grâce à son contrôle sur la participation. Les actifs, passifs ainsi que les profits et pertes de ces sociétés sont consolidés par intégration globale.

Les filiales sont consolidées à compter de la date où Rabobank en prend le contrôle effectif et les filiales cessent d'être consolidées à la date où le contrôle prend fin. Les transactions, les soldes ainsi que les gains et pertes non réalisés des transactions conclues entre Rabobank et ses filiales cessent d'exister.

Une liste des principales filiales figure à la Section 50 « Principales filiales ».

**2.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises**

Les participations dans les entreprises associées et coentreprises sont initialement comptabilisées à leur coût d'acquisition (y compris le goodwill) pour être ensuite comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part attribuée à Rabobank dans les profits et pertes postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans le compte de résultat et sa quote-part dans les variations des réserves après acquisition est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global. Les variations postérieures à l'acquisition sont incluses dans la valeur comptable de la participation.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles Rabobank peut exercer une influence notable et dans lesquelles elle détient généralement entre 20 % et 50 % des droits de vote sans en détenir le contrôle. Une coentreprise est un partenariat entre une ou plusieurs parties en vertu duquel les parties exercent un contrôle conjoint sur une entité et ont des droits sur l'actif net visé dans l'accord de partenariat. Les reports à nouveaux afférents aux transactions entre Rabobank et ses entreprises associées et coentreprises sont éliminés au prorata de la participation de Rabobank dans les entreprises associées et coentreprises respectives. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins que la transaction n'indique qu'une dépréciation doit être constatée à l'égard du (ou des) actif(s) sous-jacent(s) à la transaction.

**2.3 Instruments financiers dérivés et Couverture**

Les instruments financiers dérivés englobent généralement les contrats de change, les contrats à terme sur devises, les contrats à terme sur taux d'intérêt, les contrats d'échange sur taux d'intérêt ou sur devises et les options sur taux d'intérêt ou sur devises (écrites ou acquises). Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur (exclusion faite des frais de transaction) déterminée, soit sur la base de cotations de marché (des cours moyens sont utilisés pour les instruments financiers dérivés en euro, dollar américain et livre sterling qui se caractérisent par une fourchette de prix acheteur-vendeur) et de prix proposés par les traders, soit sur la base de modèles d'évaluation des flux de trésorerie actualisés et d'options. Ces modèles s'appuient sur des prix de marché ou forfaitaires pour les instruments sous-jacents et tiennent compte de la valeur temps, des courbes de rendement et de la volatilité des actifs et passifs sous-jacents. Ils sont intégrés aux actifs financiers lorsque leur juste valeur est positive et aux passifs financiers lorsque celle-ci est négative.

**Instruments financiers dérivés non utilisés à des fins de couverture**

Les gains et pertes latents ou constatés sur des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans la catégorie « Gains/ (pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

**Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture**

Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre de la gestion de bilan pour gérer les risques de taux d'intérêt, de crédit et de change. Rabobank applique la norme IFRS 9 pour la comptabilité de couverture hors portefeuille. La norme IFRS 9 n'offre aucune solution pour la comptabilité de couverture de juste valeur pour une couverture de portefeuille du risque de taux d'intérêt. Rabobank a choisi d'utiliser l'option prévue par l'Union européenne dans IFRS 9 lui permettant de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilité de couverture de portefeuille (carve-out européen).

Lors de l'établissement d'une relation de couverture, les instruments financiers dérivés font partie de l'une des catégories suivantes : (1) une couverture de la juste valeur d'un actif, d'un groupe d'actifs ou d'un passif comptabilisé dans le bilan (couverture de juste valeur) ; (2) une couverture de flux de trésorerie futur attribuable à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé dans le bilan, à une transaction prévue ou un engagement ferme (couverture de flux de trésorerie) ; ou (3) une couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger (couverture d'investissement net). Les instruments financiers dérivés ne peuvent être qualifiés d'instruments de couverture que si certaines conditions sont remplies, dont notamment les conditions suivantes :

Une documentation formelle portant sur l'instrument de couverture, l'instrument couvert, l'objectif de la couverture, la stratégie de couverture et la relation de couverture doit être fournie ;

Une documentation portant sur l'évaluation et l'analyse des sources d'inefficacité de la couverture ainsi que sur la façon dont les ratios de couverture sont déterminés (IFRS 9) doit également être préparée ;

La couverture doit être efficace entre 80 % et 125 % (IAS 39) pour pouvoir compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert par rapport aux risques couverts pendant toute la période de reporting ;

La couverture doit être efficace sans interruption à compter de sa mise en place ; et

Une relation économique doit exister entre l'élément couvert et l'instrument de couverture (IFRS 9).

**1. Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de juste valeur**

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de juste valeur et qui sont efficaces au regard des risques couverts sont comptabilisées au compte de résultat en « Gains/(pertes) sur actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat », de même que les variations correspondantes de juste valeur des actifs ou passifs couverts.

Lorsque la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture (application du modèle de couverture de juste valeur), l'ajustement cumulé de la juste valeur d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le biais du compte de résultat sur la période de refixation du taux d'intérêt correspondant.

**2. Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de flux de trésorerie**

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés (et qualifiés) d'instruments financiers de couverture de flux de trésorerie et qui sont efficaces par rapport aux risques couverts sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les éléments inefficaces des variations de la juste valeur des dérivés sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les montants différés inclus dans les autres éléments du résultat global sont portés au compte de résultat dans les

« Gains/(pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » au cours des périodes pendant lesquelles les flux de trésorerie prévus couverts affectent le compte de résultat.

### 3. Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture d'investissement net

Les instruments de couverture utilisés pour couvrir des investissements nets dans des activités à l'étranger sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour la partie qui est considérée comme une couverture efficace. Les variations de l'instrument des capitaux propres couverts résultant des fluctuations des taux de change sont également comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains et pertes cumulés des autres éléments du résultat global sont reclassés en bénéfice ou perte lorsque l'instrument de capitaux propres est cédé.

### 4. Coûts de couverture

L'écart de base de change (cross-currency basis spread) des swaps de taux d'intérêt en devises croisées et des swaps de base en devises croisées (réinitialisables), dans les relations de couverture portant sur des titres de dette émis et des prêts (éléments monétaires intra-groupe entre entités ayant une monnaie fonctionnelle différente) évalués au coût amorti en devise étrangère, est exclu de la désignation. La volatilité de l'écart de base de change est comptabilisée en autres éléments du résultat global en tant que coût de couverture, puis reclassée en résultat au cours des mêmes périodes que celles durant lesquelles les flux de trésorerie futurs couverts affectent le résultat, jusqu'à l'échéance de l'obligation ou du prêt émis.

Bien que des instruments dérivés soient utilisés comme couvertures économiques dans le cadre des positions de gestion des risques de Rabobank, certains contrats dérivés ne remplissent pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture au regard des règles spécifiques des normes IFRS. Les intérêts relatifs aux dérivés détenus à des fins de couverture économique sont présentés en charges d'intérêts, tant pour les flux perçus que pour les flux payés liés à ces dérivés.

### 2.4 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont, soit des actifs financiers acquis dans le but de réaliser des gains sur les fluctuations à court terme des prix ou des marges commerciales, soit des actifs financiers faisant partie de portefeuilles caractérisés par des modèles de participation aux bénéfices à court terme. Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur sur la base des cours vendeurs du marché et tous les résultats réalisés ou non sont comptabilisés sous le poste « Gains/(pertes) sur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ». Les intérêts générés par les actifs financiers sont comptabilisés en tant que produits d'intérêts. Les dividendes perçus sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés comme des « Gains/(pertes) sur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont essentiellement des justes valeurs négatives d'instruments financiers dérivés et des obligations de livraison qui découlent de la vente à découvert de titres. Les titres sont vendus à découvert pour réaliser des gains sur les fluctuations de cours à court terme. Les titres nécessaires au règlement des ventes à découvert sont acquis au moyen de contrats de prêt et de rachat de titres. Les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur à la date de clôture.

### 2.5 Actifs et passifs financiers à la juste valeur

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs financiers peuvent être classés comme « Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur » si cette comptabilisation élimine ou réduit de manière significative tout traitement incohérent qui aurait autrement résulté de l'évaluation des actifs ou des passifs ou de la comptabilisation des profits ou des pertes sur la base de différentes méthodes comptables.

Les intérêts dus et exigibles sur ces actifs et passifs sont comptabilisés respectivement en produits d'intérêts et en charges d'intérêts. Les autres gains et pertes réalisés et non réalisés sur la réévaluation à la juste valeur de ces instruments financiers sont inclus au poste « Gains/(pertes) sur actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat », à l'exception des variations de juste valeur dues au risque de crédit des instruments financiers à la juste valeur. Ces variations de juste valeur après impôts sont présentées dans les autres éléments du résultat global sur la ligne « Variations de juste valeur dues au risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur ». La présentation des effets des variations du risque de crédit dans les autres éléments du résultat global ne crée pas ou ne renforce pas un décalage comptable dans le compte de résultat.

### 2.6 Profits ou pertes du premier jour

Si, au moment de l'acquisition d'un instrument financier, la méthode de comptabilité utilisée est celle de la juste valeur, tout écart positif ou négatif entre le prix d'achat et la juste valeur (désigné comme « gain/perte au premier jour ») est comptabilisé immédiatement dans les « Gains/(pertes) sur les actifs ou passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat » lorsque la méthode d'évaluation repose sur des données observables provenant de marchés actifs. Dans tous les autres cas, le profit ou la perte du premier jour est différé(e) et comptabilisé(e) en tant que « Autres dettes » ou « Autres actifs ». Après la comptabilisation initiale, le profit/la perte différé(e) du premier jour est comptabilisé(e) en tant que profit/perte s'il/si elle résulte d'une variation de facteur (y compris des effets du temps).

### 2.7 Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

Les titres de créance détenus à des fins de perception de flux de trésorerie contractuels et de vente d'actifs financiers, lorsque les flux de trésorerie des actifs représentent uniquement des paiements de capital et d'intérêts, sont évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global et présentés comme « Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ».

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global sont initialement comptabilisés à la juste valeur, y compris les coûts de transaction. La juste valeur des instruments de capitaux propres non cotés est estimée sur la base de ratios cours/bénéfice appropriés, ajustés pour tenir compte de la situation particulière de l'émetteur concerné.

Les variations de la valeur comptable sont comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global, à l'exception des gains ou pertes de valeur, des produits d'intérêts et des gains et pertes de change qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Lorsque des actifs financiers sont sortis du bilan, le gain ou la perte cumulé(e) précédemment comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat est reclassé(e) passant de capitaux propres à bénéfice ou perte. Les intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts nets selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont incluses dans les « Dotations aux dépréciations des actifs financiers » au compte de résultat.

Lorsque Rabobank a décidé de présenter les gains et pertes sur les titres de participation à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global, aucun reclassement ultérieur des gains et pertes comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat n'a été fait après la décomptabilisation de l'investissement. Les dividendes provenant de ces investissements continuent d'être comptabilisés dans le compte de résultat comme autres produits lorsque le droit de Rabobank à percevoir des paiements est établi.

### 2.8 Opérations de prise en pension et de mise en pension

Les actifs financiers cédés dans le cadre d'opérations de vente assorties d'un engagement de rachat sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière sous « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » ou « Actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global », selon le cas.

« Résultat global », selon le cas. L'engagement de l'acheteur figure dans le poste « Dépôts des établissements de crédit » ou « Dépôts de la clientèle », selon le cas.

Les actifs financiers acquis dans le cadre d'opérations de prise et de mise en pension sont comptabilisés dans le bilan consolidé. La somme versée pour acheter des actifs financiers est comptabilisée en tant que « Prêts et créances envers les établissements de crédit » ou « Prêts et créances envers la clientèle », selon le cas. La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est comptabilisée en tant que produits/charges d'intérêts sur la durée de l'accord selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 2.9 Titrisation et décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les achats et ventes d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et des actifs financiers détenus en vue de la vente qui doivent être livrés au cours d'une période réglementaire prescrite ou conformément aux conventions du marché sont comptabilisés à la date de la transaction. Les instruments financiers évalués au coût amorti sont comptabilisés à la date de règlement.

#### Titrisation et décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Rabobank titrise, vend et cède différents actifs financiers. Ces actifs sont parfois vendus à une entité ad hoc qui émet ensuite des titres aux investisseurs. Rabobank a la possibilité de conserver une participation dans ces actifs sous la forme de titres représentatifs des seuls intérêts d'une opération de titrisation, de titres subordonnés, de comptes de lissage des flux de paiement, de droits de gestion, de garanties, d'options de vente et d'achat ou d'autres montages.

Un actif financier (ou une partie de celui-ci) cesse d'être comptabilisé dans les cas suivants :

- expiration des droits aux flux de trésorerie résultant d'un actif ;
- transfert des droits aux flux de trésorerie ainsi que d'une partie significative des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif ;
- existence d'un engagement à transférer les droits aux flux de trésorerie résultant de l'actif et cession de quasiment tous les risques et avantages liés à l'actif ; ou
- Absence de conservation ou de cession de quasiment tous les risques et avantages liés à l'actif avec transfert du contrôle sur l'actif.

Un engagement continu est comptabilisé si Rabobank ne conserve pas et ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages et si le contrôle est conservé. L'actif est comptabilisé en fonction de l'engagement contenu de Rabobank dans celui-ci. Un passif financier ou une partie de celui-ci est décomptabilisé s'il cesse d'exister, par exemple si les obligations contractuelles ont été remplies ou annulées ou si le contrat est arrivé à expiration.

Si une transaction ne respecte pas les conditions de décomptabilisation ci-dessus, elle est enregistrée en tant qu'emprunt assorti de garanties. Si le transfert d'un actif financier n'entraîne pas une décomptabilisation, les droits contractuels de Rabobank ne peuvent pas être comptabilisés en tant qu'instrument financier dérivé si la comptabilisation de ces instruments et l'actif transféré ou le passif résultant de ce transfert peuvent donner lieu à une double comptabilisation de ces droits et obligations. Les gains et pertes constatés lors de la titrisation et d'opérations de vente dépendent en partie de la valeur comptable des actifs financiers transférés. Les valeurs comptables de ces actifs sont allouées aux participations vendues ou conservées en utilisant les justes valeurs relatives de ces participations à la date de vente. Tous les gains et pertes sont comptabilisés au moment du transfert. La juste valeur des participations vendues ou conservées est évaluée sur la base des cours du marché ou calculée en tant que valeur actuelle des futurs flux de trésorerie escomptés en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte des pertes de crédit, des taux d'escompte, des courbes de rendement, de la fréquence de paiement et d'autres facteurs.

#### 2.10 Disponibilités.

Les équivalents de trésorerie sont des placements liquides à court terme détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie plutôt que pour des placements ou d'autres opérations. Ces actifs ont des échéances inférieures à 90 jours. Ils sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur.

#### 2.11 Compensation des actifs et passifs financiers

Lorsqu'il est légalement possible de compenser des montants comptabilisés et qu'il est prévu de régler les flux de trésorerie futurs prévus sur une base nette ou de réaliser l'actif et de solder le passif simultanément, les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé au bilan. Ceci concerne essentiellement les instruments financiers dérivés et les opérations de mise en pension. La compensation des impôts est traitée à la sous-section 2.26 « Impôts ».

#### 2.12 Devises étrangères

##### Entités étrangères

Les transactions et les soldes figurant dans les états financiers de chaque entité du groupe Rabobank sont indiqués dans la devise qui traduit le mieux la réalité économique de l'environnement opérationnel sous-jacent de l'entité concernée (la devise fonctionnelle).

Les états financiers consolidés sont libellés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie des activités exercées à l'étranger sont convertis dans la monnaie de présentation de Rabobank aux taux de change en vigueur à la date des transactions, lesquels correspondent aux taux de change moyens de la période considérée. Les états de la situation financière sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de reporting. Les écarts de change résultant de placements nets dans des entités étrangères, de prêts et d'autres instruments de change qualifiés d'instruments de couverture de ces investissements sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lors de la vente d'une entité étrangère, ces écarts de conversion sont transférés au compte de résultat en tant que gains ou pertes constatés sur la vente.

##### Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de transaction. Les différences constatées lors des transactions ou de la conversion d'actifs et de passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat en tant que gains ou pertes de change et les différences de change considérées en tant que couvertures d'investissement net sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les écarts de conversion sur les éléments non monétaires évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés dans les gains ou pertes de juste valeur.

Les écarts de conversion observés sur les actifs non monétaires à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global sont inclus dans les réserves de réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global.

#### 2.13 Intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif ou passif financier et pour répartir les produits ou charges d'intérêt sur la période considérée. Le calcul comprend tous les frais payés ou reçus entre les parties au contrat qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et de toutes les autres primes ou escomptes. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute d'un actif financier, sauf pour les actifs financiers dépréciés. Pour ces actifs financiers, Rabobank applique le taux d'intérêt effectif au coût amorti de l'actif financier au cours des périodes suivantes. Les produits d'intérêts sur les actifs financiers en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif comprennent les produits d'intérêts sur les « Disponibilités », les « Prêts et créances envers les établissements de crédit », les « Prêts et créances envers la clientèle », les « Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et les « Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de juste valeur ». Les intérêts relatifs aux instruments dérivés détenus à des fins de couverture économique sont présentés en charges d'intérêts, tant pour les flux perçus que pour les flux payés associés à ces dérivés. Les intérêts relatifs aux passifs financiers assortis d'un taux d'intérêt négatif sont présentés en produits d'intérêts. Les intérêts relatifs aux actifs financiers assortis d'un taux d'intérêt négatif sont présentés en charges d'intérêts.

#### 2.14 Honoraires et commissions

Rabobank perçoit des honoraires et des commissions en contrepartie de la très grande diversité de services qu'elle fournit à ses clients. Les commissions perçues au titre des prestations de services comme les services de paiement et les honoraires de conseiller sont généralement constatées au fur et à mesure que le service est fourni. Les commissions perçues pour la négociation d'une transaction ou pour la participation à des négociations pour le compte de tiers (par exemple, l'acquisition d'un portefeuille de prêts, d'actions ou d'autres titres ou la vente ou l'achat de sociétés) sont comptabilisées lors de la réalisation de la transaction sous-jacente. Les frais d'honoraires et de commissions concernent principalement les services de paiement et ils sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services ont été reçus.

### 2.15 Prêts et créances sur la clientèle et Prêts et créances sur les établissements de crédit

Les actifs financiers détenus en vue de la perception de flux de trésorerie contractuels, lorsque ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts, sont évalués au coût amorti et présentés en tant que

« Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Prêts et créances sur la clientèle ». Lors de la comptabilisation initiale, Rabobank évalue ces actifs financiers à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier.

Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts nets selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation est inscrit directement au compte de résultat et présenté en tant que « Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti ».

Les pertes de valeur sont incluses dans les « Dotations aux dépréciations des actifs financiers » au compte de résultat.

### 2.16 Provisions pour dépréciation des actifs financiers et des passifs éventuels de crédit

Les provisions pour dépréciation s'appliquent aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location, aux actifs contractuels, aux créances clients, à certains engagements de prêt et aux contrats de garantie financière. Lors de la comptabilisation initiale, une provision correspondant au montant des ECLs résultant d'éventuels défauts de paiement au cours des 12 mois à venir est constituée (étape 1). Si le risque de crédit a significativement augmenté depuis l'octroi (tout en restant non déprécié), une provision doit être constituée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues résultant de défauts possibles sur la durée de vie attendue de l'actif financier (stade 2). Si l'instrument financier est déprécié, la provision reste égale aux pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss - ECL) sur la durée de vie (stade 3). Toutefois, pour ces instruments, les produits d'intérêts seront comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif sur la valeur nette comptable (y compris sur la provision de dépréciation). Les instruments financiers sont dépréciés en cas de survenance d'un ou de plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés. Rabobank n'utilise pas l'exemption de faible risque de crédit.

Les deux facteurs fondamentaux des exigences de dépréciation de l'IFRS 9 sont a) la méthode d'évaluation des ECLs sur 12 mois ou pour toute la durée de vie et b) les critères utilisés pour déterminer si une perte de crédit attendue sur 12 mois, une perte de crédit attendue pour toute la durée de vie ou une perte de crédit attendue pour toute la durée de vie d'un

actif financier déprécié dès sa création doit être comptabilisée (également appelés critères de détermination des niveaux de dépréciation).

#### a) Méthodologie de détermination des ECLs

Pour calculer les ECLs, Rabobank utilise les modèles de Probabilité de défaut (Probability of Default - PD) x Pertes en cas de défaut (Loss Given Default - LGD) x Exposition en Cas de défaut (Exposure at Default - EAD) pour la majeure partie de son portefeuille. Trois scénarios macroéconomiques sont intégrés à ces modèles et pondérés en fonction de la probabilité pour calculer les ECLs. a) Lorsque des évolutions externes inattendues ou des problèmes de qualité des données ne sont pas suffisamment couverts par les résultats des modèles ECLs, un ajustement de gestion est appliqué (voir paragraphe 2.1 « Jugements et estimations »).

#### b) Critères de détermination des étapes de dépréciation

Afin de répartir les instruments financiers entre l'étape 1, l'étape 2 et l'étape 3, Rabobank a défini un ensemble de facteurs qualitatifs et quantitatifs. Les critères d'affectation d'un actif financier en l'étape 3 correspondent aux critères d'attribution d'un statut de défaillant, par exemple 90 jours d'impayés ou cas d'un débiteur risquant de ne plus pouvoir payer ses dettes sans une liquidation de garanties par la banque. Afin de classer les instruments financiers entre les stades 1 et 2, Rabobank évalue si le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale (Significant increase in credit risk – SICR).

Pour les portefeuilles sans PD individuelle ou avec une PD qui n'est pas mise à jour fréquemment, de sorte qu'une évaluation de toute variation de la PD est impossible, une évaluation collective des groupes d'instruments financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit partagées est effectuée.

#### Augmentation significative du risque de crédit (Significant increase in credit risk – SICR)

À chaque date de clôture, Rabobank détermine si le risque de crédit associé aux instruments financiers a augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale. Pour évaluer une augmentation significative du risque de crédit associé à des instruments financiers, la probabilité de défaut sur toute la durée de vie ainsi que son évolution entre la date de création et la date de clôture constituent le principal paramètre à prendre en considération. La combinaison d'une variation relative supérieure à un certain seuil et d'une variation absolue est considérée comme un indicateur d'une augmentation significative du risque de crédit. Pour les engagements de prêt, Rabobank prend en compte les variations de la probabilité de défaut sur la durée de vie du prêt auquel l'engagement de prêt se rapporte. Pour les contrats de garantie financière, Rabobank tient compte de l'évolution des risques pouvant se traduire par le non-respect par le débiteur concerné de ses obligations contractuelles. L'évaluation des modifications apportées à l'analyse du risque de crédit consiste en une analyse multifactorielle et holistique.

La pertinence d'un facteur spécifique (et son importance par rapport à d'autres facteurs) dépend du type de produit, des caractéristiques des instruments financiers et de l'emprunteur ainsi que de la région géographique. Veuillez vous référer à la sous-section 4.5 « Critère d'identification d'une augmentation significative du risque de crédit » pour de plus amples informations sur les variations relatives et absolues de la PD.

Rabobank s'appuie également sur un certain nombre d'indicateurs qualitatifs pour identifier et évaluer toute augmentation significative du risque de crédit. Il s'agit :

- Notation interne de crédit : difficultés financières (situation dans laquelle le client rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés à honorer ses engagements financiers).
- Expositions restructurées ou renégociées non performantes (« forbearance status »)
- Critère de 30 jours
- Secteur vulnérable

#### Définition du défaut

La définition donnée par Rabobank au défaut repose entièrement sur les réglementations d'autorités indépendantes de l'UE (CRR et EBA). On parle de défaut lorsque i) une exposition donne lieu à un impayé supérieur à 90 jours et lorsque ii) Rabobank considère que le débiteur n'est pas en mesure de payer ses obligations de crédit dans leur intégralité, sans que l'institution ne recoure à des actions telles que la réalisation de sûretés.

#### Évaluation collective ou individuelle

Certains facteurs ou indicateurs peuvent ne pas être identifiables au niveau de chaque instrument. Dans ce cas, les facteurs ou indicateurs sont évalués pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou une partie d'un portefeuille afin de déterminer si les exigences de comptabilisation des ECLs pour toute la durée de vie ont été respectées. Le regroupement des instruments financiers aux fins de déterminer si des changements sont survenus dans le risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps lorsque de nouvelles informations deviennent disponibles sur des groupes d'instruments financiers ou sur des instruments financiers individuels. En fonction de la nature des instruments financiers et des informations sur le risque de crédit disponibles pour des groupes particuliers d'instruments financiers, Rabobank peut ne pas être en mesure d'identifier l'augmentation significative du risque de crédit d'un instrument individuel avant que cet instrument ne devienne en souffrance. Tel peut être le cas pour des actifs financiers (comme les prêts de détail) pour lesquels aucune information ou très peu d'informations actualisées sur le risque de crédit peuvent être régulièrement obtenues et vérifiées au niveau de chaque instrument tant qu'un client n'a pas enfreint les conditions contractuelles. Si les changements survenus dans le risque de crédit d'un instrument individuel ne sont pas pris en considération avant que celui-ci ne devienne exigible, toute provision pour pertes basée uniquement sur les informations relatives au crédit au niveau d'un instrument individuel ne représentera pas fidèlement les changements survenus dans le risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale.

Dans certain cas, Rabobank ne dispose d'aucune information raisonnable et pertinente lui permettant, sans engager des frais ou déployer des efforts considérables,

d'évaluer sur une base individuelle les ECLs pour toute la durée de vie. Les ECLs pour toute la durée de vie sont alors comptabilisées en examinant collectivement toutes les informations sur le risque de crédit, à savoir non seulement les informations sur l'actif en souffrance, mais aussi toutes celles relatives au crédit (y compris les informations prospectives macroéconomiques) pour estimer le résultat de la comptabilisation des ECLs pour toute la durée de vie quand une augmentation significative du risque de crédit a été constatée au niveau de l'instrument individuel depuis sa comptabilisation initiale.

Aux fins de déterminer une augmentation significative du risque de crédit et de comptabiliser une provision pour pertes sur une base collective, Rabobank peut regrouper les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit dans le but de faciliter une analyse conçue pour permettre d'identifier l'augmentation significative du risque de crédit en temps opportun. Toutefois, lorsque Rabobank n'est pas en mesure de regrouper les instruments financiers pour lesquels le risque de crédit est considéré comme ayant augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sur la base des caractéristiques du risque de crédit partagé, elle comptabilise les ECLs pour toute la durée de vie sur une partie des instruments financiers pour lesquels le risque de crédit est considéré comme ayant augmenté de façon significative.

Les caractéristiques du risque de crédit partagé peuvent comprendre, y compris et de manière non limitative : les types d'instruments, les cotes de risque de crédit, les types de garanties, les dates de comptabilisation initiale, le temps restant jusqu'à l'échéance, les secteurs d'activité, la situation géographique, la valeur des garanties par rapport à l'instrument financier si elle a une incidence sur la PD (par exemple, les prêts sans recours dans certaines juridictions ou les rapports prêt-valeur).

### 2.17 Modifications

Les conditions contractuelles d'un actif financier peuvent être modifiées pour des raisons commerciales ou en raison d'une mesure de restructuration. Une modification commerciale correspond à un changement des conditions antérieures d'un contrat (actif financier) qui modifie l'échéancement ou le montant des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Rabobank estime généralement qu'une modification n'est pas substantielle si elle n'a pas d'impact sur plusieurs aspects contractuels en même temps, par exemple une modification de la période à taux fixe, du type de remboursement ou des débiteurs. Les mesures de restructuration au sein de Rabobank sont considérées comme des modifications non substantielles.

Les modifications substantielles entraînent une décomptabilisation de l'actif financier et les modifications non substantielles entraînent une comptabilisation des modifications. En cas de modification, Rabobank recalcule la valeur comptable brute sur la base des flux de trésorerie révisés de l'actif financier et comptabilise un gain ou une perte de modification en résultant. La nouvelle valeur brute comptable est recalculée en actualisant les flux de trésorerie modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

### 2.18 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

#### Goodwill

Le goodwill représente l'écart d'acquisition correspondant à l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale à une date donnée sur la quote-part dans la juste valeur des actifs nets et des passifs éventuels de l'entité acquise. Lors de chaque acquisition, les autres participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées à la juste valeur ou selon la quote-part des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise. Des tests de dépréciation sont effectués tous les ans ou plus fréquemment (si des indications le justifient) afin de déterminer si une entité a constaté ou non une perte de valeur.

Autres immobilisations incorporelles, y compris le coût de développement des logiciels

Les coûts directement engagés pour des produits logiciels identifiables et uniques sur lesquels Rabobank exerce un contrôle et qui sont susceptibles de fournir des avantages économiques supérieurs aux coûts pendant plus d'un an sont comptabilisés en tant qu'autres immobilisations incorporelles. Les coûts directs englobent les frais de personnel de l'équipe chargée du développement des logiciels, les coûts de financement et une partie des frais généraux s'y rapportant.

Les dépenses d'amélioration des performances des logiciels par rapport à leurs spécifications d'origine viennent s'ajouter au coût initial du logiciel. Le coût de développement des logiciels est comptabilisé dans les autres immobilisations incorporelles et amorti linéairement sur une période ne devant pas excéder cinq ans. Les coûts liés à la maintenance des logiciels sont comptabilisés en tant que charges au moment où ils sont encourus.

#### Dépréciation du Goodwill

Un goodwill est alloué aux unités génératrices de flux de trésorerie aux fins des tests de dépréciation qui sont réalisés au niveau le plus bas des actifs générant des flux de trésorerie largement indépendants. Au cours du quatrième trimestre de chaque exercice ou plus fréquemment en cas de soupçon de perte de valeur, des tests de dépréciation du goodwill sont réalisés et tout excédent de la valeur comptable par rapport au montant recouvrable est indiqué. Le montant recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la valeur d'usage et la juste valeur minorée des coûts de vente.

La valeur d'usage d'une unité génératrice de flux de trésorerie est déterminée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus avant impôts de l'unité génératrice de flux de trésorerie en question. Les principales hypothèses utilisées dans le modèle de flux de trésorerie reposent sur les données de départ qui tiennent compte de différentes variables financières et économiques subjectives, telles que les taux d'intérêt sans risque et le montant des primes reflétant le risque inhérent à l'entité concernée. Les dépréciations du goodwill sont comptabilisées, le cas échéant, au poste « Dépréciation du goodwill » du compte de résultat.

#### Pertes de valeur des autres immobilisations incorporelles

À chaque date de clôture, une évaluation est faite afin de déterminer l'existence ou non d'indices permettant de révéler une perte de valeur des autres immobilisations incorporelles. Si de tels indices existent, un test de dépréciation est effectué pour déterminer si la valeur comptable des autres immobilisations incorporelles est entièrement recouvrable. Le montant recouvrable doit être estimé pour l'actif individuel. S'il s'avère impossible d'estimer le montant recouvrable de l'actif individuel, il convient alors de déterminer le montant recouvrable de l'unité génératrice des flux de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable dépasse le montant recouvrable. Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées au poste « Autres frais administratifs » du compte de résultat.

Indépendamment de tout indice de perte de valeur, les immobilisations incorporelles qui ne peuvent pas encore être utilisées doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel en comparant leur valeur comptable avec leur montant recouvrable.

### 2.19 Immobilisations corporelles

#### Immobilisations corporelles à usage propre

Les biens immobiliers à usage propre se composent principalement d'immeubles de bureaux et sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, de même que les matériels à usage propre. Les actifs sont amortis à leur valeur résiduelle sur la durée de vie utile estimée indiquée ci-après, selon la méthode de l'amortissement linéaire :

<b>Biens immobiliers</b>	
Terrains	Pas dépréciés
Bâtiments	25 à 40 ans
<b>Matériels</b>	
Matériel informatique	1 à 5 ans
Autres matériels et véhicules	3 à 8 ans

Une évaluation annuelle est faite afin de déterminer l'existence ou non d'indices permettant de révéler une dépréciation des immobilisations corporelles. Si la valeur comptable d'un actif excède son montant recouvrable estimé, la valeur comptable est ramenée au montant recouvrable. Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont incluses dans « Autres charges administratives » dans le compte de résultat.

Revenus Les gains et pertes sur cession d'immobilisations corporelles sont déterminés sur la base de leur valeur comptable et sont comptabilisés dans les « Autres frais

administratifs».

Les travaux de réparation et les interventions de maintenance sont imputés au compte de résultat au moment où les frais sont engagés. Les dépenses visant à prolonger la durée de vie économique ou à augmenter la valeur économique des terrains et des bâtiments par rapport à leur valeur économique initiale sont capitalisées et ensuite amorties.

## 2.20 Immeubles de placement

Les immeubles de placement, principalement les immeubles de bureaux et les unités de logement, sont détenus à long terme pour dégager des revenus locatifs et ne sont pas utilisés par Rabobank ou ses filiales. Les immeubles de placement sont comptabilisés en tant qu'investissements à long terme et inclus au bilan à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur. Les immeubles de placement sont amortis linéairement en fonction de leur valeur résiduelle liée à une durée d'usage estimée à 40 ans.

## 2.21 Autres actifs

Produits d'inventaire structuré

Rabobank propose plusieurs produits liés au financement des produits de base. Certains de ces produits sont comptabilisés en tant que prêts portant sur des produits de base donnés en garantie, d'autres en tant que prêts intégrant des instruments financiers dérivés et d'autres encore en tant que produits de base. La classification dépend principalement du transfert du risque du client à Rabobank et des avantages procurés par les produits de base.

Terrains à bâtir

Les terrains à bâtir sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les intérêts attribués et les dépenses supplémentaires engagées pour l'achat des terrains et leur aménagement en vue des travaux de construction ou à la valeur nette de réalisation, si elle est inférieure. Les intérêts ne sont pas comptabilisés au bilan pour les terrains qui n'ont pas été classés en zones à usage particulier s'il n'y a aucune certitude que les terrains soient bâtis. Les éventuelles baisses de valeur résultant d'un changement futur de destination des terrains concernés ne sont pas incluses dans le coût des terrains, mais sont incluses dans le calcul de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation de tous les terrains à bâtir est revue au moins une fois par an ou plus tôt en cas de soupçon de dépréciation. La valeur nette de réalisation des terrains à bâtir est la valeur de réalisation directe ou la valeur de réalisation indirecte, si celle-ci est supérieure. La valeur de réalisation directe correspond à la valeur estimée au moment de la vente déduction faite des coûts estimés pour la réalisation de la vente. La valeur de réalisation indirecte est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le calcul de la valeur de réalisation indirecte repose sur une analyse de scénarios qui inclut autant d'aspects propres au terrain, de paramètres et de conditions propres à l'entreprise que possible. Une réévaluation à la baisse est constatée si la valeur comptable excède la valeur de réalisation.

Les biens immobiliers construits sur des terrains à bâtir sont classés en tant qu'immeubles de placement si l'usage courant qui en est fait par Rabobank consiste à les louer en vertu d'un ou de plusieurs contrats de location opérationnelle (ou simple).

Travaux en cours

Les travaux en cours concernent des projets résidentiels vendus et non vendus en construction ou en préparation, ainsi que des projets de propriété commerciale vendus et non vendus. Les travaux en cours sont comptabilisés aux coûts engagés majorés des intérêts alloués ou à la valeur nette de réalisation, s'ils sont inférieurs. Les produits provenant de projets de construction de biens immobiliers sont constatés lorsque les obligations d'exécution s'y rapportant sont remplies. Les pertes attendues sur les projets sont immédiatement déduites des travaux en cours. Si Rabobank transfère tout ou partie d'un projet à un client avant que ce dernier ne paie les acomptes provisionnels, Rabobank présente un actif contractuel. Si un client procède à des versements échelonnés et si Rabobank a le droit de percevoir, sans condition, ces versements échelonnés, Rabobank comptabilise alors un engagement contractuel avant de transférer (partiellement) le projet à un client.

La valeur comptable des travaux en cours non vendus fait l'objet d'une révision annuelle afin de déceler tout indice de baisse de valeur. Si un tel indice existe, la valeur de réalisation indirecte des travaux en cours est estimée ; dans la plupart des cas, cela se fait au moyen d'une évaluation interne ou externe. La valeur de réalisation indirecte est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Un ajustement à la baisse de la valeur est comptabilisé si la valeur comptable excède la valeur de réalisation indirecte attendue, dans la mesure où cette différence doit être supportée par Rabobank.

Immeubles finis

Les biens immobiliers à usage résidentiel et les locaux commerciaux aménagés en interne qui ne sont pas vendus sont comptabilisés à prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation des immeubles finis est revue au moins une fois par an ou en cas de soupçon d'une baisse de valeur. Pour les immeubles finis, la valeur de réalisation nette correspondant généralement à la valeur de réalisation directe qui est principalement déterminée au moyen d'une évaluation interne ou externe. Un ajustement à la baisse est comptabilisé si la valeur comptable excède la valeur de réalisation directe attendue, dans la mesure où la différence est à la charge de Rabobank.

## 2.22 Location

Rabobank en tant que preneur

Rabobank, en tant que preneur, comptabilise un actif lié au droit d'utilisation qui représente son droit à utiliser l'actif loué sous-jacent et une dette correspondante qui représente son obligation à payer des loyers à la date où l'actif loué est mis à disposition pour être utilisé. Chaque loyer payé se décompose en dette de loyers et charges d'intérêts. Les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat sur la période de location de manière à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant de la dette pour chaque période. Les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis pendant la durée du contrat de location selon une méthode linéaire. La dette de loyers est évaluée à la valeur actualisée des loyers. Les loyers comprennent, au titre du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent pendant la durée du contrat de location, les paiements suivants qui ne sont pas effectués à la date de commencement de la location :

- les loyers fixes diminués des avantages incitatifs accordés au titre du contrat de location ;
- les loyers variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, déterminés initialement en utilisant l'indice ou le taux fixé à la date de commencement de la location ;
- les sommes devant être payées par le preneur au titre des garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si le preneur est raisonnablement certain d'exercer cette option ; et
- le paiement de pénalités pour résiliation du contrat de location si les conditions contractuelles prévoient l'exercice par le preneur d'une option pour mettre fin au contrat.

La valeur actualisée des loyers est déterminée en appliquant le taux d'intérêt implicite indiqué dans le contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, il convient d'utiliser le taux d'endettement marginal du preneur, c'est-à-dire le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires pour obtenir un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire et sous des conditions similaires. Rabobank définit le taux d'endettement marginal comme le taux de financement interne (Taux de tarification des transferts de fonds (Funds Transfer Pricing - FTP) majoré d'une prime spécifique liée à l'actif.

En utilisant le FTP comme base de calcul, le taux d'actualisation sera défini pour chaque intervalle de temps et se composera des éléments suivants :

- Taux de base : taux sans risque ;
- Spread (écart) de crédit : établi d'après le risque de crédit de la société faisant partie du groupe ;
- Risque spécifique à un pays : établi d'après la localisation de la société faisant partie du groupe ; et
- Risque de change : établi d'après la monnaie fonctionnelle de la société faisant partie du groupe ;

L'actif lié au droit d'utilisation est évalué à un montant égal à la dette de loyers, ajustée des loyers payés à la date de commencement ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs accordés au titre de la location, des coûts directs initiaux et des frais de remise en état. Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés de manière linéaire en tant que charges dans le compte de résultat. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Rabobank comptabilise les actifs liés au droit d'utilisation au poste « Immobilisations corporelles » et la dette de loyers au poste « Autres dettes » dans le bilan consolidé.

Rabobank en tant que bailleur

#### *Contrats de location financement*

Un contrat de location-financement est comptabilisé comme une créance au poste « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Prêts et créances envers la clientèle », selon le cas, pour un montant égal à l'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement. L'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement correspond à la valeur actualisée des paiements minimaux nominaux et de la valeur résiduelle non garantie. La différence entre l'investissement brut et l'investissement net dans le contrat de location est comptabilisée en produits financiers non acquis. Les revenus locatifs sont comptabilisés en tant que produits d'intérêts sur la durée du contrat de location-financement selon la méthode de l'investissement net, ce qui donne lieu à un taux de rentabilité constant sur l'investissement.

#### *Contrat de location opérationnelle*

Les biens loués en vertu de contrats de location opérationnelle sont présentés au bilan en tant que « Immobilisations corporelles ». La méthode d'amortissement des actifs sur leur durée de vie utile attendue doit être cohérente avec celle applicable à des immobilisations corporelles similaires. Les revenus locatifs (diminués des amortissements et des remises consenties aux locataires) sont comptabilisés de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location au poste « Produit net des autres activités opérationnelles ».

### **2.23 Provisions et passifs éventuels**

#### *Provisions*

Des provisions sont constituées pour les obligations (légalles et implicites) résultant d'un événement passé lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite. Si Rabobank s'attend à ce qu'une provision soit remboursée, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, mais seulement si le remboursement est quasi certain. Les provisions sont comptabilisées sur la base de la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie attendus. Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Autres frais administratifs ».

#### *Restructuration*

Les provisions pour restructuration comprennent les indemnités versées au titre des plans sociaux et les autres coûts directement attribuables à des programmes de restructuration. Ces coûts sont comptabilisés pendant la période de survie de l'obligation légale ou réelle de paiement ; un plan détaillé doit être préparé pour les indemnités de licenciement et les parties concernées doivent estimer de manière réaliste que la restructuration aura lieu.

#### *Litiges*

La provision pour litiges repose sur les meilleures estimations disponibles à la fin de la période considérée, compte tenu des avis juridiques. La date d'utilisation de la provision est incertaine car l'issue des litiges et le temps requis sont imprévisibles.

#### *Autres provisions*

Les autres provisions comprennent des provisions pour des contrats déficitaires, pour des règlements potentiels et des passifs éventuels de crédit. Voir Sous-section 2.16 pour la méthode comptable des provisions pour dépréciation des passifs éventuels de crédit.

#### *Passifs éventuels*

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survie (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de Rabobank ; ou une obligation actuelle résultant d'événements passés qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan ; ils font l'objet d'une information en annexe à moins que la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit faible.

### **2.24 Avantages sociaux des employés**

Rabobank a mis en place différents plans de retraite en fonction des conditions et des pratiques locales des pays dans lesquels elle exerce ses activités. En règle générale, les régimes sont financés par des paiements effectués à des compagnies d'assurance ou à des fonds gérés par des agents fiduciaires, le montant de ces paiements étant déterminé par des calculs actuariels périodiques. Un régime de retraite à prestations définies est un régime qui repose sur l'obligation de verser un montant convenu de prestations de retraite qui dépend habituellement de plusieurs facteurs comme l'âge, le nombre d'années de travail et la rémunération. Un régime à cotisations définies est un régime où des cotisations d'un montant fixe sont versées à une entité distincte (un fonds de pension) sans que l'employeur ait d'autres obligations juridiques ou implicites dans l'hypothèse où le fonds n'aurait pas suffisamment d'actifs pour que les obligations envers les salariés participant au régime soient assumées.

#### *Obligations de verser une retraite*

L'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période considérée, diminuée de la juste valeur des placements du fonds. L'obligation au titre des prestations définies est calculée tous les ans par des actuaires indépendants sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée comme étant la sortie de liquidités future estimée sur la base des taux d'intérêt des obligations de sociétés de première catégorie dont les échéances sont proches de celles de l'obligation correspondante. La majorité des régimes de retraite sont des régimes fondés sur le salaire moyen de carrière. Les coûts de ces régimes (soit la charge de retraite nette pour la période après déduction des cotisations des employés et des intérêts) sont comptabilisés au poste « Frais de personnel ». Les produits/charges d'intérêts nets sont déterminés en appliquant le taux d'escompte au début de la période à l'actif ou au passif du régime de retraite à prestations définies.

Les gains ou pertes actuariels résultant d'événements et/ou de modifications apportées aux hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans le compte de résultat global.

#### *Régimes de retraite à cotisations définies*

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, les cotisations sont versées à des fonds de pension publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. Ces versements réguliers sont comptabilisés en tant que charges de l'exercice au cours duquel ils sont effectués et sont comptabilisés au poste « Frais de personnel ».

#### *Autres obligations postérieures à l'emploi*

Certaines unités commerciales de Rabobank offrent d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Pour avoir droit à ces avantages, le salarié doit généralement continuer à travailler jusqu'à son départ à la retraite et avoir travaillé dans l'entreprise pendant un nombre minimal d'années. Les coûts prévus de ces prestations sont comptabilisés au cours des années de travail, selon un système semblable à celui des régimes de retraite à prestations définies. Les obligations sont calculées tous les ans par des

actuaire indépendants.

#### Rémunération variable

La rémunération variable payée sans condition et en espèces est comptabilisée pour l'année au cours de laquelle le salarié a travaillé. La rémunération conditionnelle en espèces est incluse, sur une base linéaire, dans les frais de personnel figurant au compte de résultat de l'année au cours de laquelle le salarié a fourni ses prestations de travail et des trois années restantes de la période d'acquisition des droits (c'est-à-dire sur quatre ans). Le passif est comptabilisé au poste « Autres dettes ». Le traitement comptable des paiements fondés sur des instruments de capitaux propres est présenté à la sous-section 2.25.

#### 2.25 Rémunération variable basée sur des instruments de capitaux propres

Pour certains membres du personnel identifiés, la rémunération des prestations fournies se fait sous forme de paiements en espèces sur la base d'instruments de capitaux propres qui sont similaires aux Certificats Rabobank et qui en présentent les mêmes caractéristiques. Les coûts des prestations fournies reposent sur la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution et sont retraités tous les ans à la juste valeur. Les coûts liés à l'attribution des instruments de capitaux propres pendant la durée du contrat du salarié sont inclus dans les frais de personnel du compte de résultat de l'année d'attribution et des trois années restantes de la période d'acquisition des instruments de capitaux propres (c'est-à-dire sur quatre ans). Le passif est comptabilisé au poste « Autres dettes ».

#### 2.26 Impôts

Les créances et dettes d'impôts exigibles sont compensées lorsqu'il existe un droit de compensation juridiquement exécutoire et qu'un traitement ou un règlement simultané est prévu. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit de compensation juridiquement exécutoire, lorsqu'ils concernent la même administration fiscale et qu'ils sont dus par la même entité contribuable.

Les impôts différés sur le revenu sont calculés, selon la méthode du report variable, sur les différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable aux fins de l'information financière. Ces différences temporelles résultent principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles, de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés), des avantages du personnel, des provisions pour dépréciation des prêts et autres dépréciations, des pertes fiscales et des ajustements de juste valeur des actifs nets acquis lors de regroupements d'entreprises. Les actifs et passifs d'impôts différés sont également comptabilisés lors de la réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global et des couvertures de flux de trésorerie qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Dès qu'ils sont réalisés, ils sont comptabilisés dans le compte de résultat en même temps que le gain ou la perte reporté(e) correspondant(e) est comptabilisé(e). Les actifs d'impôt différés doivent être comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels des pertes pourront être imputées ; les impôts devront être évalués en appliquant les taux d'impôt adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture de l'exercice. Lorsqu'une entité a un historique de pertes récentes, elle ne comptabilise un actif d'impôt différé au titre des pertes fiscales non utilisées que dans la mesure où elle dispose de différences temporelles imposables suffisantes ou d'autres indications convaincantes montrant qu'elle disposera de bénéfices imposables suffisants sur lesquels pourront être imputées les pertes fiscales non utilisées. Rabobank considère tous les impôts différés comme non courants. Les impôts sur les bénéfices sont calculés conformément à la législation fiscale des pays dans lesquels Rabobank exerce des activités et sont comptabilisés en tant que charges de l'exercice au cours duquel les bénéfices sont réalisés. Les effets fiscaux des reports de pertes sont comptabilisés en tant qu'actif lorsque des bénéfices imposables futurs sont susceptibles d'être disponibles et sur lesquels des pertes pourront être imputées.

#### 2.27 Dépôts des établissements de crédit, dépôts de la clientèle et bons et obligations en circulation

Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, tout d'abord au prix d'émission réduit des frais de transaction directement imputables et non récurrents, et par la suite au coût amorti incluant les frais de transaction. Les titres de créance émis puis rachetés par Rabobank sont décomptabilisés et la différence entre la valeur comptable et la contrepartie payée est comptabilisée en compte de résultat.

#### 2.28 Certificats Rabobank

Rabobank dispose à vie du produit provenant de l'émission des certificats Rabobank qui est subordonné à toutes les dettes ainsi qu'aux Titres de capital. Comme il n'existe aucune obligation formelle de paiement/remboursement du principal ou de versement de dividendes, les Certificats Rabobank sont classés dans la catégorie « Capitaux propres ». Comme la distribution de dividende est entièrement discrétionnaire, les produits reçus et les dividendes versés sont comptabilisés directement en capitaux propres.

#### 2.29 Titres de capital

En l'absence de toute obligation formelle de rembourser le principal ou de verser un dividende, les Titres de capital sont comptabilisés en tant que « Capitaux propres » et les dividendes versés sur ces instruments sont comptabilisés directement en capitaux propres.

#### 2.30 Garanties financières

Les contrats de garantie financière exigent que l'émetteur indemnise le porteur pour les pertes subies lorsque le débiteur ne remplit pas ses obligations en vertu du titre de créance correspondant. Les garanties sont initialement comptabilisées à la juste valeur et sont ensuite évaluées au montant le plus élevé entre le montant de la provision pour dépréciation et le montant initialement comptabilisé moins l'amortissement cumulé.

#### 2.31 Informations sectorielles

Un segment opérationnel est une composante de Rabobank qui exerce des activités commerciales qui génèrent des revenus et impliquent des dépenses, dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Directoire de Rabobank afin de décider des ressources à lui allouer et d'évaluer sa performance et au sujet duquel des informations financières distinctes sont disponibles.

#### 2.32 Tableau des flux de trésorerie

Les Disponibilités comprennent les liquidités, les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts auprès des banques centrales. Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte et fournit des informations sur l'origine des liquidités devenues disponibles au cours de l'exercice ainsi que sur leur utilisation au cours de l'exercice. Les flux de trésorerie nets avant impôts provenant des activités opérationnelles sont ajustés pour tenir compte des éléments non monétaires du compte de résultat et des variations hors trésorerie des éléments du bilan.

Le tableau des flux de trésorerie consolidés présente séparément les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les variations nettes des prêts et avances, des dépôts interbancaires, des dépôts de la clientèle et des acquisitions, des cessions et remboursements d'investissements financiers. Les activités d'investissement comprennent les acquisitions et cessions de filiales, les participations dans les entreprises associées et les immobilisations corporelles. Les activités de financement comprennent l'émission et le remboursement des Certificats Rabobank, des Titres de capital, des dettes subordonnées et des bons et obligations en circulation.

La différence entre la variation nette présentée dans l'état des flux de trésorerie et la variation des disponibilités incluse dans le bilan est due aux différences de change.

### 3. Solvabilité et gestion des capitaux propres

Rabobank vise à maintenir un niveau approprié de solvabilité. Pour y parvenir, un certain nombre de ratios de solvabilité sont utilisés. Les principaux ratios sont le ratio des fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 ratio) (CET1), le ratio de solvabilité Tier 1 (Tier 1 ratio), le ratio du capital total et le ratio des fonds propres sur total bilan. Rabobank utilise ses propres objectifs internes qui vont au-delà des exigences minimales des autorités de contrôle. Elle tient compte des attentes du marché et de l'évolution des lois et des réglementations. Rabobank gère sa solvabilité en se basant sur des documents d'orientation. La solvabilité et les objectifs sont revus périodiquement par le Comité de gestion des risques, le Comité Actif-Passif du Directoire et le conseil de surveillance.

Rabobank doit respecter différents ratios de solvabilité minimum comme indiqué dans le « Règlement sur les exigences de fonds propres (Capital Requirements Regulation - CRR) » et la « Directive sur les exigences de fonds propres (Capital Requirements Directive - CRD V) ». La solvabilité est déterminée sur la base de ratios. Ces ratios comparent les fonds propres réglementaires (ratio fonds propres sur total bilan), les fonds propres de catégorie 1 (ratio de solvabilité Tier 1) et les fonds propres de base (ratio des fonds propres de base de catégorie 1) (Common Equity Tier 1 ratio) avec le total des actifs ajustés du risque. Les pourcentages minimaux sont déterminés sur la base de CRD/CRR et reflètent l'application de l'article 104a de la CRD V, qui permet à Rabobank de satisfaire partiellement à l'exigence totale du pilier 2 (1,9 %) avec des Fonds propres Additionnels Tier 1 et Tier 2 (Additional Tier 1 and Tier 2 capital).

Coussin de fonds propres minimum	CET 1	AT 1	Tier 1	Tier 2	Total des capitaux propres requis
Exigences de Pilier 1	4,50 %	1,50 %	6,00 %	2,00 %	8,00 %
Exigences de Pilier 2	1,07 %	0,36 %	1,43 %	0,47 %	1,90 %
Coussin de conservation des capitaux propres	2,50 %		2,50 %		2,50 %
Coussin systématique	1,52 %		1,52 %		1,52 %
Coussin contracyclique	1,26 %		1,26 %		1,26 %
<b>Total des capitaux propres requis</b>	<b>10,85 %</b>	<b>1,86 %</b>	<b>12,71 %</b>	<b>2,47 %</b>	<b>15,18 %</b>

Les actifs pondérés en fonction du risque sont déterminés selon des méthodes séparées et distinctes pour chacun des risques de crédit, opérationnel et de marché. Pour le risque de crédit, les actifs pondérés en fonction du risque sont déterminés de plusieurs façons selon la nature de l'actif. Pour la majorité des actifs, la pondération des risques est déterminée par référence à des notations internes et à un certain nombre de caractéristiques propres à l'actif concerné. Pour les éléments hors bilan, l'équivalent au bilan est d'abord calculé sur la base de facteurs de conversion internes et les montants équivalents qui en résultent se voient ensuite également attribuer une pondération des risques. En ce qui concerne le risque opérationnel, un modèle de l'approche de mesure avancée est utilisé pour déterminer le montant des actifs pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le risque de marché, l'approche du modèle interne est appliquée à la majorité des expositions dans le périmètre concerné, les très petites expositions étant évaluées selon des méthodes standardisées. Au 31 décembre 2025, le ratio des fonds propres de base de catégorie 1 (Common equity Tier 1 ratio) (CET1) s'élevait à 20,3 % (2024 : 16,9 %). Le principal élément moteur de l'évolution du ratio CET1 a été une augmentation des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) due à une opération ayant consisté à additionner les bénéfices non distribués et le résultat net. Les actifs pondérés par les risques ont diminué de 22,2 milliards d'euros (de 261,5 milliards d'euros à 239,2 milliards d'euros), principalement en raison de l'introduction de CRR3 et d'un effet de change défavorable, le développement de l'activité ayant partiellement compensé cette baisse.

L'exigence de capital CET1 en fin d'année était de 10,9 % (2024 : 11,0 %), sous réserve de l'application complète de l'article 104a de la CRD V concernant la couverture partielle de l'exigence du Pilier 2 par des instruments AT1 et Tier 2.

#### Ratios de fonds propres

En millions d'euros	2025	2024
Réserves et reports à nouveau	44 323	40 942
Distributions prévues	-1	-2
Certificats Rabobank	6 909	6 909
Ajustements réglementaires	-2 598	-3 685
<b>Fonds propres Tier 1</b>	<b>48 633</b>	<b>44 164</b>
Titres de capital	3 980	4 972
Ajustements réglementaires	-75	-73
<b>Fonds propres additionnels Tier 1</b>	<b>3 905</b>	<b>4 900</b>
<b>Fonds propres Tier 1</b>	<b>52 538</b>	<b>49 063</b>
Quote-part des dettes subordonnées traitées en tant que fonds propres réglementaires	4 056	5 671
Ajustements réglementaires	-90	-89
<b>Fonds propres Tier 2</b>	<b>3 966</b>	<b>5 582</b>
<b>Fonds propres éligibles</b>	<b>56 504</b>	<b>54 646</b>
<b>Actifs pondérés en fonction des risques</b>	<b>239 223</b>	<b>261 452</b>
Ratio des fonds propres Tier 1	20,3 %	16,9 %
Ratio Tier 1	22,0 %	18,8 %
Ratio fonds propres sur total bilan	23,6 %	20,9 %

Les éléments inclus dans les ajustements réglementaires comprennent notamment un plancher prudentiel pour les prêts non performants (Non-Performing Loans - NPL), le goodwill, les autres immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices imposables futurs, le déficit IRB pour les ajustements de risque de crédit, ainsi que les ajustements relatifs aux résultats cumulés résultant des variations du risque de crédit propre de la banque sur les passifs financiers désignés à la juste valeur.

#### 4. Exposition aux risques sur les instruments financiers

##### 4.1 Organisation des risques

Le conseil d'administration a la responsabilité ultime de déterminer et de mettre en œuvre la stratégie, y compris la stratégie de risque, l'appétence au risque et la culture de Rabobank et de ses filiales. Le Directoire définit les structures et processus de gouvernance permettant de gérer au mieux les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise de Rabobank. Cela implique un renforcement continu des compétences du personnel et une amélioration constante des systèmes, politiques, procédures, modèles quantitatifs et rapports de gestion des risques, selon le cas, afin de s'assurer que la banque dispose de capacités de gestion des risques suffisamment solides et efficaces pour atteindre ses objectifs stratégiques et maîtriser sa prise de risque. Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le Directoire dans la détermination du profil de risque, l'élaboration des politiques de gestion des risques et l'accomplissement des activités de gestion des risques. Le Comité de gestion des risques du Conseil de Surveillance est composé de membres du Conseil de Surveillance. Le Comité des risques prépare les décisions du Conseil de surveillance concernant le contrôle de l'intégrité et de la qualité de l'appétit pour le risque et du cadre de gestion des risques de Rabobank.

##### Appétence aux risques

Notre stratégie de gestion des risques produit un ensemble de déclarations d'appétence au risque directement liées à la planification à moyen terme 2026-2028 (Medium-Term Plan - MTP) et à nos piliers stratégiques : Excellence de la relation client, Coopérative à impact, Banque solide et résiliente et Collaborateurs responsabilisés. Ces piliers définissent le périmètre de notre appétence aux risques. Nous définissons notre appétence aux risques par type de risque en précisant le niveau de risque que nous sommes disposés à assumer pour atteindre nos objectifs stratégiques. Ce niveau global maximal d'exposition au risque est utilisé dans les activités pour évaluer le profil

de risque souhaité par rapport au profil de durabilité risque-rendement d'une activité donnée.

#### 4.2 Stratégie d'utilisation des instruments financiers

Les activités de Rabobank sont intrinsèquement liées à l'utilisation d'instruments financiers, notamment d'instruments financiers dérivés. Dans le cadre des services qu'elle propose, Rabobank accepte les dépôts de la clientèle sous des conditions variables et à des taux d'intérêt fixes et variables. Rabobank perçoit des produits d'intérêts en investissant ces fonds dans des actifs de haute qualité et en accordant des prêts à des entreprises et des particuliers. Rabobank vise à accroître sa marge sur ces activités en gérant activement les taux d'intérêt du portefeuille bancaire. Rabobank vise à accroître sa marge sur ces activités en gérant activement les taux d'intérêt du portefeuille bancaire en fixant les limites d'exposition aux risques et en conservant suffisamment de disponibilités pour honorer ses obligations à leur échéance. Rabobank n'est pas seulement exposée au risque de crédit sur les prêts figurant au bilan, mais aussi au risque de crédit sur les garanties hors bilan qu'elle fournit, telles que les lettres de crédit, les garanties de bonne fin et autres documents de garantie.

#### 4.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme le risque de perte économique susceptible d'être encouru par la banque lorsque ses clients ne peuvent pas remplir leurs obligations contractuelles.

La gestion des risques de crédit au sein de la banque est régie par la politique centrale de gestion des risques de crédit de la banque ; cette politique est décrite plus en détail dans les normes et procédures sous-jacentes spécifiques aux risques de crédit.

La responsabilité principale de la gestion et du suivi du risque de crédit incombe aux activités opérationnelles en tant que première ligne de défense. L'entreprise est tenue d'identifier, d'évaluer, de gérer, de surveiller et de signaler les faiblesses potentielles des portefeuilles de risques de crédit. Une surveillance continue est exercée afin de limiter l'exposition au risque de crédit à un niveau correspondant à l'appétence aux risques de l'entreprise.

En outre, le risque de dégradation de la qualité des portefeuilles de crédit est évalué et surveillé tous les mois au niveau de la banque et de l'entité au moyen de rapports et d'analyses trimestriels et ad hoc des portefeuilles ; une attention particulière est accordée à l'évolution des risques et à leur concentration.

##### 4.3.1 Gestion du risque de crédit

###### Acceptation du crédit

La politique d'acceptation du crédit établie dans des limites prudentielles par Rabobank se caractérise par une évaluation minutieuse des clients et de leur capacité à rembourser les prêts qui leur sont consentis (perspective de continuité). En conséquence, le portefeuille de prêts présente un profil de risque acceptable, même dans des conditions économiques défavorables. Rabobank vise à instaurer avec ses clients des relations durables bénéfiques à la fois pour le client et pour la banque. Un élément important de la politique d'acceptation pour les prêts professionnels et aux entreprises est le principe de connaissance du client (Know Your Customer - KYC). Dans le contexte des clients entreprises, cela signifie que la banque n'accorde des prêts qu'à des clients dont la direction est jugée éthique et compétente par Rabobank. En outre, Rabobank suit de près l'évolution des secteurs d'activité dans lesquels ses clients opèrent et peut évaluer correctement la performance financière de ses clients.

En outre, en matière de durabilité et de financement durable, des lignes directrices ont été établies pour le processus de crédit.

Bien que le crédit soit généralement accordé en fonction du potentiel de génération de flux de trésorerie d'un client ou d'un projet, les sûretés amélioreront la position de la banque en cas de défaillance d'un client. Pour les clients entreprises, les garanties peuvent être indépendantes de l'activité du client et/ou issues de celle-ci. Rabobank a présenté ses politiques d'évaluation et de gestion des sûretés dans le cadre du Global Standard on Credit Risk Mitigation. La méthode d'évaluation dépend du type de sûretés. Pour la garantie d'actif, les éléments d'évaluation peuvent être le bilan du client (par exemple, immobilisations corporelles, stocks), la valeur nominale (par exemple, liquidités et créances), la valeur du marché (par exemple, sûretés

et produits de base), les évaluations indépendantes (biens immobiliers à usage commercial) et les indices de prix (biens immobiliers à usage résidentiel). Toutes les sûretés (éligibles) sont évaluées à la valeur de marché ou à une valeur inférieure à la valeur de marché et la valeur des sûretés est surveillée régulièrement. La sûreté doit être suffisamment liquide et sa valeur doit rester suffisamment stable dans le temps pour garantir au crédit une protection appropriée. Dans le cadre de la politique de Rabobank chaque type de sûreté est traité séparément.

Les principaux types de garanties sont les biens immobiliers résidentiels et commerciaux, les stocks (tels que équipements, machines, stocks, etc.), les matières premières, les créances et les garanties. Dans le cas d'un important portefeuille hypothécaire national, les biens immobiliers à usage résidentiel sont considérés comme un risque de concentration dans le cadre de l'atténuation du risque de crédit mise en œuvre. La qualité de la sûreté est évaluée lors de la demande de crédit initiale et dans le cadre du processus de révision du crédit (voir le tableau ci-dessous pour la politique de Rabobank relative à la réévaluation et la surveillance des sûretés). La fréquence de réévaluation dépend de la qualité de crédit du client (performant ou non performant) et du type de sûreté et elle doit répondre aux exigences énoncées dans le Règlement sur les exigences de fonds propres (Capital Requirements Regulations - CRR). Les principaux types de garants pour les clients entreprises sont les États, les autorités locales, les banques (centrales) et les entités corporatives. Pour les institutions, les sociétés d'assurance et les agences de crédit à l'exportation, une notation minimale est requise.

Expositions couvertes par des biens immobiliers/sûretés sous forme de biens immobiliers	Réévaluation (au moins)	Surveillance (au moins)
Expositions non-performantes	chaque année	Tous les six mois ; exposition < 1 million d'euros ; tous les ans
Expositions performantes		
a) exposition > 3 millions d'euros/tous types de garanties	tous les trois ans	chaque année
b) tous les biens immobiliers commerciaux avec exposition ≤ 3 millions d'euros	millions d'euros	chaque année
c) biens immobiliers résidentiels avec une exposition ≤ 3 millions d'euros	tels que définis par l'unité opérationnelle tels que définis par l'unité opérationnelle	tous les trois ans

###### Comités de crédit et acceptation de crédit

Dans les limites fixées par le Comité de gestion des risques, le Directoire a délégué le pouvoir de décision à des comités transactionnels ou à des responsables de validation des décisions de crédit (principe des quatre yeux), opérant au niveau de l'entité, régional ou central. Les comités de crédit et les responsables de validation examinent tous les risques significatifs des propositions de crédit afin d'aboutir à un jugement systématique et à une décision équilibrée. Rabobank dispose de différents niveaux de délégation en matière de décision de crédit. Les demandes dépassant le niveau d'autorité des responsables de validation sont complétées par une décision et soumises à un comité de crédit de niveau supérieur pour décision finale.

Le Cadre d'approbation du risque de crédit (Credit Risk Approval Framework - CRAF) fait partie de la politique de crédit et décrit les bases sur lesquelles les décisions en matière de risque de crédit peuvent être prises par les comités ou les responsables de validation. Des décisions automatisées peuvent également être prises dès lors que le crédit est jugé acceptable par un système expert ou qu'il répond à des critères prédéfinis (conformité aux outils de décision). Les évaluations et les approbations entièrement réalisées par informatique sont autorisées dans des conditions strictes.

Les termes de référence (Terms of Reference - ToR) des comités de crédit définissent leur mandat, leurs responsabilités et leur périmètre, leurs relations hiérarchiques, leur composition, leurs niveaux d'autorité et leurs modalités de fonctionnement. Le Mandat accordé à ces comités de crédit définit la mission à accomplir, les responsabilités et leur champ d'application, les relations hiérarchiques, la qualité de membre, les niveaux de pouvoir et les modalités des organismes d'approbation. Les comités de crédit prennent leurs décisions sur la base d'un consensus, à moins que la réglementation locale n'exige un vote à la majorité. Le consensus est atteint lorsqu'un accord général est conclu et qu'aucun des membres ne soulève d'objection fondamentale au sujet de la décision. En cas de vote à la majorité, le(s) représentant(s) du

secteur Risques doit (doivent) disposer d'un droit de veto. Lorsqu'un droit de veto est exercé, la décision finale revient au Directoire.

Chaque unité opérationnelle (W&R, DRB, DLL) dispose d'un pouvoir de décision pour les clients relevant du Comité de revue des communications (Communication Review Committee - CRC) classés comme bon « Good » et en alerte précoce « Early Warning ». FR&R dispose d'un pouvoir de décision pour les clients CRC en difficulté financière et en défaut. Dans les deux cas, ce pouvoir est exercé soit par des responsables habilités, soit par des comités de crédit. Les comités de crédit centraux suivants sont en place :

Le Central Credit Committee Rabobank Group (CCCRG) – prend des décisions de crédit sur les demandes de crédit corpo rate dépassant le niveau d'autorité de l'unité opérationnelle concernée.

Le Credit Committee Financial Restructuring & Recovery (CC-FR&R) – prend des décisions de crédit sur les dossiers de clients classés (CRC en difficulté financière ou en défaut) dépassant le niveau d'autorité des départements FR&R.

Le Country & Financial Institutions Committee (CFIC) – prend des décisions de crédit sur les dossiers dépassant le niveau d'autorité de Country & Financial Institutions Risk, responsable de la gestion des risques liés aux expositions sur les institutions financières et les États/pays.

Le Loan Loss Provision Committee (LLPC) est responsable de la détermination (et, le cas échéant, de la formulation de recommandations au Directoire) du niveau des provisions pour ECLs. La responsabilité couvre à la fois les expositions évaluées selon des modèles (stades 1, 2 et 3a) et les expositions évaluées individuellement (stade 3b), ainsi que les ajustements de gestion proposés par le Management Adjustment Committee (MAC). Le MAC est responsable du processus d'ajustement de gestion, notamment de l'application cohérente de la méthodologie et de la qualité des justifications.

Les comités de crédit jouent un rôle clé dans la garantie de la cohérence des normes d'analyse de crédit de Rabobank, du respect de la politique de crédit et de l'utilisation homogène des modèles de notation. Il existe également des politiques qui restreignent ou interdisent certains types de contreparties ou de secteurs d'activité. En règle générale, le système de notation interne est revu au moins une fois par an (entreprises clientes). La fréquence des examens des contreparties est basée sur le risque, ce qui signifie que les contreparties présentant un profil de risque plus élevé sont examinées plus fréquemment. Les autorités d'approbation des crédits peuvent également demander des évaluations plus fréquentes. Les comités de crédit et les décideurs peuvent également demander des revues plus fréquentes.

#### 4.3. 2 Composition du portefeuille de prêt

Rabobank détient une part importante du marché des prêts hypothécaires résidentiels Pays-Bas. Ces prêts présentent un profil de risque faible, comme en témoignent en 2025 les versements nets aux provisions de dépréciation de 1 point de base. En 2025, la part des prêts consentis par le secteur privé aux secteurs de l'agroalimentaire s'élevait à 26 % et celle des prêts consentis par le secteur privé au commerce, à l'industrie et aux services s'élevait à 26 %. Les prêts consentis au commerce, à l'industrie et aux services et ceux consentis aux secteurs de l'agroalimentaire se répartissent dans un large éventail de secteurs d'activités et dans de nombreux pays différents. Aucune de ces parts sectorielles individuelles ne représente plus de 10 % du total des prêts du secteur.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>		
<b>Total des prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>472 319</b>	<b>454 485</b>		
Dont :				
Prêts consentis à des gouvernements	1 471		1 740	
Opérations de prise en pension, contrats d'emprunts et titres et comptes de règlement	21 773		15 509	
Ajustement de la comptabilité de couverture	-10 759		-10 079	
<b>Prêts consentis au secteur privé</b>	<b>459 834</b>	<b>447 315</b>		
<i>Ces prêts peuvent être ventilés géographiquement comme suit :</i>				
Pays-Bas	304 444	66 %	293 438	65 %
Autres pays d'Europe	51 146	11 %	46 386	10 %
Amérique du Nord	50 204	11 %	51 962	12 %
Amérique latine	17 171	4 %	17 318	4 %
Asie	6 378	1 %	6 723	2 %
Océanie	30 274	7 %	31 258	7 %
Afrique	217	0 %	230	0 %
<b>Total des prêts consentis au secteur privé</b>	<b>459 834</b>	<b>100 %</b>	<b>447 315</b>	<b>100 %</b>
<i>Ventilation des prêts par secteur d'activités</i>				
Particuliers	212 372	46 %	204 520	46 %
Commerce, industrie et services	129 865	28 %	122 951	27 %
Agroalimentaire	117 597	26 %	119 844	27 %
<b>Total des prêts consentis au secteur privé</b>	<b>459 834</b>	<b>100 %</b>	<b>447 315</b>	<b>100 %</b>

La ventilation géographique est basée sur le pays de résidence de la contrepartie des prêts. Les prêts consentis aux particuliers font presque tous partie du segment d'activité Banque de détail domestique et concernent géographiquement les Pays-Bas. Les prêts consentis aux secteurs Commerce, Industrie et Services et au secteur Agroalimentaire sont classés par secteur et par segment d'activité de la manière suivante :

#### Portefeuille des prêts consentis au commerce, à l'industrie et aux services, analysé par secteur d'activité

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Banque de financement et de détail</i>	<i>Location</i>	<i>Promotion immobilière</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2025</i>						
Fabrication (non-agroalimentaire)	4 497	6 441	2 584			13 522
Énergie	775	14 062	160			14 997
Construction	4 050	463	2 285	178		6 976
Commerce de gros et de détail (Non-agroalimentaire et énergie)	6 482	3 029	5 605			15 116
Transport et stockage	4 717	3 141	1 625			9 483
Hébergement et restauration	3 107	2 662	244			6 013
Médias et communication	1 018	2 121	940		1	4 080
Finance et assurance	3 147	11 321	867			15 335

Activités immobilières	14 841	6 358	356			21 555
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 618	966	1 302			3 886
Activités administratives et prestation de services de soutien	2 088	1 935	3 336			7 359
Enseignement	160	1	619			780
Soins de santé et sécurité sociale	3 131	46	2 993			6 170
Arts, divertissements et loisirs	739	281	521			1 541
Autres activités non-agroalimentaires	604	1 084	1 364			3 052
<b>Total</b>	<b>50 974</b>	<b>53 911</b>	<b>24 801</b>	<b>178</b>	<b>1</b>	<b>129 865</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Banque de financement et de détail</i>	<i>Location immobilière</i>	<i>Promotion immobilière</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>						
Fabrication (non-agroalimentaire)	4 475	6 138	2 929			13 542
Énergie	702	12 156	194			13 052
Construction	3 654	542	2 246	157		6 599
Commerce de gros et de détail (Non-agroalimentaire et énergie)	6 396	2 934	6 059			15 389
Transport et stockage	4 219	2 303	1 668			8 190
Hébergement et restauration	2 851	2 472	238			5 561
Médias et communication	871	1 264	1 013		1	3 149
Finance et assurance	3 094	10 593	795			14 482
Activités immobilières	15 282	5 850	361	1		21 494
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 658	639	1 321			3 618
Activités administratives et prestation de services de soutien	1 785	1 429	3 301			6 515
Enseignement	135	2	610			747
Soins de santé et sécurité sociale	2 895	46	3 119			6 060
Arts, divertissements et loisirs	658	213	501			1 372
Autres activités (non-agroalimentaires)	411	1 364	1 406			3 181
<b>Total</b>	<b>49 086</b>	<b>47 945</b>	<b>25 761</b>	<b>158</b>	<b>1</b>	<b>122 951</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Banque de financement et de détail</i>	<i>Location</i>	<i>Promotion immobilière</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
Produits de base	2 627	21 585	4 893	-	-	29 105
Protéines animales	3 416	17 511	3 001	-	-	23 928
Boissons	133	5 355	144	-	-	5 632
Denrées alimentaires	2 184	10 071	431	-	-	12 686
Produits laitiers	7 658	11 348	1 547	-	-	20 553
Activités agricoles	1 069	5 734	3 895	-	-	10 698
Produits frais	5 419	5 753	2 675	-	-	13 847
Autres produits non-agroalimentaires	28	648	472	-	-	1 148
<b>Total</b>	<b>22 534</b>	<b>78 005</b>	<b>17 058</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>117 597</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Banque de financement et de détail</i>	<i>Location</i>	<i>Promotion immobilière</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>						
Produits de base	2 548	21 110	5 673	-	-	29 331
Protéines animales	3 134	17 640	2 720	-	-	23 494
Boissons	124	5 582	140	-	-	5 846
Denrées alimentaires	1 938	10 091	447	-	-	12 476
Produits laitiers	7 599	11 978	1 487	-	-	21 064
Activités agricoles	1 208	6 353	4 199	-	-	11 760
Produits frais	5 208	7 157	2 469	-	-	14 834
Autres produits non-agroalimentaires	26	562	451	-	-	1 039
<b>Total</b>	<b>21 785</b>	<b>80 473</b>	<b>17 586</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>119 844</b>

Lorsque cela est nécessaire, Rabobank obtient des sûretés ou d'autres garanties pour atténuer les risques de crédit inhérents à ces transactions. L'exposition au risque de crédit correspond à la juste valeur actualisée de tous les contrats d'instruments financiers dérivés ouverts qui présentent une valeur de marché positive, en tenant compte des contrats-cadres de compensation exécutoires en vertu de la loi.

#### Passifs éventuels de crédit

Les garanties financières et les lettres de crédit standby que Rabobank fournit à des tiers dans l'éventualité où un client n'est pas en mesure de remplir ses obligations envers des tiers, sont exposées au risque de crédit. Les lettres de crédit commerciales, les crédits documentaires et les engagements écrits pris par Rabobank pour le compte de clients permettent à des tiers de tirer des effets de commerce sur Rabobank jusqu'à concurrence d'un montant fixe et sous réserve de conditions spécifiques.

Ces opérations sont garanties par la remise des biens sous-jacents auxquels elles se rapportent et au risque d'un tel instrument est inférieure à celle d'un prêt direct. Dès l'acceptation des documents sous les conditions des lettres de crédit, Rabobank comptabilise un actif ou un passif jusqu'à la date de paiement. Les engagements de prêt sont des engagements fermes permettant d'accorder des crédits selon des modalités préétablies.

Rabobank s'expose au risque de crédit lorsqu'elle promet d'accorder des prêts. Le montant des pertes éventuelles peut être inférieur au total des engagements non utilisés puisque les engagements sont subordonnés au respect par les clients de certaines conditions de prêt. Rabobank s'assure du respect des conditions jusqu'à l'expiration des engagements de prêt dans la mesure où les engagements à long terme comportent généralement un risque plus élevé que les engagements à court terme.

#### Instruments financiers dérivés

Rabobank fixe des limites strictes aux positions ouvertes, tant en termes de montants que de conditions. Si les normes de l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association) s'appliquent ou si un contrat-cadre comportant des conditions similaires a été conclu avec la contrepartie et si les lois du pays de la contrepartie permettent une compensation, la position nette ouverte est surveillée et déclarée. Ce risque de crédit est géré dans le cadre des limites générales de crédit des clients.

#### 4.3.3 Exposition au risque de crédit et qualité du crédit

Dans le cadre de son processus d'approbation de crédit, Rabobank utilise la notation du risque de crédit Rabobank qui tient compte du risque de défaut ou de la probabilité de défaut (PD) de la relation de prêt sur une période d'un an. Les différents niveaux de qualité des prêts sont déterminés sur la base de la notation interne de Rabobank. La notation du risque de crédit Rabobank se compose de 21 notes de rendement (R0-R20) et de quatre notes de défaut (D1-D4). Les notes de rendement évaluent la probabilité de défaut sur une période d'un an et la notation est déterminée, en principe, sur une base cycliquement neutre. Les notes de défaut D1-D4 se rapportent aux classifications par défaut. D1 correspond à plus de 90 jours d'arriéré sur un paiement contractuel important ; D2 indique qu'il est peu probable que le débiteur rembourse la totalité de sa dette sans que la banque ne recoure à des mesures comme la réalisation d'une sûreté ; D3 indique qu'une vente en urgence ou une restructuration en urgence a eu lieu et qu'elle a probablement entraîné une perte économique liée au crédit ; D4 correspond à un statut de faillite. Les notes de défaut constituent l'exposition totale aux risques de crédit douteux. Le tableau ci-dessous présente la qualité de crédit des actifs financiers faisant l'objet d'une dépréciation indiquée dans des fourchettes de notation cohérentes avec les chiffres qui sont communiqués au personnel de direction clé aux fins de la gestion du risque de crédit. La valeur comptable brute des actifs financiers ci-dessous représente également l'exposition maximale au risque de crédit sur ces actifs.

Profil de risque de crédit par catégorie de notation interne des prêts et avances aux établissements de crédit

Montants en millions d'euros Au 31 décembre 2025	Valeur comptable brute			
	Non dépréciés		Dépréciés	
	ECLs sur 12 mois	ECLs pour toute la durée	ECLs pour toute la durée de vie	Total
R0-R1 (AAA)	109	-	-	109
R2-R4 (AA)	9 420	-	-	9 420
R5-R7 (A)	19 966	-	-	19 966
R8-R10 (BBB)	745	-	-	745
R11-R13 (BB)	1 660	-	-	1 660
R14-R16 (B+)	289	1	-	290
R17-R19 (B-)	461	-	-	461
R20 (CCC+)	-	-	-	-
Notations en défaut (D)	-	-	1	1
Non noté	400	-	-	400
<b>Total</b>	<b>33 050</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>33 052</b>
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
R0-R1 (AAA)	49	-	-	491
R2-R4 (AA)	6 242	19	-	6 261
R5-R7 (A)	17 109	4	-	17 113
R8-R10 (BBB)	1 048	1	-	1 049
R11-R13 (BB)	1 248	2	-	1 250
R14-R16 (B+)	494	2	-	496
R17-R19 (B-)	291	1	-	292
R20 (CCC+)	-	-	-	-
Notations en défaut (D)	-	-	1	11

Profil de risque de crédit par système de notation interne des prêts et créances envers la clientèle

Montants en millions d'euros Au 31 décembre 2025	Valeur comptable brute			
	Actifs non dépréciés		Actifs dépréciés	
	ECLs sur 12 mois	ECLs pour toute la durée de vie	ECLs pour toute la durée de vie	Total
R0-R1 (AAA)	714	2	-	716
R2-R4 (AA)	15 186	846	-	16 032
R5-R7 (A)	95 954	11 043	-	106 997
R8-R10 (BBB)	138 836	13 232	-	152 068
R11-R13 (BB)	108 529	14 689	-	123 218
R14-R16 (B+)	40 215	15 492	-	55 707
R17-R19 (B-)	6 534	6 877	-	13 411
R20 (CCC+)	448	2 620	-	3 068
Notes de défaut (D)	-	-	8 050	8 050
Pas de notation	6 254	68	-	6 322
<b>Total</b>	<b>412 670</b>	<b>64 869</b>	<b>8 050</b>	<b>485 589</b>

<i>Au 31 décembre 2024</i>				
R0-R1 (AAA)	310	1	-	311
R2-R4 (AA)	8 777	905	-	9 682
R5-R7 (A)	82 899	11 737	-	94 636
Non noté	525	-	-	525
<b>Total</b>	<b>27 006</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>27 036</b>
R8-R10 (BBB)	133 399	16 446	-	149 845
R11-R13 (BB)	103 049	16 468	-	119 517
R14-R16 (B+)	46 797	15 109	-	61 906
R17-R19 (B-)	8 257	6 321	-	14 578
R20 (CCC+)	550	2 101	-	2 651
Notes de défaut (D)	-	-	9 875	9 875
Pas de notation	3 495	504	-	3 999
<b>Total</b>	<b>387 533</b>	<b>69 592</b>	<b>9 875</b>	<b>467 000</b>

**Profil de risque de crédit par système de notation externe des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global**

<i>Montants en millions d'euros</i> <i>Au 31 décembre 2025</i>	<i>Montant brut comptable</i>			
	<i>Non dépréciés</i>		<i>Dépréciés</i>	
	<i>ECLs sur 12 mois</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>Total</i>
AAA-A	28 778	-	-	28 778
BBB-B	651	-	-	651
CCC-C	-	-	-	-
D	-	-	-	-
Non noté	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>29 429</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>29 429</b>
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
AAA-A	18 111	-	-	18 111
BBB-B	600	-	-	600
CCC-C	-	-	-	-
D	-	-	-	-
Non noté	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>18 711</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18 711</b>

**Profil de risque de crédit par système de notation interne des engagements de prêts et des garanties financières**

Au 31 décembre 2025	Exposition au risque de crédit			Total
	Non dépréciés			
	ECLs sur 12	ECLs pour toute la durée de vie	ECLs pour toute la durée de vie	
R0-R1	1 247	1	-	1 248
R2-R4 (AA)	5 955	206	-	6 161
R5-R7 (A)	19 429	723	-	20 152
R8-R10 (BBB)	22 187	1 075	-	23 262
R11-R13 (BB)	17 204	2 731	-	19 935
R14-R16 (B+)	3 313	1 353	-	4 666
R17-R19 (B-)	170	320	-	490
R20 (CCC+)	22	95	-	117
Notes de défaut (D)	-	-	517	517
Pas de notation	20 310	17	-	20 327
Total	89 837	6 521	517	96 875
Au 31 décembre 2024				
R0-R1 (AAA)	1 326	-	-	1 326
R2-R4 (AA)	3 674	180	-	3 854
R5-R7 (A)	20 862	321	-	21 183
R8-R10 (BBB)	20 704	1 301	-	22 005
R11-R13 (BB)	15 336	1 811	-	17 147
R14-R16 (B+)	3 760	1 126	-	4 886
R17-R19 (B-)	314	261	-	575
R20 (CCC+)	8	33	-	41
Notes de défaut (D)	-	-	929	929
Pas de notation	22 101	984	-	23 085
Total	88 085	6 017	929	95 031

**4.3.4 Provisions pour dépréciation des actifs financiers et des passifs éventuels de crédit**

Dans les tableaux ci-après, un rapprochement est effectué entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des provisions pour dépréciation des actifs et passifs financiers éventuels liés au crédit.

#### Provisions pour dépréciation des créances sur les établissements de crédit

<i>Montants en millions d'euros</i>	<i>ECLs sur 12 mois</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>Total</i>
<b>Solde au 1er janvier 2025</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	1	-	-	1
Diminutions liées à la décomptabilisation	-	-	-	-
Variations dues au changement de risque de crédit	-1	-	-	-1
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-	-	-	-
Autres variations	-1	-	-	-1
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	-	-	-	-
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	-	-	-	-
Diminutions liées à la décomptabilisation	-	-	-	-
Variations dues au changement de risque de crédit	-	-	-	-
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>

#### Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle

<i>Montants en millions d'euros</i>	<i>ECLs sur 12 mois</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>Total</i>
<b>Solde au 1er janvier 2025</b>	<b>388</b>	<b>456</b>	<b>1 592</b>	<b>2 436</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	122	30	73	225
Diminutions liées à la décomptabilisation	-51	-55	-246	-352
Variations dues au changement de risque de crédit	-115	143	989	1 017
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-6	-4	-727	-737
Autres variations	-6	-17	-54	-77
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	<b>332</b>	<b>553</b>	<b>1 627</b>	<b>2 512</b>
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>	<b>393</b>	<b>706</b>	<b>1 810</b>	<b>2 909</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	183	21	152	356
Diminutions liées à la décomptabilisation	-70	-87	-216	-373
Variations dues au changement de risque de crédit	-104	-179	860	577
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-10	-4	-1 020	-1 034
Autres variations	-4	-1	6	1
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>388</b>	<b>456</b>	<b>1 592</b>	<b>2 436</b>

#### Provisions pour dépréciation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

<i>Montants en millions d'euros</i>	<i>ECLs sur 12 mois</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>Total</i>
<b>Solde au 1er janvier 2025</b>	<b>5</b>	-	-	<b>5</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	2	-	-	2
Diminutions liées à la décomptabilisation	-1	-	-	-1
Variations dues au changement de risque de crédit	4	-	-	4
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-	-	-	-
Autres variations	-1	-	-	-1
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	<b>9</b>	-	-	<b>9</b>
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	4	-	-	4
Diminutions liées à la décomptabilisation	-	-	-	-
Variations dues au changement de risque de crédit	-	-	-	-
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-	-	-	-

#### Provisions pour dépréciation des engagements de prêt et des garanties financières

<i>Montants en millions d'euros</i>	<i>ECLs sur 12 mois</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>ECLs pour toute la durée de vie</i>	<i>Total</i>
<b>Solde au 1er janvier 2025</b>	<b>53</b>	<b>34</b>	<b>74</b>	<b>161</b>

Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	2	-	3	5
Diminutions liées à la décomptabilisation	-84	-62	-103	-249
Variations dues au changement de risque de crédit	59	55	78	192
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-	-	-	-
Autres variations	-3	-1	-3	-7
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>49</b>	<b>102</b>
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>	<b>26</b>	<b>27</b>	<b>125</b>	<b>178</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	11	-	8	19
Diminutions liées à la décomptabilisation	-51	-24	-114	-189
Variations dues au changement de risque de crédit	66	31	55	152
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-	-	-	-
Autres variations	1	-	-	1
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>53</b>	<b>34</b>	<b>74</b>	<b>161</b>

Le tableau suivant donne un aperçu des variations importantes de la valeur comptable brute des prêts et créances envers la clientèle au cours de la période considérée qui ont contribué à la variation du montant total des provisions pour dépréciation.

Variation de la valeur comptable brute des prêts et créances envers la clientèle

Montants en millions d'euros	Montant brut comptable			
	Non dépréciés		Dépréciés	
	ECLs sur 12 mois	ECLs pour toute la durée de vie	ECLs pour toute la durée de vie	Total
<b>Solde au 1er janvier 2025</b>	<b>387 533</b>	<b>69 592</b>	<b>9 875</b>	<b>467 000</b>
Transferts d'actifs financiers	-5 723	4 498	1 225	-
Nouveaux actifs financiers octroyés ou acquis	170 002	12 345	2 141	184 488
Actifs financiers décomptabilisés	-130 436	-20 763	-4 267	-155 466
Radiations	-13	-4	-758	-775
Autres variations	-8 693	-799	-166	-9 658
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	<b>412 670</b>	<b>64 869</b>	<b>8 050</b>	<b>485 589</b>
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>	<b>396 879</b>	<b>47 674</b>	<b>8 997</b>	<b>453 550</b>
Transferts d'actifs financiers	-35 244	31 939	3 305	-
Nouveaux actifs financiers octroyés ou acquis	150 366	6 763	1 985	159 114
Actifs financiers décomptabilisés	-124 609	-16 920	-3 333	-144 862
Radiations	-14	-5	-1 029	-1 048
Autres variations	155	141	-50	246
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>387 533</b>	<b>69 592</b>	<b>9 875</b>	<b>467 000</b>

#### 4.3.5 Critère d'identification d'une augmentation significative du risque de crédit (Significant increase in credit risk – SICR)

Le principal paramètre pris en compte dans l'évaluation quantitative d'une SICR est la probabilité de défaut (PD) sur toute la durée de vie et son évolution entre la date de création et la date de clôture. Si la variation est supérieure à un certain seuil, elle est considérée comme un indicateur d'une augmentation significative du risque de crédit. La comparaison entre la PD sur toute la durée de vie à la date de début et la PD sur toute la durée de vie à la date de clôture est effectuée en utilisant la notation au début de l'instrument financier et la notation à la date de clôture, tout en traduisant les deux en courbes de probabilité de défaut (Point-in-Time). Ce seuil est de 2 (2024 : 2,0) et représente le multiplicateur en vertu duquel la PD sur la durée de vie doit être augmentée pour passer de l'étape 1 à l'étape 2. En outre, une variation absolue de la PD de 0,5 % (2024 : 0,5 %) pourrait être obtenue comme étant un minimum pour passer de l'étape 1 à l'étape 2. Les seuils de défaut sont les mêmes pour toutes les structures.

#### 4.3.6 Estimations et jugements d'après le modèle de dépréciation des actifs financiers

Rabobank utilise un modèle à trois niveaux de dépréciation des ECLs permettant de mesurer et comptabiliser les ECLs qui requièrent un degré important de jugement de la part de la direction. La méthode de dépréciation aboutit à la comptabilisation des provisions d'un montant égal aux ECLs sur 12 mois (étape 1) ; des provisions d'un montant égal aux ECLs sur toute la durée de vie des actifs financiers pour lesquels le risque de crédit a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale mais qui ne sont pas des actifs financiers dépréciés (étape 2) ; et des actifs financiers dépréciés (étape 3). Rabobank utilise des estimations et le jugement de la direction pour déterminer les ECLs dans le cadre des dépréciations basées sur des modèles. Les modèles IFRS 9 ont été développés comme des modèles complémentaires, reposant sur les cadres AIRB et utilisant les meilleures estimations AIRB comme données d'entrée. Des jugements et estimations sont appliqués dans l'approche par modèle. Les éléments les plus importants sont présentés ci-dessous.

Dans le cadre du processus de gouvernance des modèles, les nouveaux modèles IFRS 9 ou leurs mises à jour sont examinés par une unité interne de validation et approuvés par le Model & AI Risk Committee. Des procédures de suivi sont ensuite mises en place afin de garantir la fiabilité des résultats des modèles et d'y apporter des ajustements si nécessaire. Les ajustements de gestion fondés sur le jugement d'expert et appliqués aux résultats des modèles IFRS 9 sont décrits dans la section 2.1.

#### Sensibilité des ECLs liée à une augmentation significative du risque de crédit

Un jugement est nécessaire pour faire passer des actifs de étape 1 en étape 2. Pour démontrer la sensibilité des ECLs aux seuils de la PD, une analyse a été effectuée, en partant de l'hypothèse que tous les actifs étaient inférieurs au seuil de la PD et que les ECLs s'évaluaient sur 12 mois. Sur la même base d'actifs, une analyse a été effectuée, en partant de l'hypothèse que tous les actifs étaient supérieurs au seuil de la PD et que les ECLs s'évaluaient sur toute la durée de vie. Les deux analyses ont été réalisées sans tenir compte de l'impact des ajustements de gestion et ont donné lieu à des ECLs de 632 millions d'euros (2024 : 671 millions d'euros) et de 1 682 millions d'euros (2024 : 1 700 millions d'euros), respectivement. Le total des provisions pour pertes de valeur des stades 1 et 2 au 31 décembre 2025 s'élève à 947 millions d'euros (31 décembre 2024 : 937 millions d'euros).

#### Informations prospectives et scénarios macroéconomiques

L'estimation des ECLs de chaque étape ainsi que l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit tiennent compte d'informations relatives aux

événements passés et aux conditions actuelles ainsi qu’à des prévisions raisonnables et justifiables relatives aux événements et conditions économiques futurs (informations prospectives). Rabobank utilise trois scénarios macroéconomiques mondiaux pondérés par la probabilité (consistant en un scénario de base, un scénario de base moins et un scénario de base plus) pour déterminer les ECLs d’après son modèle de dépréciation. Le scénario macroéconomique de base est considéré comme le plus probable à 60 % (31 décembre 2024 : 60 %), contre 20 % pour les scénarios moins (31 décembre 2024 : 20 %) et 20 % pour les scénarios plus (31 décembre 2024 : 20 %).

Détermination des scénarios de base plus et moins

Rabobank utilise une méthode de simulation statistique en se basant sur le modèle macroéconomique multinational du National Institute Global Economic Model (NiGEM) pour générer ses scénarios de base plus et moins. La procédure de formulation comprend deux étapes :

1. L’application de la fonction stochastique du modèle NiGEM pour exécuter 1000 scénarios commençant au premier trimestre lorsque les scénarios plus et moins peuvent différer du scénario de base. Le modèle NiGEM utilise des données historiques issues d’une procédure d’échantillonnage aléatoire s’appuyant sur un algorithme permettant de déterminer les chocs d’activité pendant la période prévisionnelle (simulation de Monte Carlo). Ce modèle permet de répartir les résultats macroéconomiques
2. La sélection parmi les résultats macroéconomiques possibles des deux scénarios qui représentent les 20 % de scénarios de base plus et les 20 % de scénarios de base moins.

Variables macro-économiques les plus importantes.

Les principales variables sont la croissance du produit intérieur brut, le taux de chômage et les investissements du secteur privé. Ces projections macroéconomiques reposent non seulement sur les jugements de la direction mais aussi sur les études menées en interne par Rabobank. Une analyse de la sensibilité des principales données macroéconomiques prospectives utilisées dans le processus de modélisation des ECLs pour la constitution des provisions des étapes 1, 2 et 3 et pour la pondération des probabilités appliquée à chacun des trois scénarios est présentée ci-dessous sans tenir compte de l’impact des ajustements très significatifs. Les pays pris en compte dans l’analyse sont les plus significatifs en termes de contribution brute aux ECLs devant être comptabilisées. Rabobank considère, par conséquent, que ces portefeuilles présentent un risque très élevé d’entraîner un ajustement de la valeur comptable des actifs financiers.

Principaux intrants macroéconomiques et ECLs correspondantes antérieures aux ajustements très significatifs

Pays-Bas		2026	2027	2028	ECL non pondérées	Probabilité	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2025	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2024
Plus	PIB par habitant	1,65 %	1,40 %	0,34 %	907	20 %		
	Chômage	3,58 %	2,96 %	2,84 %				
	Investissement du secteur privé	-0,01 %	1,02 %	-0,12 %				
Base	PIB par habitant	0,73 %	0,81 %	0,90 %	995	60 %	997	730
	Chômage	4,08 %	4,26 %	4,43 %				
	Investissement du secteur privé	-0,29 %	0,59 %	-0,04 %				
Moins	PIB par habitant	-0,22 %	0,19 %	1,50 %	1 094	20 %		
	Chômage	4,55 %	5,47 %	5,93 %				
	Investissement du secteur privé	-0,56 %	0,13 %	0,05 %				

Etats-Unis		2026	2027	2028	ECL non pondérées	Probabilité	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2025	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2024
Plus	PIB par habitant	2,14 %	2,20 %	1,24 %	116	20 %		
	Chômage	4,10 %	3,09 %	2,62 %				
	Investissement du secteur privé	-0,64 %	0,56 %	0,08 %				
Base	PIB par habitant	1,25 %	1,22 %	1,49 %	133	60 %	133	137
	Chômage	4,63 %	4,45 %	4,30 %				
	Investissement du secteur privé	-0,88 %	0,14 %	0,00 %				
Moins	PIB par habitant	0,34 %	0,17 %	1,72 %	152	20 %		
	Chômage	5,12 %	5,74 %	5,89 %				
	Investissement du secteur privé	-1,12 %	-0,31 %	-0,08 %				

Brésil		2026	2027	2028	ECLs non pondérées	Probabilité	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2025	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2024
Plus	PIB par habitant	1,87 %	3,35 %	2,02 %	90	20 %		
	Chômage	4,10 %	3,09 %	2,62 %				
	Investissement du secteur privé	0,10 %	-1,56 %	-0,22 %				
Ligne de base	PIB par habitant	1,19 %	2,86 %	2,24 %	100	60 %	100	70
	Chômage	4,63 %	4,45 %	4,30 %				
	Investissement du secteur privé	-0,09 %	-1,79 %	-0,35 %				
Moins	PIB par habitant	0,49 %	2,33 %	2,45 %	111	20 %		
	Chômage	5,12 %	5,74 %	5,89 %				
	Investissement du secteur privé	-0,29 %	-2,01 %	-0,46 %				

Australie		2026	2027	2028	ECLs non pondérées 2024	Probabilité	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2025	ECL pondérées en millions d’euros par 31 décembre 2024
Plus	PIB par habitant	1,95 %	1,99 %	1,31 %	41	20 %		
	Chômage	3,76 %	2,91 %	2,54 %				

	Investissement du secteur privé	0,07 %	0,83 %	0,22 %				
Ligne de base	PIB par habitant	1,40 %	1,39 %	1,38 %				
	Chômage	4,38 %	4,50 %	4,50 %	44	60 %	44	33
	Investissement du secteur privé	-0,18 %	0,25 %	-0,05 %				
Moins	PIB par habitant	0,84 %	0,78 %	1,46 %				
	Chômage	4,96 %	6,01 %	6,36 %	47	20 %		

Une pondération de probabilité de 15 % (2024 : 15 %) pour les scénarios défavorable et favorable, et de 70 % (2024 : 70 %) pour le scénario de base, entraînerait une diminution du total des ECLs pondérées pour les expositions des étapes 1, 2 et du stade 3 évalué selon des modèles de 1 million d’euros (2024 : 1 million d’euros). Si la pondération de probabilité pour les scénarios défavorable et favorable était de 25 % (2024 : 25 %) et de 50 % (2024 : 50 %) pour le scénario de base, cela entraînerait une augmentation du total des ECLs (ECL) pondérées pour les expositions des étapes 1, 2 et du stade 3 évalué selon des modèles de 1 million d’euros (2024 : 1 million d’euros).

Valeur comptable brute des prêts consentis aux clients classés en étapes 1 et 2

En millions d’euros	2025	2024
Pays-Bas	302 619	290 946
États-Unis	48 731	49 204
Brésil	11 187	11 414
Australie	21 382	21 636

Quantification des ECLs

La probabilité de défaut (PD), les pertes en cas de défaut (LGD) et l’exposition en cas de défaut (EAD) sont utilisées pour estimer les ECLs en tant que données d’entrée pour les modèles de détermination des ECLs. Lorsque des événements externes inattendus ou des problèmes de qualité des données ne sont pas suffisamment couverts par ces modèles de détermination des ECLs, un ajustement doit être effectué sur la base de jugements et d’estimations. Les données d’entrée mentionnées nécessitent également des estimations devant être faites de la manière suivante :

- PD – La probabilité de défaut est une estimation de la survenance d’un défaut sur un horizon de temps donné.
- LGD – La perte en cas de défaut est une estimation de la perte encourue en cas de survenance d’un défaut à un moment donné. Cet indicateur repose sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et ceux que Rabobank s’attendrait à encaisser, y compris les flux de trésorerie attendus provenant de sûretés et d’autres rehaussements de crédit.
- EAD – L’exposition au défaut est une estimation de l’exposition au risque à une date future, en tenant compte des changements attendus dans l’exposition aux risques après la date de clôture du fait d’un remboursement anticipé.

Le tableau ci-dessous présente les conséquences sur les ECLs dans le scénario de base résultant des modifications apportées à la probabilité de défaut (PD), à la valeur de la sûreté et au taux de remboursement anticipé intégral.

Conséquences sur les ECLs

	2025	2024
Dégradation d’un cran de la notation de la PD	279	294
Amélioration d’un cran de la notation de la PD	-269	-231
Diminution de 10 % de la valeur de la sûreté (LGD)	56	102
Augmentation de 10 % de la valeur de la sûreté (LGD)	-38	-85
Diminution de 50 % du taux de remboursement anticipé (EAD)	66	82
Augmentation de 50 % du taux de remboursement anticipé (EAD)	-49	-66

4.3.7 Atténuation du risque de crédit

L’exposition au risque de crédit de Rabobank est en partie atténuée par l’obtention de sûretés et d’autres rehaussements de crédit, le cas échéant. Le montant et la nature de la sûreté demandée dépendent en partie de l’évaluation du risque de crédit du prêt consenti à la contrepartie. Rabobank a mis en place des lignes directrices qui lui permettent d’évaluer et d’accepter différentes catégories de sûretés. Les principales catégories de sûretés sont les suivantes :

- Hypothèque subsidiaire sur les biens immobiliers à usage résidentiel ;
- Hypothèque subsidiaire sur les biens immobiliers à usage commercial, les nantissements de biens meubles, les stocks et les créances (principalement pour les prêts aux entreprises) ; et
- Titres et espèces, principalement pour les opérations sur produits financiers dérivés, les opérations de prêt de titres et les opérations de prise en pension de titres.

Rabobank utilise également des produits dérivés de crédit pour gérer les risques de crédit ; en cas d’importants volumes de transactions, Rabobank et les contreparties concluent des conventions-cadres de compensation. En règle générale, les conventions-cadres de compensation n’entraînent pas la compensation des actifs et passifs figurant au bilan puisque ces opérations font généralement l’objet d’un règlement brut, à l’exception des opérations répondant aux critères de compensation mentionnés à la sous-section 2.11. Le risque de crédit est limité par les conventions-cadres de compensation, mais uniquement dans la mesure où, en cas de survenance d’un événement ou d’une annulation, tous les montants de la contrepartie sont gelés et font l’objet d’un règlement net. L’exposition totale au risque de crédit résultant des instruments financiers dérivés auxquels s’appliquent les accords de compensation est sensible lors de la réalisation de nouvelles transactions, à la fin des transactions existantes et en cas de fluctuations des taux d’intérêt et de change du marché.

Compensation des instruments financiers

En millions d’euros	Compensation figurant au bilan				Compensation ne figurant pas au bilan				Exposition nette
	Montant avant compensation	Compensation IAS 32	Valeur nette comptable	Conventions cadres de compensation	Titres et sûretés en espèces	Sûretés en biens immobiliers	Autres sûretés	Garanties financières	
Au 31 décembre 2025									

Créances sur les établissements de crédit	33 052		33 052		-27 817			5 235
Instruments financiers dérivés	131 243	-111 620	19 623	-8 030	-7 236			4 357
Prêts et créances envers la clientèle	473 184	-865	472 319		-21 858	-304 247	-109 650	31 810
Autres actifs	6 402		6 402					6 402
<b>Total</b>	<b>643 881</b>	<b>-112 485</b>	<b>531 396</b>	<b>-8 030</b>	<b>-56 911</b>	<b>-304 247</b>	<b>-109 650</b>	<b>47 804</b>
Dépôts des établissements de crédit	10 414	-197	10 217		-34			10 183
Dépôts de la clientèle	440 253	-6 350	433 903		-73			433 830
Instruments financiers dérivés	118 800	-105 938	12 862	-8 030	-2 452			2 380
Autres passifs	5 585		5 585					5 585
<b>Total</b>	<b>575 052</b>	<b>-112 485</b>	<b>462 567</b>	<b>-8 030</b>	<b>-2 559</b>			<b>451 978</b>
<i>Au 31 décembre 2024</i>								
Créances sur les établissements de crédit	27 045	-10	27 035		-19 595			7 440
Instruments financiers dérivés	141 415	-117 986	23 429	-10 358	-7 791			5 280
Prêts et créances envers la clientèle	456 097	-1 612	454 485		-15 699	-297 050	-102 308	34 195
Autres actifs	6 695		6 695					6 695
<b>Total</b>	<b>631 252</b>	<b>-119 608</b>	<b>511 644</b>	<b>-10 358</b>	<b>-43 085</b>	<b>-297 050</b>	<b>-102 308</b>	<b>53 610</b>
Dépôts des établissements de crédit	16 152	-3 705	12 447		-400			12 047
Dépôts de la clientèle	413 592	-2 156	411 436		-146			411 290
Instruments financiers dérivés	131 122	-113 747	17 375	-10 358	-4 040			2 977
Autres passifs	5 702		5 702					5 702
<b>Total</b>	<b>566 568</b>	<b>-119 608</b>	<b>446 960</b>	<b>-10 358</b>	<b>-4 586</b>			<b>432 016</b>

Le tableau ci-dessous présente les actifs financiers dépréciés en tenant compte de la sûreté détenue en tant que garantie destinée à atténuer le risque de crédit. Dans certains cas, Rabobank n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciation des prêts pour les expositions évaluées individuellement en raison d'un excédent de garanties.

#### Sûreté détenue en tant que garantie et autres rehaussements de crédit pour les actifs financiers dépréciés

<i>En millions d'euros</i>	<i>Valeur comptable brute des actifs financiers dépréciés</i>	<i>Provisions pour dépréciation</i>	<i>Valeur comptable après déduction</i>	<i>Sûreté détenue en tant que garantie et autres rehaussements de crédit</i>
<i>Au 31 décembre 2025</i>				
Créances sur les établissements de crédit	1	-	1	1
Prêts et créances envers la clientèle	8 050	1 627	6 423	5 399
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 051</b>	<b>1 627</b>	<b>6 424</b>	<b>5 400</b>
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
Créances sur les établissements de crédit	1	-	1	1
Prêts et créances envers la clientèle	9 875	1 592	8 283	7 257
Actifs financiers évalués à la juste valeur par d'autres éléments du résultat global	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>9 876</b>	<b>1 592</b>	<b>8 284</b>	<b>7 258</b>

Le tableau ci-après présente l'exposition maximale au risque de crédit à laquelle Rabobank est soumise pour les instruments financiers qui ne relèvent pas des exigences de l'IFRS 9 en matière de dépréciation, sans tenir compte d'une sûreté ou d'autres mesures visant à limiter le risque de crédit. Il montre également l'effet financier des sûretés ou des autres types de réduction du risque de crédit. Dans certains cas, les montants indiqués s'écartent des valeurs comptables présentées au bilan parce que les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas inclus dans l'exposition maximale au risque de crédit mais dans les valeurs comptables.

#### Exposition maximale au risque de crédit des actifs financiers non dépréciés

<i>Au 31 décembre 2025</i>	<i>Exposition maximale au risque de crédit</i>	<i>Garanties détenues en sûreté et autres rehaussements de crédit</i>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 643	-
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	859	247
Instruments financiers dérivés	19 623	5 932
<b>Total</b>	<b>23 125</b>	<b>6 179</b>
<i>Au 31 décembre 2024</i>		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 619	-
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	955	267
Instruments financiers dérivés	23 430	6 763
<b>Total</b>	<b>26 004</b>	<b>7 030</b>

#### Politique d'abandon de créances

Rabobank procède à un abandon de créances lorsqu'elle épuise tous les moyens de recouvrement possibles et qu'elle est arrivée à la conclusion qu'il n'y a plus aucun espoir raisonnable de recouvrement. Les indicateurs selon lesquels il n'y a aucun espoir raisonnable de recouvrement sont entre autres les suivants (i) la cessation des mesures d'exécution et (ii) lorsque la méthode de recouvrement consiste à saisir les biens donnés en garantie et que la valeur de la sûreté est telle qu'il n'y a aucun espoir

raisonnable de recouvrement intégral. Rabobank peut abandonner des créances faisant toujours l'objet de mesures d'exécution. Les montants contractuels en cours des actifs partiellement ou totalement passés en pertes en 2025 s'élevaient à 376 millions d'euros (2024 : 1 431 millions d'euros).

Rabobank a acquis des actifs financiers et non financiers au cours de l'année en liquidant des sûretés d'une valeur estimée à millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 34 millions d'euros). Rabobank a pour politique de vendre ces actifs dans un avenir raisonnablement prévisible. Les rendements sont affectés au remboursement de l'encours.

#### 4.3.8 Actifs modifiés

Le tableau ci-après résume les informations relatives aux actifs financiers avec des ECLs pour toute la durée de vie dont les flux de trésorerie ont été modifiés au cours de la période et leur effet respectif sur la financière :

Actifs financiers modifiés alors que la provision pour pertes est évaluée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie (ECL)

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Coût amorti avant la modification	1 054	1 554
Gains/pertes nets suite à modification	-5	2
<b>Actifs financiers modifiés depuis la comptabilisation initiale</b>	<b>1 049</b>	<b>1 556</b>

Le risque de défaut des actifs financiers modifiés est évalué à la date de clôture et comparé au risque selon les termes initiaux lors de la comptabilisation initiale. Rabobank surveille le rendement ultérieur de ces actifs financiers modifiés soumis à des pratiques accommodantes et peut déterminer que le risque de crédit s'est considérablement amélioré, de sorte que les actifs financiers passent de l'étape 3 ou 2 (ECLs pour toute la durée de vie) à l'étape 1 (ECLs sur 12 mois). La valeur comptable brute de ces actifs détenus au 31 décembre 2025 s'élevait à 294 millions d'euros (2024 : 231 millions d'euros)

#### 4.3.9 Lien entre les états financiers et les informations en matière de durabilité

Sur la base de son évaluation de double matérialité (Double Materiality Assessment - DMA) de 2025, Rabobank a identifié plusieurs thématiques de durabilité présentant un caractère significatif du point de vue du risque financier. Le lien entre les états financiers et les informations de durabilité se reflète explicitement dans les domaines du risque de crédit et des risques non financiers.

Il s'agit notamment des conséquences du changement climatique et de la dégradation de la nature (risques physiques), ainsi que des risques liés à la transition vers une économie à impact neutre (risques de transition). Les risques ESG sont intégrés dans les provisions IFRS via plusieurs canaux. Les provisions pour dépréciation sont intégrées dans les modèles des ECLs IFRS 9 via les évolutions macroéconomiques, les analyses individuelles des clients, les évaluations de vulnérabilité sectorielle, ainsi que par des ajustements de gestion pour les secteurs ou régions affectés par le climat et la nature. Pour les ajustements de gestion des ECLs (ECL) liés aux risques des clients en matière d'« adaptation au changement climatique », d'« atténuation du changement climatique » et d'« utilisation des terres », il est fait référence à l'ajustement de gestion du risque climatique : risques climatiques et environnementaux prospectifs (C&E), à la section 2.1 « Jugements et estimations ».

Les risques liés à la « pollution » sont pris en compte par Rabobank à travers les mesures de réduction de l'azote, qui entraînent des incertitudes dans le secteur agricole néerlandais, donnant lieu à un ajustement de gestion des ECL. Il convient de se référer à l'ajustement de gestion relatif au risque climatique : élevage, section 2.1 « Jugements et estimations ».

Les thèmes de durabilité « Impacts liés à l'information et à la sécurité » et « Criminalité financière » sont présentés respectivement à la section 4.7 « Risques non financiers » et à la section 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrales ».

La criminalité financière est étroitement liée au rôle de Rabobank conformément à la Wwft en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La prévention de la fraude et de l'utilisation de l'infrastructure par des acteurs criminels est décrite dans la section 4.7.2 « Conformité ».

#### 4.4 Risque de marché dans le portefeuille bancaire

Rabobank gère son bilan de façon à couvrir ses positions contre le risque de taux d'intérêt dans son portefeuille bancaire (Interest Rate Risk in the Banking Book - IRRBB), le risque d'écart de rendement dans le portefeuille bancaire (Credit Spread Risk of the Banking Book - CSRBB) et le risque de change et de prix des matières premières (FX & commodity (price) risk) dans le portefeuille bancaire.

##### 4.4.1 Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire

L'expression « Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire » fait référence au risque que les résultats financiers et/ou la valeur économique du portefeuille bancaire soient affectés par les variations des taux d'intérêt du marché

Le risque de taux d'intérêt au sein de Rabobank résulte des opérations de réévaluation et des écarts d'échéance entre les prêts et les financements, ainsi que du caractère optionnel des produits clients. Le comportement des clients est un facteur déterminant et important en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire. La modélisation du comportement des clients est donc l'un des éléments clés du cadre de risque de taux d'intérêt. Il existe des modèles comportementaux et des hypothèses pour les remboursements anticipés de prêts hypothécaires, les comptes d'épargne et les comptes courants.

Rabobank accepte un certain niveau de risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire ; il s'agit d'un élément fondamental de la banque. Mais dans le même temps, la banque vise également à éviter des fluctuations significatives et inattendues du résultat financier et de la valeur économique en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le Directoire, supervisé par le Conseil de Surveillance, approuve tous les ans l'appétence au risque de taux d'intérêt ainsi que les limites de risque de taux d'intérêt correspondantes.

Au niveau du groupe, le risque de taux d'intérêt de Rabobank est géré par le comité de gestion Actif-Passif du groupe Rabobank, présidé par le Directeur financier. Le service comptabilité est chargé de mettre en œuvre les décisions de ce comité, tandis que le service gestion des risques doit assurer une gestion adéquate des positions sur risque de taux d'intérêt indépendamment des fonctions de contrôle permanent.

La valeur économique des capitaux propres, en tant qu'indicateur de gestion du risque de taux d'intérêt, diffère de la valeur comptable des capitaux propres. Pour la gestion du risque de taux d'intérêt, la valeur économique des fonds propres est définie comme la valeur actualisée actifs moins la valeur actualisée passifs plus la valeur actualisée des éléments hors bilan. Grâce à la comptabilité de couverture et parce qu'une grande partie du bilan est comptabilisée au coût amorti (selon les normes IFRS), une perte de valeur économique n'est pas automatiquement assimilée à des pertes comptables.

Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de taux d'intérêt, Rabobank utilise les indicateurs suivants pour gérer et contrôler le risque de taux d'intérêt :

- Earnings-at-risk : l'EaR est le plus important en termes négatifs des produits d'intérêts nets attendus sur 12 mois en raison des différents scénarios de taux d'intérêt ;
- Durée modifiée des fonds propres (Modified duration of equity - MDoE) ;
- La valeur en points de base (Basis point value - BPV)
- Profil delta (BPV par maturité) ;
- Valeur économique à risque ;
- Test de valeur aberrante prudentiel (Supervisory Outlier Test - SOT) sur la valeur économique des capitaux propres (EVE) ;
- Test de valeur aberrante prudentielle (SOT) sur le produit net d'intérêts (NII) ;
- Capital économique IRRBB & CSRBB

Les sections suivantes apportent des informations complémentaires sur les évolutions des indicateurs « risque sur les résultats » ("Earnings at risk") et de la « durée

modifiée » (Modified duration").

#### Earnings at Risk

L'indicateur Earnings at Risk est calculé mensuellement sur la base d'une analyse standard de sensibilité aux taux d'intérêt. Cet indicateur mesure les variations du produit net d'intérêts projeté sur les 12 prochains mois, résultant de plusieurs scénarios : un scénario dans lequel l'ensemble des taux d'intérêt du marché augmente progressivement de deux points de pourcentage ; un scénario dans lequel l'ensemble des taux d'intérêt du marché diminue progressivement d'un maximum de deux points de pourcentage (les taux étant plafonnés à des niveaux jugés réalistes) ; deux scénarios dans lesquels les taux augmentent ou diminuent instantanément d'un point de pourcentage ; et deux scénarios dans lesquels la courbe des taux s'accroît ou s'aplatit.

En 2025, les produits d'intérêts nets de Rabobank ont été plus sensibles aux effets du scénario de baisse des taux d'intérêt. Le résultat à risque (Earnings at Risk) s'élevait à moins 708 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une augmentation par rapport au 31 décembre 2024, où il s'élevait à moins 557 millions d'euros.

#### Earnings at Risk

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Earnings at Risk	-708	-557
<b>Ventilation par devises</b>		
Earnings at Risk – EURO	-696	-556
Earnings at Risk – USD	-20	-9

#### Duration modifiée

La durée modifiée (Modified duration) des fonds propres mesure la diminution de la valeur économique des fonds propres en pourcentage lorsque les taux d'intérêt du marché financier augmentent d'un point. En 2025, le Directoire a fixé la limite supérieure à 6,0 %. En 2025, la durée modifiée a diminué, passant de 3,5 % au 31 décembre 2024 à 2,9 % au 31 décembre 2025.

#### 4.4.2 Risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire (CSRBB)

Le risque résultant des variations de la perception du marché quant au prix du risque de crédit, à la prime de liquidité et potentiellement à d'autres composantes des instruments exposés au risque de crédit, entraînant des fluctuations de prix non expliquées par l'IRRBB ni par le risque de crédit attendu ou de défaut (y compris le défaut soudain).

Rabobank utilise la valeur du spread exprimée en points de base (Credit Spread Value of a Basis Point « CS01 ») pour gérer et contrôler le risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire. En outre, des indicateurs de risque tels que l'Earnings at Risk (EaR), la valeur économique des fonds propres CSRBB (CSRBB EVEaR) et l'Earnings at Risk+ (EaR+) sont utilisés afin de couvrir à la fois les aspects de valeur et de résultat du CSRBB.

#### Valeur d'un point de base des spreads de crédit (CS01)

L'indicateur CS01 mesure la variation de la valeur de marché des actifs à la suite d'un choc de taux de plus d'un point de base dans un spread de crédit. Au cours de l'exercice, le volume du portefeuille de liquidités a augmenté ce qui a entraîné une hausse de l'indicateur CS01.

#### CS01

En millions d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
CS01	-14,7	-10,3

#### 4.4.3 Risque de change et de prix des matières premières dans le portefeuille bancaire (FXCPRBB)

Le risque de change et de prix des matières premières correspond au risque que des variations (défavorables) des taux de change et des prix des matières premières entraînent des conséquences (négatives) sur le portefeuille bancaire et sur ses indicateurs financiers.

Le FXCPRBB, conjointement avec le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) et le risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire (CSRBB), constitue un sous-risque du risque de marché dans le portefeuille bancaire, tel que défini dans la politique globale de gestion des risques et la taxonomie des risques de Rabobank. La norme globale relative au FXCPRBB décrit les exigences en matière de gestion, de suivi et de reporting des risques de change et de prix des matières premières identifiés et évalués.

#### Risque de conversion de change (portefeuille bancaire)

Le risque de conversion de change correspond au risque que les fluctuations des taux de change affectent défavorablement la conversion des actifs et passifs des activités libellées en devises étrangères dans la monnaie fonctionnelle de la société mère. La monnaie fonctionnelle de Rabobank est l'euro. Le risque de conversion a un impact sur les fonds propres de Rabobank, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de capital.

La gestion du risque de conversion de change comprend la gestion de la sensibilité du ratio CET1 de Rabobank aux variations des taux de change. Une stratégie pour une devise donnée peut inclure une couverture totale du ratio, une couverture absolue du capital, ou une approche intermédiaire (couverture partielle du ratio). Rabobank vise à limiter l'impact du risque de conversion de change sur son ratio CET1.

#### Risque de change (portefeuille bancaire)

Le risque de change correspond au risque que des variations (inattendues) des taux de change entraînent des conséquences (négatives) sur les positions de change ouvertes du portefeuille bancaire. Les déséquilibres de devises entre actifs et passifs du portefeuille bancaire impliquent une sensibilité aux variations de change et déclenchent ce risque. Rabobank n'a aucune appétence pour des déséquilibres de change dans son portefeuille bancaire.

#### Risque de prix des matières premières (portefeuille bancaire)

Le risque de prix des matières premières correspond au risque d'exposition du portefeuille bancaire à des variations (défavorables) des prix des matières premières. Rabobank vise à ne pas y être exposée dans son portefeuille bancaire.

#### 4.5 Risque de marché dans le portefeuille bancaire

Le risque de marché dans l'environnement de négociation découle du risque de pertes sur les positions du portefeuille de négociation, résultant des variations des taux d'intérêt, des spreads de crédit, des devises, des matières premières et des actions. Les positions de risque acquises auprès de clients peuvent être redistribuées à d'autres clients ou être gérées en couverture de façon dynamique. Les bureaux de négociation agissent comme des teneurs de marché (market makers) pour les marchés secondaires (en fournissant des liquidités et des prix) pour les instruments dérivés de taux d'intérêt et les dettes de taux d'intérêt, y compris les obligations Rabobank et les Certificats Rabobank.

Le risque de marché dans l'environnement de négociation est suivi au moins quotidiennement dans le cadre du dispositif de gestion du risque de marché. Ce dispositif mesure, surveille et gère le risque de marché dans les portefeuilles de négociation et s'applique à l'ensemble des dérivés et des positions de dette, ainsi qu'aux activités de syndication de prêts. Un système approprié de limites et de contrôles des opérations est un élément important de ce cadre. Le Directoire détermine l'appétence au

risque de Rabobank sur une base annuelle. Une structure de limites en cascade, de granularité croissante, a été mise en place du niveau consolidé de Rabobank jusqu'à l'unité opérationnelle Markets et aux portefeuilles sous-jacents.

L'appétence au risque de marché est faible en raison de la stratégie de Rabobank axée sur la redistribution des risques des clients et la couverture des risques. Des rapports réguliers sur les risques sont remis (tous les mois) aux comités de gestion des risques et (toutes les semaines) à la direction, tandis que des rapports quotidiens sur le niveau du portefeuille garantissent une communication en temps voulu des principales évolutions des risques. Les évolutions des risques nécessitant une attention urgente sont communiquées en dehors du cycle de reporting régulier. Si les limites sont dépassées, des mesures correctives doivent être prises pour ramener les risques dans les limites fixées de l'appétence au risque.

Au niveau consolidé, l'appétence au risque est définie pour différents types de risques. Le risque exceptionnel et le risque de souscription de crédit sont les importants. Des indicateurs complémentaires dans la déclaration d'appétence au risque concernent la VaR, le delta de taux d'intérêt, le capital réglementaire pour le risque de marché du portefeuille de négociation et pour l'ajustement de valorisation du crédit, ainsi que les limites notionnelles de syndication de prêts relais et les limites de stress tests pour les opérations de souscription fortement levierisées.

Rabobank considère le risque d'événement comme un indicateur clé du risque de marché dans le portefeuille de négociation. Le risque d'événement dans le portefeuille de négociation est fondé sur des estimations de pertes générées à partir de mouvements extrêmes mais plausibles des facteurs de risque, à l'aide de scénarios de stress basés sur des sensibilités, des hypothèses et des données historiques. Les facteurs de risque pris en compte incluent les spreads de swaps de base par maturité, les taux d'intérêt, les spreads de crédit, les taux de change, les contrats à terme sur matières premières et la volatilité. Pour les taux d'intérêt, cela inclut également des scénarios de rotation de la courbe. Selon le scénario, un ou plusieurs facteurs de risque peuvent être soumis à stress.

Le risque d'événement, mesuré comme la perte maximale parmi les scénarios prédéfinis, s'élevait à 25 millions d'euros au 31 décembre 2025, bien en deçà de la limite fixée. Il a fluctué entre 21 millions et 39 millions d'euros, avec une moyenne de 29 millions d'euros.

En dehors du portefeuille de négociation, le test de résistance bancaire s'applique aux opérations de souscription. Le stress test repose sur des notations internes de risque de crédit reflétant les notations de dette et la classification de marché de la dette. Le stress test s'élevait à 227 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 121 millions d'euros au 31 décembre 2024, bien en deçà de la limite fixée.

La VaR indique la perte maximale pour un niveau de confiance sur un horizon de temps donné dans des conditions de marché « normales », sur la base d'une année de mouvements historiques du marché. À des fins de gestion interne des risques, Rabobank utilise un niveau de confiance de 97,5 % et un horizon temporel d'un jour. Le tableau ci-dessous présente la composition de la VaR et l'ensemble des mouvements historiques. En 2025, la VaR a fluctué entre 1,9 millions d'euros et 5,1 millions d'euros, la moyenne étant de 3,0 millions d'euros. La VaR s'élevait à 2,1 millions d'euros le 31 décembre 2025.

#### VaR (1 jour, 97,5 %) (montants en millions d'euros)

	Intérêts	Crédit	Devises	Actions	Produits de base	Diversification	Total
<b>31 décembre 2025</b>	1,9	0,4	0,2	0,0	0,5	-0,9	2,1
2025 – moyenne	2,3	1,2	0,3	0,0	0,5		3,0
2025 – maximum	3,8	3,6	1,7	0,0	1,2		5,1
2025 – minimum	1,6	0,3	0,1	0,0	0,2		1,9
<b>31 décembre 2024</b>	2,5	1,3	0,2	0,0	0,4	-1,3	2,7
2024 – moyenne	2,7	2,1	0,3	0,0	0,5		3,8
2024 – maximum	6,0	5,6	0,8	0,0	1,0		9,0
2024 – minimum	1,5	1,0	0,2	0,0	0,2		2,2

Le delta des taux d'intérêt est une mesure de la variation de la valeur des positions lorsqu'on enregistre une augmentation parallèle de la courbe de rendement de 1 point de base (c'est-à-dire 0,01 %). Le tableau du delta des taux d'intérêt montre la sensibilité aux variations des courbes de rendement pour les principales devises. Au 31 décembre 2025, le delta des taux d'intérêt pour les portefeuilles de négociation était négatifs EUR 0,18 millions d'euros. Le delta des taux d'intérêt est resté bien en deçà de la limite fixée pendant la période de reporting.

Delta des taux d'intérêt <i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2025	31 décembre 2024
USD	-0,11	-0,01
EUR	-0,04	0,09
GBP	-0,01	-0,02
Autres	-0,01	0,04
<b>Total</b>	<b>-0,18</b>	<b>0,10</b>

#### 4.6 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Rabobank ne puisse pas respecter toutes ses obligations de paiement et de remboursement en temps voulu ou qu'elle ne soit pas en mesure de financer une augmentation d'actifs à un prix raisonnable, le cas échéant. Cette situation peut se produire, par exemple, si des clients ou des contreparties professionnelles retirent soudainement plus de fonds que prévu et que les liquidités de la banque ne suffisent pas à faire face à la situation, à moins que la banque ne vende des actifs ou ne les donne en nantissement ou n'emprunte des fonds auprès de tiers. Rabobank estime qu'un niveau adéquat de liquidité est indispensable de même que le maintien de la confiance des professionnels du marché et des particuliers pour garantir un accès sans entrave aux marchés monétaires et financiers publics.

Rabobank a mis en place un système de gestion des liquidités parfaitement adapté lui permettant de disposer de positions de liquidités appropriées (bilan financier stable, coussins de liquidités suffisants et de haute qualité, profil de financement diversifié et décalage structurel limité entre les devises, avec des mesures de liquidité gérées en fonction des objectifs et bien en deçà des limites de risque)

La gestion du risque de liquidité comprend plusieurs composantes. Le premier élément clé consiste à disposer d'actifs liquides inclus dans un coussin de liquidités de haute qualité. Outre les soldes créditeurs détenus auprès des banques centrales, ces actifs peuvent être donnés en garantie aux banques centrales dans le cadre d'opérations de mise en pension ou être vendus directement sur le marché pour générer immédiatement des liquidités. Le montant du coussin de liquidités est adapté aux risques auxquels Rabobank est exposée au travers de son bilan. Rabobank a, par ailleurs, effectué en interne des opérations de titrisation d'une partie de son portefeuille de prêts hypothécaires, de sorte que ces liquidités peuvent être données en garantie à la banque centrale, servant ainsi de coussin de liquidités supplémentaire. Étant donné qu'il s'agit de positions de titrisation conservées, elles ne figurent pas au bilan consolidé.

Parmi les autres composantes de la gestion du risque de liquidité figurent une bonne notation de crédit, des niveaux élevés de capital et des politiques de financement prudentes. Rabobank recourt à différentes mesures pour ne pas être trop dépendante d'une seule source de financement. Cela consiste à diversifier de façon équilibrée les sources de financement en termes d'échéances, de devises, d'investisseurs, de localisations géographiques et de marchés, à disposer d'un niveau élevé de financement non garanti et donc d'une charge d'actifs limitée, et à mettre en œuvre une politique active et cohérente en matière de relations avec les investisseurs. La définition de limites strictes concernant les flux de trésorerie sortants maximaux dans les activités de banque de gros constitue également un élément essentiel de la gestion du risque de liquidité. Tous les jours, Rabobank identifie les flux de trésorerie entrants et sortants pouvant être générés au cours des douze prochains mois. Des limites ont été fixées pour ces flux de trésorerie sortants, notamment pour chaque devise et chaque site. Des plans détaillés (plans de financement d'urgence) ont été élaborés pour le financement d'urgence afin de s'assurer que la banque est prête à faire face à d'éventuelles situations de crise. Des tests de fonctionnement sont effectués périodiquement pour ces plans.

Par ailleurs un cadre interne de tests de résistance bancaire ou « stress tests » est en place pour s'assurer qu'en cas de crise de liquidité, Rabobank dispose d'une capacité de rééquilibrage suffisante pour faire face aux sorties de fonds accrues qui en résultent pendant une période prolongée. Ce cadre couvre des scénarios de stress à l'échelle des marchés, des scénarios de stress pour Rabobank et des scénarios de stress combinés. Dans le cadre de ces différents scénarios, le coussin de liquidités est comparé aux sorties de trésorerie contractuelles et éventuelles anticipées.

Le tableau ci-dessous présente les passifs non actualisés regroupés en fonction de la période de liquidité s'écoulant entre la date de clôture de l'exercice et la date prévue de remboursement contractuel. Les montants totaux ne correspondent pas exactement aux montants indiqués dans le bilan consolidé car ce tableau est basé sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux paiements du principal et des intérêts futurs. Le poste « instruments financiers dérivés » ne figure pas dans ce tableau et n'a pas été analysé sur la base de l'échéance contractuelle, car ces instruments ne sont pas essentiels à la gestion du risque de liquidité, ni à la communication avec la direction de la banque. Le profil des échéances des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture des flux de trésorerie est présenté à la sous-section 10.3 « Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture ».

#### Date de remboursement contractuelle

Montants en millions d'euros	À vue	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Au 31 décembre 2025</b>							
<b>Passifs</b>							
Dépôts des établissements de crédit	1 992	1 542	1 381	2 987	971	1 792	10 665
Dépôts de la clientèle	377 876	8 170	14 314	12 686	20 100	4 073	437 219
Titres de créance émis	5 338	10 564	31 367	43 604	30 576	—	121 449
Autres passifs (hors avantages du personnel et passifs de location)	1 734	779	1 619	339	26	171	4 668
Passifs de location	7	12	28	179	93	—	319
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	—	464	—	—	—	—	464
Passifs financiers désignés à la juste valeur	221	159	52	801	1 012	—	2 245
Passifs subordonnés	26	29	1 522	3 567	3 496	—	8 640
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>387 194</b>	<b>21 719</b>	<b>50 283</b>	<b>64 163</b>	<b>56 274</b>	<b>6 036</b>	<b>585 669</b>
Garanties financières	4 650	—	—	—	—	—	4 650
Engagements de prêt	64 047	—	—	—	—	—	64 047

Montants en millions d'euros	À vue	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Au 31 décembre 2024</b>							
<b>Passifs</b>							
Dépôts des établissements de crédit	3 867	790	1 800	3 246	815	2 367	12 885
Dépôts de la clientèle	351 520	10 856	15 153	11 986	21 597	4 426	415 538
Titres de créance émis	5 610	9 894	29 563	52 231	31 410	—	128 708
Autres passifs (hors avantages du personnel et passifs de location)	1 884	431	1 672	547	59	312	4 905
Passifs de location	13	16	40	197	117	—	383
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	—	277	—	—	—	—	277
Passifs financiers désignés à la juste valeur	491	205	194	826	1 010	—	2 726
Passifs subordonnés	29	64	1 737	5 296	4 091	—	11 217
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>363 414</b>	<b>22 533</b>	<b>50 159</b>	<b>74 329</b>	<b>59 099</b>	<b>7 105</b>	<b>576 639</b>
Garanties financières	6 054	—	—	—	—	—	6 054
Engagements de prêt	61 258	—	—	—	—	—	61 258

Le tableau ci-après indique les actifs et passifs regroupés en fonction de la période s'écoulant entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance du contrat. Ces montants correspondent aux montants indiqués dans le bilan consolidé.

#### Actifs et passifs financiers courants et non courants

En millions d'euros	Sur demande	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Pas de date d'échéance	Total
<b>Au 31 décembre 2025</b>							
<b>Actifs financiers</b>							
Disponibilités	62 203	—	—	—	—	568	62 771
Créances sur les établissements de crédit	9 933	11 903	8 969	67	10	2 170	33 052
Actifs financiers détenus à des fins de	211	1 244	76	364	748	376	3 019

transaction							
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	352	81	19	69	497	2 000	3 018
Instruments financiers dérivés	958	1 896	2 297	3 727	10 745	-	19 623
Prêts et créances envers la clientèle	56 429	17 753	32 382	130 357	233 933	1 465	472 319
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	204	584	1 010	10 735	16 887	134	29 554
Autres actifs (hors avantages du personnel)	186	701	612	2 988	252	1 654	6 393
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>130 476</b>	<b>34 162</b>	<b>45 365</b>	<b>148 307</b>	<b>263 072</b>	<b>8 367</b>	<b>629 749</b>
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts des établissements de crédit	1 989	1 525	1 332	2 741	838	1 792	10 217
Dépôts de la clientèle	377 910	8 154	14 495	11 840	17 431	4 073	433 903
Bons et obligations en circulation	5 323	10 476	30 332	38 436	26 378	-	110 945
Instruments financiers dérivés	601	1 383	1 148	2 865	6 865	-	12 862
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	464	-	-	-	-	464
Autres passifs (à l'exclusion des avantages du personnel et des dettes de loyer)	1 623	1 043	1 630	561	76	119	5 052
Dettes de loyer	7	11	25	154	94	-	291
Passifs financiers à la juste valeur	220	155	39	695	949	-	2 058
Dettes subordonnées	23	23	1 327	2 835	1 802	-	6 010
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>387 696</b>	<b>23 234</b>	<b>50 328</b>	<b>60 127</b>	<b>54 433</b>	<b>5 984</b>	<b>581 802</b>
<b>Résultat net</b>	<b>-257 220</b>	<b>10 928</b>	<b>-4 963</b>	<b>88 180</b>	<b>208 639</b>	<b>2 383</b>	<b>47 947</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Sur demande</i>	<i>Moins de 3 mois</i>	<i>3 mois à 1 an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Pas de date d'échéance</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>							
<b>Actifs financiers</b>							
Disponibilités	84 093	51	-	10	-	720	84 874
Créances sur les établissements de crédit	14 337	5 927	3 302	95	8	3 366	27 035
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	206	257	52	379	726	120	1 740
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	334	129	142	40	453	2 071	3 169
Instruments financiers dérivés	1 714	1 754	1 824	5 298	12 840	-	23 430
Prêts et créances envers la clientèle	47 004	17 048	38 631	132 073	217 967	1 762	454 485
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	155	636	705	4 581	12 629	117	18 823
Autres actifs (hors avantages du personnel)	-139	907	654	3 042	180	2 042	6 686
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>147 704</b>	<b>26 709</b>	<b>45 310</b>	<b>145 518</b>	<b>244 803</b>	<b>10 198</b>	<b>620 242</b>
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts des établissements de crédit	3 861	777	1 737	3 011	693	2 368	12 447
Dépôts de la clientèle	351 537	10 835	15 244	11 196	18 198	4 426	411 436
Bons et obligations en circulation	5 586	9 732	28 441	46 755	26 248	-	116 762
Instruments financiers dérivés	2 053	1 863	2 381	3 993	7 085	-	17 375
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	277	-	-	-	-	277
Autres passifs (à l'exclusion des avantages du personnel et des dettes de loyer)	1 775	696	1 705	714	121	133	5 144
Dettes de loyer	9	14	34	173	105	-	335
Passifs financiers à la juste valeur	489	202	182	723	970	-	2 566
Dettes subordonnées	26	52	1 491	4 292	2 048	-	7 909
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>365 336</b>	<b>24 448</b>	<b>51 215</b>	<b>70 857</b>	<b>55 468</b>	<b>6 927</b>	<b>574 251</b>
<b>Résultat net</b>	<b>-217 632</b>	<b>2 261</b>	<b>-5 905</b>	<b>74 661</b>	<b>189 335</b>	<b>3 271</b>	<b>45 991</b>

La présentation ci-dessus repose sur des informations contractuelles et ne reflète pas le comportement réel de ces instruments financiers, lequel est pris en compte dans la gestion quotidienne du risque de liquidité. L'épargne client en est un exemple. En vertu d'un contrat, ces instruments financiers sont payables sur demande. L'expérience a montré qu'il s'agit d'une source de financement à long terme très stable dont dispose Rabobank. La réglementation de l'autorité de surveillance en tient également compte.

Avec un Ratio de couverture des liquidités (Liquidity Coverage Ratio - LCR) de 182 % au 31 décembre 2025 (31 décembre 2024 : 175 %), Rabobank respecte l'exigence minimale de 100 % fixée par la Banque Centrale Néerlandaise (Dutch Central Bank - DNB).

Les besoins de liquidités nécessaires pour faire face aux paiements des garanties financières sont nettement inférieurs au montant notionnel des passifs, car Rabobank ne s'attend généralement pas à ce que des tiers, parties à ces accords, tirent des fonds. L'encours total des obligations contractuelles de crédit ne représente pas nécessairement les besoins futurs en liquidités de Rabobank, car bon nombre de ces obligations deviendront caduques ou prendront fin sans qu'un financement soit nécessaire.

#### 4.7 Risques non financiers

#### 4.7.1 Risque opérationnelle

Des processus, des personnes, des systèmes inadéquats ou défaillants, ainsi que des événements externes, font inévitablement partie des activités de Rabobank. Rabobank gère ces risques opérationnels dans les limites de son appétence au risque, en tenant compte de la complexité et de la taille de l'organisation, et assure un suivi proactif de ces risques en prenant des mesures lorsque nécessaire. La gestion du risque opérationnel fait partie intégrante de la conduite des affaires de Rabobank et bénéficie du soutien des activités de contrôle

#### Profil de risque

Des progrès supplémentaires ont été réalisés en 2025 dans la gestion des risques opérationnels. Le profil global reste élevé mais stable pour les incidents nouvellement déclarés. Des programmes de remédiation sont en place afin de continuer à réduire le profil de risque opérationnel. La majorité des pertes liées au risque opérationnel en 2025 concernait l'exécution, la livraison et la gestion des processus.

#### 4.7.2 Conformité

##### Fraude externe

La fraude externe survient lorsqu'un client ou un tiers adopte intentionnellement un comportement trompeur ou frauduleux afin d'obtenir un avantage financier injustifié ou illégal. En 2025, le Groupe a enregistré une réduction des pertes liées à la fraude externe par rapport à 2024. Cette amélioration reflète le renforcement continu du cadre de gestion du risque de fraude du Groupe. Les fraudes liées au crédit et celles impliquant des produits de paiement continuent de représenter des domaines importants d'exposition à la fraude pour le Groupe. À l'avenir, de nouvelles exigences réglementaires relatives aux services de paiement entreront en vigueur en 2026. Il est attendu que cela ait un impact modéré sur l'approche du Groupe en matière de gestion de la fraude. Ces types de fraude restent des domaines clés d'attention. L'année 2026 devrait être importante avec l'introduction de nouvelles exigences réglementaires en matière de services de paiement, offrant à la fois des défis et des opportunités pour renforcer les dispositifs de contrôle de la fraude du Groupe.

##### Fraude interne et violations de l'intégrité

La fraude interne survient lorsqu'un employé commet intentionnellement un acte impliquant tromperie ou malhonnêteté afin d'obtenir ou de provoquer un avantage ou un désavantage injustifié ou illégal. Des contrôles préventifs et détectifs visant à atténuer ces risques sont intégrés dans l'ensemble de la Banque, notamment le filtrage des employés, les restrictions d'accès autorisé et les dispositifs d'alerte et de signalement. La gouvernance est définie dans la politique globale de conformité en matière de criminalité financière de Rabobank et dans la norme globale relative à la fraude interne, régulièrement révisées.

Le dispositif d'alerte interne permet aux collaborateurs de signaler les cas de fraude interne et les violations de l'intégrité, afin qu'ils soient transmis au service compétent pour suivi, conformément à la politique globale de Rabobank en matière de lanceurs d'alerte. Les enquêtes relatives à la fraude interne ou aux atteintes à l'intégrité sont encadrées par la procédure globale de Rabobank en matière d'enquêtes d'intégrité interne. Rabobank n'a connaissance d'aucun cas actuel de fraude interne susceptible d'entraîner une anomalie significative dans les états financiers.

#### 4.7.3 Risque lié aux modèles et à l'intelligence artificielle

Les modèles soutiennent les processus, les produits et les services afin de proposer des solutions centrées sur le client et de permettre des décisions fondées sur les données. Dans un environnement en constante évolution, les modèles constituent des actifs stratégiques qui permettent à Rabobank de rester pertinent. La gestion du risque de modèle est essentielle pour la prise de décision, la stabilité financière et la conformité réglementaire. Le cadre de gestion du risque de modèle de Rabobank couvre l'ensemble du cycle de vie des modèles, y compris la validation indépendante des modèles. Cela garantit que les modèles sont fiables et utilisés de manière responsable.

En 2025, Rabobank a posé les bases d'une gestion robuste du risque lié à l'IA en mettant à jour ses politiques conformément aux exigences du règlement européen sur l'IA. Une gestion intégrée du risque lié à l'IA permettra de garantir une innovation responsable et une conformité réglementaire durable au sein de l'organisation.

#### 4.8 Juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour évaluer la juste valeur, Rabobank suppose que l'opération de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est effectuée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou sur le marché le plus avantageux s'il n'y a pas de marché principal.

Des prix de marché ne sont pas disponibles pour un grand nombre d'actifs et de passifs financiers que Rabobank détient ou émet. Pour les instruments financiers pour lesquels aucun prix de marché n'est disponible, les justes valeurs indiquées dans le tableau suivant ont été estimées en prenant la valeur actualisée ou les résultats d'autres méthodes d'estimation et d'évaluation, en fonction des conditions de marché à la date de clôture. Les valeurs obtenues à l'aide de ces méthodes sont très sensibles aux hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation et le caractère non liquide possible du marché. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées.

##### Disponibilités

La juste valeur des disponibilités est réputée quasiment égale à leur valeur comptable. Cette hypothèse est utilisée pour les placements très liquides ainsi que pour la composante à court terme de tous les autres actifs et passifs financiers.

##### Créances sur les établissements de crédit

Le poste « créances sur les établissements de crédit » comprend également les placements interbancaires et les effets à encaisser. La juste valeur des placements à taux variable, qui font l'objet d'une réévaluation régulière et qui ne varient pas de façon significative en termes de risque de crédit, ainsi que les dépôts à vue sont comptabilisés à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts à intérêt fixe repose sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, calculée sur la base des taux d'intérêt du marché monétaire pour des dettes présentant des risques de crédit et des échéances comparables.

##### Actifs financiers et instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur sur la base des cotations disponibles sur un marché actif. Si ces cotations ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et d'évaluation des options.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur déterminée sur la base des prix de marché cotés (des prix moyens sont utilisés pour les instruments financiers dérivés en EURO, USD et GBP faisant l'objet de fourchette de prix), des prix proposés par les traders, des modèles d'actualisation des flux de trésorerie et des modèles de valorisation des options basés sur les prix actuels du marché et les prix contractuels des instruments sous-jacents qui reflètent la valeur temps de la monnaie, les courbes de rendement et la volatilité des actifs et passifs sous-jacents.

Les ajustements de valorisation du crédit (CVA) sont intégrés dans l'évaluation des dérivés de gré à gré afin de refléter les pertes de crédit attendues liées au risque de non-exécution d'une contrepartie donnée. Un ajustement de l'évaluation de crédit est déterminé par contrepartie et dépend de l'exposition future prévue, compte tenu des sûretés, des conventions de compensation et d'autres facteurs contractuels pertinents, de la probabilité de défaut et des taux de recouvrement. Le calcul de l'ajustement de l'évaluation de crédit repose sur les données du marché disponibles, y compris les marges sur les spreads de défaut de crédit (Credit Default Swap - CDS). Lorsque les marges sur les CDS ne sont pas disponibles, des approximations pertinentes sont utilisées. Un ajustement de valorisation sur passifs (DVA) est effectué pour inclure le crédit propre dans l'évaluation des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré. Le calcul de DVA est conforme au cadre des CVA et est effectué en utilisant la

marge des CDS de Rabobank. L'ajustement de valorisation du financement (Funding Valuation Adjustments - FVA) est un autre élément qui doit être pris en compte. Le FVA concerne la différence de valorisation entre les opérations couvertes par des titres et les opérations non couvertes par des titres. Les transactions sur dérivés collatéralisés sont valorisées à l'aide d'une courbe d'actualisation fondée sur les swaps indexés au jour le jour (OIS). Les transactions sur dérivés non collatéralisés sont valorisées à l'aide d'une courbe d'actualisation fondée sur l'Euribor majoré d'un spread reflétant les conditions de marché.

#### Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur

Ces actifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cotations sur un marché actif, le cas échéant. Dans le cas contraire, ils sont estimés à partir d'actifs comparables sur le marché ou à l'aide de méthodes d'évaluation, notamment des modèles appropriés d'actualisation des flux de trésorerie et de valorisation des options.

#### Prêts et créances envers la clientèle

La juste valeur des prêts et créances envers la clientèle est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus avec les taux du marché pour des prêts similaires, compte tenu de la solvabilité de la contrepartie. Pour évaluer à la juste valeur des prêts hypothécaires résidentiels, les flux de trésorerie contractuels sont ajustés en fonction du taux de remboursement anticipé du portefeuille. Pour les prêts à taux d'intérêt variable qui font l'objet de réévaluations régulières et dont le risque de crédit ne varie pas de façon significative, la juste valeur se rapproche de la valeur comptable.

#### Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

Ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur en se basant sur les cotations de marché. Si ces cotations ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et d'évaluation des options.

#### Dépôts des établissements de crédit

Les dépôts des établissements de crédit comprennent les placements interbancaires, les encaissements en cours et les dépôts. La juste valeur des placements à taux variable, qui font l'objet d'une réévaluation régulière et qui ne varient pas de façon significative en termes de risque de crédit, ainsi que les dépôts à vue sont comptabilisés à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts à intérêt fixe repose sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, calculée en fonction des taux d'intérêt du marché monétaire pour des dettes comportant des risques de crédit et des échéances comparables.

#### Dépôts de la clientèle

Dépôts de la clientèle le poste « dépôts de la clientèle » comprend les comptes courants et les dépôts. La juste valeur des comptes d'épargne et des comptes courants qui n'ont pas de date d'échéance particulière est supposée correspondre au montant exigible à vue à la date de clôture, c'est-à-dire leur valeur comptable à cette date. La juste valeur de ces dépôts est estimée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, calculée sur la base des taux d'intérêt acheteur en vigueur pour des produits similaires et des maturités comparables à ceux des éléments à évaluer. La valeur comptable des dépôts à intérêt variable est une bonne approximation de leur juste valeur à la date de clôture.

#### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

La juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction repose sur les cotations disponibles sur un marché actif. En l'absence de cotations sur un marché actif, la juste valeur est estimée sur la base de modèles d'évaluation.

#### Passifs financiers à la juste valeur

L'option de la juste valeur sert à supprimer la non-concordance comptable et l'asymétrie d'évaluation qui pourraient être constatées entre ces instruments et les instruments financiers dérivés de couverture si ceux-ci étaient comptabilisés au coût amorti. Les passifs financiers à la juste valeur comprennent les obligations structurées et les dépôts structurés qui sont gérés et comptabilisés à la juste valeur avec les instruments financiers dérivés de couverture. La juste valeur de Modifications de la juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre sont comptabilisées dans les « Autres éléments du résultat global ». La variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre est calculée en déduisant, note par note, la juste valeur actuelle du portefeuille de titres structurés à la date de clôture à partir de la juste valeur recalculée en fonction de la courbe de crédit au moment de l'émission, toutes les autres composantes de prix étant inchangées. Ce calcul reflète le montant qui peut être attribué à la variation du risque de crédit propre de Rabobank depuis la création de ces titres structurés.

#### Bons et obligations en circulation et dettes subordonnées

La juste valeur de ces instruments est calculée à l'aide des cotations sur un marché actif. Pour les titres de créance pour lesquels il n'existe pas de cotations sur un marché actif, il convient d'utiliser un modèle d'actualisation des flux de trésorerie fondé sur des courbes de rendement ajustées en fonction de la maturité du crédit.

Le tableau ci-après présente la juste valeur des instruments financiers, comptabilisés au coût amorti selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses décrites ci-dessous. Ce tableau est inclus parce que tous les instruments financiers ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans le bilan. La juste valeur correspond au prix qui aurait été perçu pour la vente d'un actif ou qui aurait été payée pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction standard conclue entre les intervenants du marché à la date d'évaluation.

En millions d'euros	2025		2024	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs</b>				
Disponibilités	62 771	62 770	84 874	84 875
Créances sur les établissements de crédit	33 052	33 052	27 035	27 014
Prêts et créances envers la clientèle	472 319	472 511	454 485	455 448
<b>Passifs</b>				
Dépôts des établissements de crédit	10 217	10 203	12 447	12 381
Dépôts de la clientèle	433 903	433 591	411 436	411 921
Bons et obligations en circulation	110 945	109 187	116 762	114 790
Dettes subordonnées	6 010	6 458	7 909	8 415

Les passifs financiers à la juste valeur comprennent les obligations structurées et les dépôts structurés qui sont gérés et comptabilisés à la juste valeur avec les instruments financiers dérivés de couverture. La juste valeur de ces passifs est déterminée en actualisant les flux de trésorerie contractuels au moyen de courbes de rendement ajustées en fonction du crédit, des données disponibles sur le marché secondaire. Tous les autres paramètres de risque de marché sont évalués de la même façon que les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de marché de ces passifs.

Les chiffres ci-dessus correspondent aux meilleures estimations possibles de la direction, fondées sur un éventail de méthodes et d'hypothèses. Si une cotation est disponible sur un marché actif, elle constituera la meilleure estimation de la juste valeur.

En l'absence de toute cotation disponible sur un marché actif pour les titres à terme, les instruments de capitaux propres, les instruments financiers dérivés et les instruments sur produits de base, Rabobank détermine la juste valeur attendue en se basant sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés aux taux de marché.

en tenant compte de la qualité de crédit et de la durée de vie résiduelle des placements. Un prix basé sur des modèles peut également être utilisé pour déterminer la juste valeur.

Rabobank applique une politique consistant à faire valider tous les modèles utilisés pour l'évaluation des instruments financiers figurant au bilan par un expert indépendant qui détermine la juste valeur des instruments financiers.

Pour déterminer la valeur marchande ou la juste valeur, il convient de prendre en considération différents facteurs. Ces facteurs sont notamment la valeur temps de l'argent, la volatilité, les options sous-jacentes, la qualité du crédit de la contrepartie. Le processus d'évaluation a été conçu de telle sorte que les prix de marché disponibles sur une base périodique sont systématiquement utilisés. Les modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et à d'autres fins.

Le tableau de la page suivante illustre la hiérarchie des justes valeurs utilisée pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs financiers. La hiérarchie est la suivante :

- Niveau 1 : cotations sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; un « marché actif » est un marché où les transactions portant sur les actifs ou passifs se font régulièrement et où le volume des transactions est suffisant pour disposer de manière permanente d'informations concernant les prix ;
- Niveau 2 : données autres que les cotations incluses dans les données d'entrée de niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire les prix), soit indirectement (c'est-à-dire les dérivés de prix).
- Niveau 3 : données concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables du marché.

Rabobank procède à une valorisation récurrente des instruments financiers à la juste valeur lorsque des transferts sont effectués entre les différentes catégories hiérarchiques de la juste valeur en revérifiant le niveau à la fin de chaque période de reporting.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Niveau 1 :</i>	<i>Niveau 2 :</i>	<i>Niveau 3 :</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2025</i>				
<i>Actifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan</i>				
Disponibilités	62 770	-	-	62 770
Créances sur les établissements de crédit	-	30 209	2 843	33 052
Prêts et créances envers la clientèle	-	69 953	402 558	472 511
<i>Actifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 402	73	1 544	3 019
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	445	635	1 938	3 018
Instruments financiers dérivés	23	19 496	104	19 623
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	29 215	222	117	29 554
Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	112	112
<i>Actifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan</i>				
Dépôts des établissements de crédit	-	10 181	22	10 203
Dépôts de la clientèle	-	67 500	366 091	433 591
Bons et obligations en circulation	70 486	38 631	70	109 187
Dettes subordonnées	6 237	221	-	6 458
Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	142	142
<i>Actifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan</i>				
Dépôts des établissements de crédit	-	12 350	31	12 381
Dépôts de la clientèle	-	69 847	342 074	411 921
Bons et obligations en circulation	65 531	49 259	-	114 790
Dettes subordonnées	8 160	255	-	8 415
<i>Passifs évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière</i>				
Instruments financiers dérivés	15	17 297	63	17 375
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	277	-	-	277
Passifs financiers à la juste valeur	270	2 296	-	2 566

L'effet potentiel avant impôts, si des hypothèses plus favorables étaient retenues pour l'évaluation des instruments financiers de niveau 3 dans le compte de résultat, est de 244 millions d'euros (2024 : 190 millions d'euros) et de 0 million d'euros (2024 : 0 million d'euros) en autres éléments du résultat global. L'effet potentiel avant impôts, si des hypothèses plus favorables étaient retenues pour l'évaluation des instruments financiers de niveau 3 dans le compte de résultat, est de -243 millions d'euros (2024 : -189 millions d'euros) et de 0 million d'euros (2024 : 0 million d'euros) en autres éléments du résultat global.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Niveau 1 :</i>	<i>Niveau 2 :</i>	<i>Niveau 3 :</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
<i>Actifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan</i>				
Disponibilités	84 875	-	-	84 875
Créances sur les établissements de crédit	-	24 253	2 761	27 014
Prêts et créances envers la clientèle	-	67 086	388 362	455 448
<i>Actifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 140	107	493	1 740
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	311	619	2 239	3 169
Instruments financiers dérivés	34	23 343	53	23 430
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	18 427	279	117	18 823
<i>Passifs évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière</i>				

Instruments financiers dérivés	26	12 723	113	12 862
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	464	-	-	464
Passifs financiers à la juste valeur	113	1 945	-	2 058

Les actifs financiers à la juste valeur classés au niveau 3 comprennent principalement des participations en capital-investisse-ment (en 2024 : incluant également Mechanics Bank) pour un montant total de 1 711 millions d’euros au 31 décembre 2025 (2024 : 2 065 millions d’euros). Le coefficient multiplicateur appliqué à l’EBITDA est une donnée non observable importante pour la valorisation des participations dans des fonds privés. Le multiple moyen pondéré est de 10,7 (2024 : 10,9), avec une variation possible de -1 (défavorable) à +1 (favorable).

Le tableau présente les mouvements des instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan et qui sont classés en tant qu’actifs de niveau 3. Les ajustements de la juste valeur des actifs de niveau 3 qui sont inclus dans les capitaux propres sont comptabilisés dans les réserves de réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global. En 2025, il n’y a pas eu de transferts importants d’actifs entre le niveau 1 et le niveau 2.

En millions d’euros	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	Variation de la juste valeur par résultat	Variation de la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Règlements	Transferts vers ou à partir du niveau 3	Transfert d’actifs détenus à des fins de vente	Solde au 31 décembre 2025
<i>Actifs</i>									
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	493	7	-	1 495	-409	-42	-	-	1 544
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	2 239	49	-	268	-289	-17	-312	-	1 938
Instruments financiers dérivés	53	56	-	-	-	-	-5	-	104
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	117	-	11	8	-	-	-19	-	117
<i>Passifs</i>									
Instruments financiers dérivés	63	49	-	-	-	1	-	-	113
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-

En millions d’euros	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Variation de la juste valeur par résultat	Variation de la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Règlements	Transferts vers ou à partir du niveau 3	Transfert d’actifs détenus à des fins de vente	Solde au 31 décembre 2024
<i>Actifs</i>									
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	741	30	-	681	-890	-69	-	-	493
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	2 150	102	-	319	-132	-200	-	-	2 239
Instruments financiers dérivés	57	2	-	-	-	-5	-1	-	53
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	137	-	-31	15	-4	-	-	-	117
<i>Passifs</i>									
Instruments financiers dérivés	79	-8	-	-	-	-8	-	-	63
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Le montant total des gains ou pertes comptabilisés dans le compte de résultat pour la période relative aux actifs et passifs détenus au niveau 3 est indiqué dans le tableau ci-après.

En millions d’euros	Instruments détenus à la fin de la période de reporting	Instruments qui ne sont plus détenus à la fin de la période de reporting	Total
<i>Au 31 décembre 2025</i>			
<i>Actifs</i>			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7	-	7
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	2	47	49
Instruments financiers dérivés	55	1	56
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	-	-	-
<i>Passifs</i>			
Instruments financiers dérivés	49	-	49
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-
<i>Au 31 décembre 2024</i>			
<i>Actifs</i>			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	(1)	31	30
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	129	-27	102
Instruments financiers dérivés	2	-	2
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	-	-	-
<i>Passifs</i>			
Instruments financiers dérivés	-8	-	-8
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-

4.9 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Rabobank évolue dans un environnement juridique et réglementaire qui l'expose à un risque important de litiges. De ce fait, Rabobank est partie à plusieurs affaires judiciaires et à différents arbitrages et procédures réglementaires aux Pays-Bas et dans d'autres pays. Les réclamations légales et réglementaires les plus pertinentes susceptibles d'engager la responsabilité de Rabobank sont décrites ci-après. Une provision pour litiges est constituée pour faire face à toute obligation résultant d'un événement passé devant, très probablement, donner lieu à un déboursement de fonds pour que le litige soit définitivement réglé en sachant qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Pour déterminer si une réclamation a de fortes chances d'entraîner un déboursement de fonds (c'est-à-dire avec une probabilité de plus de 50 %), Rabobank prend en compte plusieurs facteurs. Ces facteurs comprennent (sans toutefois s'y limiter) le type de réclamation et les faits sous-jacents ; le processus procédural et l'historique de chaque affaire ; les décisions des instances judiciaires et d'arbitrage ; l'expérience de Rabobank et celle de tiers dans des affaires similaires (si elles sont connues) ; les discussions préalables de règlement, les règlements des litiges auxquels sont parvenus des tiers dans des affaires similaires (si elles sont connues) ; les recours (éventuels) possibles et les avis des conseillers juridiques et autres experts. Des types d'affaires similaires sont regroupés et certaines affaires peuvent également être constituées d'un certain nombre de demandes. Le montant de la perte estimée pour une affaire individuelle n'est pas communiqué lorsque Rabobank estime que des informations de ce genre pourraient nuire à l'issue de différentes affaires. Les estimations des pertes et provisions potentielles reposent sur les informations disponibles au moment du litige et sont en grande partie tributaires de jugements et d'un certain nombre d'hypothèses, de variables et d'incertitudes connues et inconnues. Ces incertitudes peuvent inclure l'inexactitude ou le caractère incomplet des informations dont dispose Rabobank (en particulier dans les premiers stades d'une affaire). En outre, toute hypothèse formulée par Rabobank au sujet de futures décisions d'instances judiciaires ou autres pouvant lui être défavorables, de mesures susceptibles d'être prises à son encontre par des organes de surveillance ou de comportements critiques adoptés par des tiers à son égard pourrait s'avérer inexacte. De plus, il est souvent impossible d'estimer les pertes potentielles liées à des litiges juridiques en utilisant des instruments statistiques ou d'autres instruments d'analyse quantitative qui servent généralement à formuler des jugements ou faire des estimations. Le groupe d'affaires pour lequel Rabobank estime que le risque de déboursement futur de fonds est plus probable qu'improbable varie dans le temps, tout comme le nombre d'affaires pour lesquelles la banque peut estimer la juridiques en cas de survenance d'une perte qui n'est ni probable, ni improbable, et pour laquelle aucune provision n'a été constituée. Dans les cas où (a) la possibilité d'un déboursement de fonds n'est ni probable, ni improbable ou (b) la possibilité d'un déboursement de fonds est plus probable qu'improbable mais que la perte potentielle ne peut pas être estimée de manière fiable, un passif éventuel est indiqué. Rabobank peut régler des litiges, des procédures réglementaires ou des enquêtes avant qu'une amende ne soit imposée ou qu'une responsabilité ne soit établie. Les raisons du règlement peuvent inclure (i) la volonté d'éviter des coûts et/ou des efforts de gestion, (ii) le fait d'éviter d'autres conséquences commerciales défavorables et/ou (iii) d'anticiper les conséquences réglementaires ou réputationnelles liées à la poursuite de litiges relatifs à la responsabilité, même si Rabobank estime disposer d'arguments solides pour sa défense. En outre, Rabobank peut, pour les mêmes raisons, indemniser des tiers pour leurs pertes, même lorsque Rabobank n'estime pas être légalement tenue de le faire.

#### Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

En décembre 2022, le parquet néerlandais (Dutch Public Prosecutor - DPP) a annoncé qu'il considérerait Rabobank comme suspecte dans le cadre de violations (présomées) de la Wvft et a ouvert une enquête pénale. Dans son communiqué de presse du 9 avril 2025, le DPP a indiqué avoir décidé de convoquer Rabobank et que l'enquête pénale entrait dans sa phase finale. En décembre 2025, un projet initial d'acte d'accusation a été reçu. Ce projet ne contient aucun détail précis, de sorte qu'il n'est pas possible de déterminer les accusations exactes formulées par le DPP à l'encontre de la Banque. À ce stade, le calendrier et l'issue potentielle restent incertains. Par conséquent, la nature et l'ampleur de l'impact potentiel ne peuvent pas être estimées de manière fiable, si ce n'est qu'il pourrait être significatif.

#### Procédure pour pratiques anticoncurrentielles engagée par l'Union européenne

Le 22 novembre 2023, la Commission européenne a annoncé, par voie de communiqué de presse, la condamnation de Rabobank au paiement d'une amende d'un montant de 26,6 millions d'euros, sanctionnant ainsi l'échange d'informations commerciales sensibles entre un petit nombre d'employés de la Deutsche Bank et de Rabobank, échange constituant, de l'avis de la Commission, une violation du droit communautaire de la concurrence. Cette affaire concerne des transactions réalisées entre 2006 et 2016 sur le marché secondaire des obligations souveraines, supra souveraines et d'organismes publics, libellées en euros et des obligations garanties par l'état dans l'Espace Économique Européen (EEE). Rabobank a coopéré à l'enquête de la Commission et est déçue de l'issue de l'enquête. La Banque a introduit un recours contre la décision de la Commission européenne devant le Tribunal de l'Union européenne, procédure actuellement en cours. Le montant de l'amende a été payé en totalité. Par ailleurs, une action collective putative a été engagée le 9 décembre 2022 contre Rabobank et l'autre banque par des demandeurs civils devant la Cour de district des États-Unis pour le district sud de New York. Le 11 septembre 2024, la Cour de district a ordonné le classement sans suite de l'affaire.

#### Contentieux liés aux indices de référence

Rabobank, ainsi qu'un grand nombre de banques faisant partie du panel de banques fixant les taux du Libor et de courtiers intermédiaires, a été citée comme partie défenderesse dans plusieurs actions collectives putatives et affaires civiles individuelles portées devant les tribunaux des États-Unis. Ces procédures concernent les indices Libor USD, Libor JPY, Tibor (note : Rabobank n'a jamais été membre du panel Tibor) et Euribor. Rabobank a également reçu des assignations à comparaître devant les juridictions néerlandaises et argentines dans le cadre de procédures civiles (actions collectives) relatives aux indices de taux d'intérêt.

Étant donné que les procédures civiles décrites ci-dessus sont intrinsèquement soumises à des incertitudes, il est difficile de prédire leur issue. Rabobank estime qu'elle dispose de moyens de défense juridiques et factuels substantiels et convaincants contre ces plaintes. Rabobank a l'intention de continuer à se défendre contre ces plaintes. Rabobank considère ce groupe de contentieux comme un passif éventuel, la probabilité de sortie de fonds n'étant ni probable ni négligeable. Rabobank ne peut pas toutefois estimer, de façon fiable, le montant de ce passif éventuel et la somme qu'elle devra éventuellement déboursier. Aucune provision n'a été constituée.

#### Autres affaires

Rabobank fait l'objet d'autres procédures judiciaires pour lesquelles des provisions ont été comptabilisées. Ces affaires prises individuellement sont moins importantes et ne sont pas, de ce fait, décrites en détail. La provision totale constituée pour ces affaires s'élève à 36 millions d'euros (31 décembre 2024 : 63 millions d'euros). Le montant maximal des passifs éventuels non isolés relatifs aux plaintes s'élève à 45 millions d'euros (31 décembre 2024 : 37 millions d'euros).

## 5. Rapports sectoriels

### 5.1 Secteurs d'activité

Les segments opérationnels présentés par Rabobank dans son reporting sont définis sous l'angle de la direction. Cela signifie que les segments sont examinés dans le cadre de la gestion stratégique de Rabobank et servent à prendre des décisions commerciales en tenant compte des différents risques et rendements.

Rabobank distingue cinq grands segments opérationnels : la Banque de détail domestique ; le Commerce de gros et rural (W&R) ; la location ; l'immobilier et les autres segments.

- La Banque de détail domestique comprend principalement les activités de Retail NL, Obvion, Vista Hypotheken et Freo.
- Le segment du Commerce de gros et rural (Wholesale and Rural - W&R) regroupe les activités de banque de gros aux Pays-Bas et se concentre à l'international sur les secteurs agroalimentaire et de la transition énergétique. Ce secteur contribue au développement des services bancaires aux grandes entreprises et contrôle également des divisions d'envergure mondiale telles que Markets (Marchés), Mergers & Acquisitions (Fusions et acquisitions), Corporate Finance Origination (Crédits aux entreprises), Global Corporate Clients (Clients professionnels internationaux), Project Finance (financement des projets), Trade & Commodity Finance (Financement des échanges commerciaux et des produits de base), Value Chain Finance (Financement de la chaîne de valeur) et Rabo Investments (la branche d'investissement de Rabobank). Le segment comprend également les opérations rurales internationales réalisées sous le label Rabobank.
- Dans le segment de la location, DLL est chargé des activités de location et propose une large gamme de produits de location. Les fabricants, vendeurs et distributeurs bénéficient du soutien mondial de DLL au niveau de leurs activités de vente grâce à des produits propres au financement d'actifs.
- Le segment immobilier englobe principalement les activités de Promotion immobilière (Property Development - BPD). Les activités principales sont le développement du logement.
- Les autres segments de Rabobank comprennent divers sous-segments dont aucun ne peut être listé séparément. Ce segment opérationnel comprend principalement les résultats financiers des activités de participations dans des entreprises associées en particulier Achmea B.V.), la trésorerie et l'organisation du Groupe Rabobank.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires total de Rabobank. Les transactions entre les différents segments opérationnels sont effectuées sous des conditions commerciales normales. Outre les activités opérationnelles, il n'existe pas d'autres éléments importants du résultat global entre les segments opérationnels. Les principes de reporting financier utilisés pour les segments sont identiques à ceux décrits dans la section « Principes et méthodes comptables ». Étant donné que la direction se base principalement sur les produits d'intérêts nets pour évaluer la performance des segments et prendre des décisions quant aux ressources à affecter au segment, les produits d'intérêts du segment sont présentés nets de ses charges d'intérêts.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail national</i>	<i>W&amp;R</i>	<i>Location</i>	<i>Développement immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Effets de consolidation</i>	<i>Total</i>
<i>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025</i>							
<b>Actifs financiers</b>							
Produit net d'intérêts	7 554	2 994	1 380	-55	129	-1	12 001
Produits nets de commissions	1 870	461	95	2	2	-	2 430
Autres résultats	68	664	399	238	624	-	1 993
<b>Produits</b>	<b>9 492</b>	<b>4 119</b>	<b>1 874</b>	<b>185</b>	<b>755</b>	<b>-1</b>	<b>16 424</b>
Charges de personnel	3 494	1 710	767	124	207	1	6 303
Autres charges administratives	1 121	386	299	36	364	-85	2 121
Dotations aux amortissements et dépréciations	72	88	29	9	3	85	286
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>4 687</b>	<b>2 184</b>	<b>1 095</b>	<b>169</b>	<b>574</b>	<b>1</b>	<b>8 710</b>
Charges de dépréciation sur participations dans des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-
Charges de dépréciation sur actifs financiers	110	254	397	2	1	-	764
Taxes réglementaires	131	82	18	1	2	-	234
<b>Résultat d'exploitation avant impôt</b>	<b>4 564</b>	<b>1 599</b>	<b>364</b>	<b>13</b>	<b>178</b>	<b>-2</b>	<b>6 716</b>
Impôt sur le résultat	1 203	520	58	64	-85	-1	1 759
<b>Résultat net</b>	<b>3 361</b>	<b>1 079</b>	<b>306</b>	<b>-51</b>	<b>263</b>	<b>-1</b>	<b>4 957</b>
Ratio coûts/revenus incluant les taxes	50,8	55,0	59,4	91,9	n/a	n/a	54,5
Charges de dépréciation sur actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts au secteur privé)	4	20	87	n/a	n/a	n/a	17
Actifs externes	286 895	159 779	47 639	4 575	139 998	-	638 886
Goodwill	322	-	12	21	-	-	355

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail national</i>	<i>W&amp;R</i>	<i>Location</i>	<i>Développement immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Effets de consolidation</i>	<i>Total</i>
<i>Dépréciations sur actifs financiers</i>							
<b>Solde au 1er janvier 2025</b>	<b>1 057</b>	<b>1 038</b>	<b>507</b>	<b>1</b>	-	-	<b>2 603</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	76	78	79	-	-	-	233
Diminutions liées à la décomptabilisation	-281	-312	-9	-	-	-	-602
Variations dues au changement de risque de crédit	363	490	359	-	-	-	1 212
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-182	-207	-348	-	-	-	-737
Autres ajustements	-4	-65	-17	-	-	-	-86
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	<b>1 029</b>	<b>1 022</b>	<b>571</b>	<b>1</b>	-	-	<b>2 623</b>
Dépréciations ECL sur 12 mois	108	171	89	-	-	-	368
Dépréciations ECL sur la durée de vie – non dépréciées pour risque de crédit	307	167	105	-	-	-	579
Dépréciations ECL sur la durée de vie – dépréciées pour risque de crédit	614	684	377	1	-	-	1 676
<b>Solde au 31 décembre 2025</b>	<b>1 029</b>	<b>1 022</b>	<b>571</b>	<b>1</b>	-	-	<b>2 623</b>

1. Le résultat net a été affecté par une dépréciation d'un actif d'impôt différé de 58 millions d'euros, comptabilisée au premier semestre 2025.

2. Le résultat net a diminué au premier semestre 2025 en raison d'une dépréciation d'un actif d'impôt différé de 67 millions d'euros, liée au report de pertes fiscales non utilisées des exercices précédents chez BPD Allemagne.

3. Charges d'exploitation majorées des impôts régulateurs divisés par les revenus.

4. Charges de dépréciation des actifs financiers divisés par le portefeuille moyen de prêts du secteur privé sur 12 mois.

Charges d'exploitation majorées des impôts régulateurs divisés par les revenus.

Charges de dépréciation des actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts du secteur privé).

En millions d'euros	Banque de détail nationale	W&R	Leasing	Développement immobilier	Autres segments	Effets de consolidation	Total
<i>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024</i>							
Produit net d'intérêts	7 833	2 928	1 425	-58	-67	-	12 061
Produits nets de commissions	1 755	453	106	-	-8	-4	2 302
Autres résultats	79	617	358	130	585	-2	1 767
<b>Produits</b>	<b>9 667</b>	<b>3 998</b>	<b>1 889</b>	<b>72</b>	<b>510</b>	<b>-6</b>	<b>16 130</b>
Charges de personnel	3 468	1 678	743	104	175	-3	6 165
Autres charges administratives	1 187	494	285	35	109	-91	2 019
Dotations aux amortissements et dépréciations	96	89	25	10	14	93	327
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>4 751</b>	<b>2 261</b>	<b>1 053</b>	<b>149</b>	<b>298</b>	<b>-1</b>	<b>8 511</b>
Charges de dépréciation sur participations dans des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-2	72	-	70
Charges de dépréciation sur actifs financiers	-166	329	303	-	2	-	468
Taxes réglementaires	166	82	16	1	1	-	266
<b>Résultat d'exploitation avant impôt</b>	<b>4 916</b>	<b>1 326</b>	<b>517</b>	<b>-76</b>	<b>137</b>	<b>-5</b>	<b>6 815</b>
Impôt sur le résultat	1 288	332	108	-35	-41	-	1 652
<b>Résultat net</b>	<b>3 628</b>	<b>994</b>	<b>409</b>	<b>-41</b>	<b>178</b>	<b>-5</b>	<b>5 163</b>
Ratio coûts/revenus incluant les taxes réglementaires (%) <sup>1</sup>	50,9	58,6	56,6	208,3	n/a	n/a	54,4
Charges de dépréciation sur actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts au secteur privé) <sup>2</sup>	-6	26	67	n/a	n/a	n/a	11
Actifs externes	276 557	159 867	49 483	4 397	138 949	-	629 253
Goodwill	322	-	-	16	-	-	338
Portefeuille de prêts au secteur privé	273 835	128 553	44 768	159	-	-	447 315

<sup>1</sup> Charges d'exploitation majorées des impôts régulateurs divisés par les revenus.

<sup>2</sup> Charges de dépréciation des actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts du secteur privé).

En millions d'euros	Banque de détail nationale	W&R	Leasing	Développement immobilier	Autres segments	Effets de consolidation	Total
<i>Dépréciations sur actifs financiers</i>							
<b>Solde au 1er janvier 2024</b>	<b>1 433</b>	<b>1 218</b>	<b>438</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 090</b>
Augmentations liées à l'octroi et à l'acquisition	101	195	83	-	-	-	379
Diminutions liées à la décomptabilisation	-336	-215	-11	-	-	-	-562
Variations dues au changement de risque de crédit	80	383	266	-	-	-	729
Radiations de prêts en défaut au cours de l'exercice	-221	-549	-264	-	-	-	-1 034
Autres ajustements	-	6	-5	-	-	-	1
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>1 057</b>	<b>1 038</b>	<b>507</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 603</b>
Dépréciations ECL sur 12 mois	99	267	81	-	-	-	447
Dépréciations ECL sur la durée de vie – non dépréciées pour risque de crédit	222	136	132	-	-	-	490
Dépréciations ECL sur la	736	635	294	1	-	-	1 666

durée de vie – dépréciées pour risque de crédit							
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>1 057</b>	<b>1 038</b>	<b>507</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 603</b>

### 5.2 Informations géographiques (rapports pays par pays)

Rabobank opère dans sept zones géographiques principales. Les Pays-Bas sont le pays de résidence de Rabobank. Les informations ci-dessous sont présentées par secteur distinct de Rabobank fournissant des produits et/ou des services dans un environnement économique particulier et dans des zones géographiques spécifiques. La répartition repose sur la localisation de chacune des filiales ou succursales d'où partent les transactions. Le chiffre d'affaires est défini comme le total des revenus indiqué dans le compte de résultat augmenté des charges d'intérêts, des commissions et charges assimilées et des autres charges d'exploitation.

Au 31 décembre 2025

En millions d'euros

Localisation géographique	Pays	Nom de la division	Type d'opérations	Chiffre d'affaires	Nombre moyen de salariés internes (en ETP)	Résultat d'exploitation avant impôt	Impôt sur le résultat
Pays-Bas	Pays-Bas	Rabobank, DLL, Obvion, Rabo Vast-goedgroep, BPD	Banque de détail domestique, Commerce de gros et Rural, Location, Promotion immobilière	30 166	31 951	5 187	1 230
Autres pays de la zone euro	France	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	227	191	76	19
	Belgique	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	37	75	6	1
	Allemagne	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural, Immobilier	596	727	-56	78
	Italie	BPD, DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	154	227	40	13
	Luxembourg	Rabobank	Commerce de gros et Rural	-	-	-	-
	Irlande	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et rural	809	214	95	16
	Finlande	DLL	Location	12	17	3	1
	Autriche	DLL	Location	7	1	2	1
	Portugal	DLL	Location	13	19	1	-
	Espagne	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	93	157	18	5
Au 31 décembre 2025 Reste de l'Europe (hors zone euro)	Royaume-Uni	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 126	875	150	41
	Norvège	DLL	Location	88	60	11	3
	Suède	DLL	Location	95	163	2	1
	Danemark	DLL	Location	37	41	5	1
	Suisse	DLL	Location	10	5	1	-
	Pologne	DLL	Location	39	103	3	-
	Turquie	Rabobank	Commerce de gros et rural	20	29	12	4
	États-Unis	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	6 941	3 003	572	210
	Canada	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	496	365	77	20
	Mexique	DLL	Location	41	69	10	5
Amérique du Nord	Brésil	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 155	927	13	-23
	Chili	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	77	129	18	4
	Argentine	DLL	Location	4	14	-1	-
	Pérou	Rabobank	Commerce de gros et rural	1	7	-	-
	Inde	DLL, Rabobank	Location, Commerce de	11	175	5	-
	Singapour	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	262	96	31	5
	Chine	Rabobank	Commerce de gros et rural	16	30	3	1
	Hong Kong	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et rural	427	168	41	8
	Corée du Sud	DLL	Location	17	30	3	1
	Australie	DLL, Rabobank	Location de gros et, Banque	2 223	1 573	235	71
Amérique latine	Nouvelle-Zélande	DLL, Rabobank	Location, Banque de gros et rural	838	549	153	43
	Kenya, Ouganda	DLL	Location, Banque de gros et rural	3	22	-	-
	Effets de consolidation	Rabobank et	Banque de gros et rural	-15 123	-	-	-
	Effets de consolidation		Effets de consolidation	<b>30 918</b>	<b>42 012</b>	<b>6 716</b>	<b>1 759</b>
Asie							
Australie							
Autres							

Au 31 décembre 2024

En millions d'euros

<i>Localisation géographique</i>	<i>Pays</i>	<i>Nom de la division Revenus</i>	<i>Type d'opérations</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Moyen d'employés à temps complet</i>	<i>Résultat d'exploitation avant impôt</i>	<i>Impôt sur le résultat</i>
Pays-Bas	Pays-Bas	Rabobank, DLL, Obvion, Rabo Vast-goed-groep, BPD	Banque de détail domestique, Commerce de gros et Rural, Location, Promotion immobilière	32 208	31 131	5 315	1 246
Autres pays de la zone euro	France	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	193	187	65	17
	Belgique	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	37	71	5	1
	Allemagne	DLL, Rabobank, Rabo Vastgoedgroep, BPD	Location, Commerce de gros et Rural, Immobilier	684	729	-55	-15
	Italie	BPD, DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	145	220	44	15
	Luxembourg	Rabobank	Commerce de gros et Rural	-	-	-	-
	Irlande	DLL, Rabobank	Location, Banque de gros et rural	878	211	107	32
	Finlande	DLL	Location	11	16	3	1
	Autriche	DLL	Location	7	1	2	1
	Portugal	DLL	Location	Portugal	DLL	Location	13
	Espagne	DLL, Rabobank	Location, Banque de gros et rural	85	157	15	4
Au 31 décembre 2024 Reste de l'Europe (hors zone euro)	Royaume-Uni	DLL, Rabobank	Location, Banque de gros et rural	1 472	871	112	30
	Norvège	DLL	Location	73	56	7	2
	Suède	DLL	Location	107	156	2	-3
	Danemark	DLL	Location	41	39	6	2
	Suisse	DLL	Location	10	6	1	1
	Pologne	DLL	Location	42	100	1	-
	Hongrie	DLL	Location	4	16	-	1
	Turquie	DLL, Rabobank	Location, Banque de gros et rural	22	31	15	4
	États-Unis	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	8 105	3 096	522	147
	Canada	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	557	335	70	18
Amérique latine	Mexique	DLL	Location	42	72	7	2
	Brésil	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 111	935	65	-1
	Chili	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	95	132	24	5
	Argentine	DLL	Location	9	13	3	1
	Pérou	Rabobank	Commerce de gros et rural	1	7	2	1
Au 31 décembre 2024 Asie	Inde	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	16	119	13	2
	Singapour	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	340	103	28	4
	Chine	Rabobank	Commerce de gros et rural	32	39	5	12
	Hong Kong	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et rural	682	178	36	7
	Corée du Sud	DLL	Location	17	28	2	-
Australie	Émirats arabes unis	DLL	Location	-	-	-	-
	Australie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	2 370	1 546	247	75
	Nouvelle-Zélande	DLL, Rabobank	Location, Banque de gros et rural	1 171	546	145	40
Autres	Kenya, Ouganda	Rabobank	Location, Banque de gros et rural	3	23	-	-
	Effets de consolidation		Effets de consolidation	-17 512	-	-	-
				<b>33 071</b>	<b>41 190</b>	<b>6 815</b>	<b>1 652</b>

## 5.3 Informations géographiques sur les actifs non courants

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>		<i>2024</i>	
	<i>National</i>	<i>Non-national</i>	<i>National</i>	<i>Non-national</i>
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	542	108	581	108
Immobilisations corporelles et Immeubles de placement	2 425	2 698	2 224	2 804
Autres actifs	4 386	2 016	4 580	2 115
Actifs non courants détenus en vue de la vente	56	56	32	110
<b>Total</b>	<b>4 878</b>	<b>4 878</b>	<b>7 417</b>	<b>5 137</b>

**6. Disponibilités**

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Trésorerie	568	531
Dépôts auprès des banques centrales	62 203	84 343
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>62 771</b>	<b>84 874</b>

**7. Créances sur les établissements de crédit**

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Comptes courants et créances recouvrables	5 754	7 017
Opérations de prise en pension et contrats d'emprunt de titres	27 031	19 594
Prêts	153	309
Autres	114	116
<b>Valeur comptable brut des créances sur les établissements de crédit</b>	<b>33 052</b>	<b>27 036</b>
Charges de dépréciation des créances sur les établissements de crédit		-1
<b>Total des créances sur les établissements de crédit</b>	<b>33 052</b>	<b>27 035</b>

**8. Actifs financiers détenus à des fins de transaction**

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Obligations d'État	778	800
Autres titres de créances	343	339
Prêts	1 522	481
Instruments de capitaux propres	376	120
<b>Total Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 019</b>	<b>1 740</b>

**9. Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur**

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Titres de créance	184	314
Prêts	675	641
Instruments de capitaux propres	2 159	2 214
<b>Total Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur</b>	<b>3 018</b>	<b>3 169</b>

**10. Instruments financiers dérivés**

Rabobank utilise des instruments financiers dérivés pour atténuer, en partie du moins, les risques résultant de ses diverses activités bancaires. Elle utilise, par exemple, des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt résultant du décalage entre les échéances des actifs et des passifs. Un autre exemple est celui des swaps de devises qui servent à couvrir le risque de change auquel la banque est exposée après l'émission de titres de créance en devises étrangères. Outre leur utilisation à des fins de couverture, les instruments financiers dérivés font également l'objet de contrats conclus par la Banque et ses clients afin d'aider ces derniers à gérer leurs risques de taux de change ou de taux d'intérêt.

Les contrats à terme sur devises et les contrats sur taux d'intérêt sont des obligations contractuelles consistant, soit à recevoir ou à payer un montant net calculé sur la base de taux de change ou d'intérêt en vigueur, soit à acheter ou vendre des devises étrangères ou un instrument financier à une date future à un prix fixe déterminé sur un marché financier organisé. Lorsque les garanties des contrats à terme sont fournies sous forme de liquidités, d'équivalents de trésorerie ou de titres négociables et lorsque les variations de la valeur des contrats à terme sont réglées quotidiennement, principalement par l'intermédiaire d'une chambre de compensation avec contrepartie centrale, le risque de crédit est faible. L'exposition au risque de crédit de Rabobank est représentée par le coût potentiel de remplacement des swaps en cas de défaillance des contreparties. Le risque est surveillé en permanence par rapport à la juste valeur actuelle, à une partie du montant notional des contrats et à la liquidité des marchés. Dans le cadre du processus de gestion du risque de crédit, Rabobank utilise les mêmes méthodes d'évaluation des contreparties que pour ses propres activités de crédit.

**10.1 Dérivés détenus à des fins de transaction**

Les instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins de transaction sont ceux qui sont utilisés pour couvrir des risques économiques, sans toutefois être qualifiés d'instruments de couverture ou d'instruments financiers dérivés pour lesquels les entreprises clientes ont conclu avec Rabobank des contrats destinés à couvrir des risques liés aux variations des taux d'intérêt ou de change. L'exposition au risque lié aux instruments dérivés conclus avec des entreprises clientes est normalement couverte en négociant des positions compensées avec une ou plusieurs contreparties professionnelles dans les limites de négociation fixées.

**10.2 Dérivés désignés comme instruments de couverture**

Rabobank dispose de divers instruments financiers dérivés destinés à couvrir les risques économiques, notamment les risques de taux d'intérêt et de change, qui peuvent être qualifiés d'instruments de couverture de juste valeur, de couverture de flux de trésorerie ou de couverture d'un investissement net.

Les couvertures de juste valeur

**IAS 39 – Couvertures de juste valeur des portefeuilles**

Rabobank utilise des swaps de taux d'intérêt et des swaps de change pour couvrir les variations potentielles de la juste valeur dues aux variations des taux d'intérêt ou de change. Les éléments couverts sont des actifs et passifs financiers à revenu fixe, en monnaies locales et étrangères, tels que les prêts hypothécaires, les titres de dette émis, les comptes courants et les dépôts à échéance convenue. Rabobank teste l'efficacité des couvertures sur la base de modèles d'analyse de régression statistique, à la fois de manière prospective et rétrospective pour les couvertures de juste valeur de portefeuille au titre d'IAS 39.

**IFRS 9 – Couvertures de juste valeur des actifs hors portefeuille**

Rabobank utilise des swaps de taux d'intérêt et des swaps de change pour couvrir les variations potentielles de la juste valeur dues aux variations des taux d'intérêt ou de change. Les éléments couverts sont des actifs ou des passifs financiers à revenu fixe libellés en monnaies locales ou en devises étrangères, tels que les titres de créance à

la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global et les titres de créance en devises étrangères. Rabobank analyse les sources d’inefficacité des couvertures de juste valeur des actifs hors portefeuille visées par la norme IFRS 9. La source identifiée d’inefficacité pour les titres de créance émis en devises étrangères est la jambe flottante (hors marge) du swap de taux d’intérêt et de devises. Pour les titres de créance à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global, la source d’inefficacité est le risque d’écart de taux entre devises. Le ratio de couverture correspond à la valeur notionnelle du titre de créance émis en devise étrangère par rapport à la valeur notionnelle du swap de taux d’intérêt et de devises ou à la valeur notionnelle du titre de créance à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global par rapport à la valeur notionnelle du swap de taux d’intérêt.

Le tableau ci-après indique la valeur comptable des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur ainsi que la variation de juste valeur utilisée pour évaluer l’inefficacité de la couverture. La valeur comptable indiquée dans ce tableau correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés avant compensation des sûretés. Les montants indiqués à la sous-section 10.3 correspondent à la valeur comptable après compensation des sûretés.

Pour les principales devises de Rabobank, le taux fixe moyen des swaps de taux d’intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de juste valeur est de 1,94 % (2024 : 1,88 %) pour l’EUR et de 3,25 % (2024 : 2,85 %) pour l’USD.

Le tableau ci-après indique le montant notionnel des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur, répartis en fonction de leur échéance.

Structure des échéances des instruments de couverture dans des couvertures de juste valeur

En millions d’euros	Échéance résiduelle			
	Montant notionnel total	Moins d’un an	1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Au 31 décembre 2025				
Instruments de couverture dans des couvertures de juste valeur	263 288	113 765	35 842	113 681
Au 31 décembre 2024				
Instruments de couverture dans des couvertures de juste valeur	172 332	42 089	41 436	88 807
(1) Présentation ajustée afin de présenter séparément la comptabilité de couverture relative aux dettes subordonnées				

Instruments de couverture désignés dans une couverture de juste valeur du risque de taux d’intérêt

En millions d’euros	Valeur comptable des actifs financiers dérivés	Valeur comptable des passifs financiers dérivés	Valeur comptable des actifs financiers dérivés
Au 31 décembre 2025			
Couverture des prêts et créances envers la clientèle	4 778	1 087	1 489
Couverture des actifs financiers à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	410	240	227
Couverture des dépôts de la clientèle	31	108	10
Couverture des Dépôts des établissements de crédit	410	567	-403
Couverture des titres de créance émis	410	1 321	-11
Couverture des passifs subordonnés	2	574	20
Au 31 décembre 2024			
Couverture des prêts et créances envers la clientèle	7 302	939	-754
Couverture des actifs financiers à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	443	359	-45
Couverture des dépôts de la clientèle	1	27	60
Couverture des Dépôts des établissements de crédit	-	-	-
Couverture des titres de créance émis	945	869	328
Couverture des passifs subordonnés	30	320	60
(1) Présentation ajustée afin de présenter séparément la comptabilité de couverture relative aux dettes subordonnées			

L’inefficacité de la couverture de juste valeur qui s’élève à 35 millions d’euros (2024 : moins 24 millions d’euros) figure dans le compte de résultat au poste « Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat ». Ces valeurs comptables ne coïncident pas avec celles indiquées à la sous-section 10.4 en raison de l’application des règles de compensation.

Éléments couverts désignés à la juste valeur du risque de taux d’intérêt

En millions d’euros	Valeur comptable	Montant cumulé de l’ajustement de la couverture de juste valeur sur l’élément couvert inclus dans la valeur comptable de l’élément couvert	Montant cumulé des ajustements de juste valeur liés à la couverture	Variation de la juste valeur utilisée pour le calcul des éléments couverts qui ne sont plus ajustés au titre des gains et pertes de couverture en raison d’une inefficacité
Au 31 décembre 2025				
Prêts et créances sur la clientèle	67 987	-10 759	-1 411	-9 616
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	27 343		-224	
Dépôts de la clientèle	9 274	-105	-12	-93
Dépôts des établissements de crédit	29 236	-400	388	-109
Titres de créance émis	34 605	-724	-17	-86
Dettes subordonnées	4 701	-453	-21	-321
Au 31 décembre 2024				
Prêts et créances envers la clientèle	53 626	-10 079	746	-7 209
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d’autres éléments du résultat global	16 696	-	52	-
Dépôts de la clientèle	1 604	-81	-61	-81
Dépôts des établissements de crédit	-	-	-	-

Titres de créance émis	46 623	-701	-351	-211
Passifs subordonnés	7 260	-588	-60	-351
(1) Présentation ajustée afin de présenter séparément la comptabilité de couverture relative aux dettes subordonnées				

## Couverture de flux de trésorerie

Rabobank utilise essentiellement deux types de couvertures des flux de trésorerie :

- Les couvertures de marge d'intérêt de titres émis en devises étrangères reposant sur des swaps de devises afin de se protéger contre toute éventuelle variation des taux de change.
- Les couvertures des actifs et passifs en devises étrangères reposant sur des swaps de devises. Pour ces couvertures, toutes les inadéquations comptables résultent de la réévaluation des swaps de devises en réponse à la fluctuation des écarts de conversion. Ces réévaluations sont comptabilisées au bilan par le biais des autres éléments du résultat global au poste « Réserve de réévaluation Coûts de couverture ». De ce fait, les couvertures des flux de trésorerie ne font l'objet d'aucun ajustement.

Rabobank analyse les sources d'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie selon l'IFRS 9. Les couvertures de flux de trésorerie visées par l'IFRS 9 sont efficaces à 100 %.

	Montant notionnel total	Moins d'un an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Au 31 décembre 2025</i>				
<i>Swaps de devises (USD:EUR)</i>				
Montants notionnels de l'instrument de couverture	15 729	3 594	11 929	206
Taux de change moyen (USD:EUR)		1,17	1,16	1,14
<i>Swaps de devises (GBP:EUR)</i>				
Montants notionnels de l'instrument de couverture	192	-	138	54
Taux de change moyen (GBP:EUR)		n/a	0,84	0,85
<i>Swaps de devises (autres devises)</i>				
Montants notionnels de l'instrument de couverture	3 850	1 973	1 861	16
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
<i>Swaps de devises (USD:EUR)</i>				
Montants notionnels de l'instrument de couverture	14 629	5 137	9 122	370
Taux de change moyen (USD:EUR)		1,06	1,07	1,15
<i>Swaps de devises (GBP:EUR)</i>				
Montants notionnels de l'instrument de couverture	593	207	322	64
Taux de change moyen (GBP:EUR)		0,83	0,84	0,85
<i>Swaps de devises (autres devises)</i>				
Montants notionnels de l'instrument de couverture	6 513	2 507	3 986	20

## Couverture de flux de trésorerie, risque de taux d'intérêt et de devises et instruments de couverture désignés

En millions d'euros	Valeur comptable des actifs financiers dérivés	Valeur comptable des passifs financiers dérivés	Variation de la juste valeur utilisée pour le calcul de l'inefficacité de couverture
<i>Au 31 décembre 2025</i>			
Swaps de taux d'intérêt et de devises (USD:EUR)	96	102	57
Swaps de taux d'intérêt et de devises (GBP:EUR)	4	11	20
Swaps de taux d'intérêt et de devises (autres devises)	254	10	1
<b>Total</b>	<b>354</b>	<b>123</b>	<b>78</b>
<i>Au 31 décembre 2024</i>			
Swaps de taux d'intérêt et de devises (USD:EUR)	21	460	-51
Swaps de taux d'intérêt et de devises (GBP:EUR)	9	17	-21
Swaps de taux d'intérêt et de devises (autres devises)	131	6	1
<b>Total</b>	<b>161</b>	<b>483</b>	<b>-71</b>

Pour les variations de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et pour le montant reclassé de réserve de couverture de flux de trésorerie en résultat, il convient de se reporter à la section 30 « Réserves et reports à nouveau ». L'inefficacité de la couverture est nulle et est indiquée dans le compte de résultat sous la rubrique « Gains/ pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

En millions d'euros	Variation de la juste valeur utilisée pour le calcul de l'inefficacité de couverture	Réserve de couverture de flux de trésorerie au titre des couvertures en cours	Réserve de couverture de flux de trésorerie restante provenant de relations de couverture pour lesquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée
<i>Au 31 décembre 2025</i>			
Titres de dette émis	-22	-17	-19
Passifs subordonnés	-56	-54	-
<i>Au 31 décembre 2024</i>			
Titres de dette émis	30	-13	-21
Passifs subordonnés	41	-31	-
(1) Présentation ajustée afin de présenter séparément la comptabilité de couverture relative aux dettes subordonnées			

## Couvertures des investissements nets

Rabobank utilise des contrats à terme sur devises pour couvrir une partie du risque de change lié aux investissements nets dans des entités étrangères.

Structure des échéances et taux moyen des instruments de couverture dans une relation de couverture d'un investissement net

En millions d'euros	Montant notionnel total	Échéance résiduelle au 31 décembre 2025		
		Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats de change à terme				
Montants notionnels des instruments de couverture	4 012	4 012	-	-
Montants notionnels des instruments de couverture	6 425	6 425	-	-

Pour les principales devises, les taux de change moyens utilisés dans la comptabilité de couverture des investissements nets pour 2025 sont de EUR/AUD 1,75 (2024 : 1,64), EUR/NZD 1,94 (2024 : 1,79) et EUR/BRL 6,31 (2024 : 5,83).

En millions d'euros	Valeur comptable des actifs financiers	Valeur comptable des passifs financiers	Variation de la juste valeur utilisée pour le calcul de l'inefficacité de couverture
Au 31 décembre 2025			
Contrats de change à terme	17	52	213
Au 31 décembre 2024			
Contrats de change à terme	58	35	201

Pour les variations de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et pour le montant reclassé de réserve de couvertures d'un investissement net en résultat, il convient de se reporter à la section 30 « Réserves et reports à nouveau ». Le montant de l'inefficacité de la couverture est nul et est indiqué dans le compte de résultat au poste « Gains/ (pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Couverture d'un investissement net – Risque de conversion de devises – Éléments couverts désignés

En millions d'euros	Variation de la juste valeur utilisée pour le calcul de l'inefficacité de couverture	Réserve de conversion des devises au titre des couvertures en cours	Réserve de conversion des devises restantes provenant de relations de couverture pour lesquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée
Au 31 décembre 2025			
Investissement net	(213)	654	134
Au 31 décembre 2024			
Investissement net	(201)	528	136

10.3 Montant notionnel et juste valeur des produits dérivés

Le tableau ci-dessous présente les montants notionnels et les justes valeurs des dérivés tels que présentés dans l'état de la situation financière.

Montant notionnel et juste valeur des produits dérivés

En millions d'euros	Montants notionnels	Justes valeurs		Montants notionnels	Justes valeurs	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	7 266 765	18 915	11 800	6 448 777	22 663	16 422
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	285 688	708	1 062	197 892	767	953
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>7 552 453</b>	<b>19 623</b>	<b>12 862</b>	<b>6 646 669</b>	<b>23 430</b>	<b>17 375</b>
<i>Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction</i>						
<i>Instruments financiers dérivés en devises</i>						
Swaps de devises	408 873	5 893	4 654	421 267	7 575	8 427
Options sur devises – achetées et vendues	6 697	68	71	6 656	99	61
Contrats à terme négociables sur un marché réglementé	344	8	4	364	2	2
Contrats à terme sur devises	597	12	10	732	4	28
<b>Total des instruments financiers dérivés en devises</b>	<b>416 511</b>	<b>5 981</b>	<b>4 739</b>	<b>429 019</b>	<b>7 680</b>	<b>8 518</b>
<i>Instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt</i>						
Swaps de taux d'intérêt de gré à gré	6 612 431	11 770	6 039	5 788 604	13 348	6 723
Options sur taux d'intérêt de gré à gré	103 334	494	469	111 548	748	763
Swaps de taux d'intérêt sur un marché réglementé	116 706	1	1	101 651	2	1
<b>Total des instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt</b>	<b>6 832 471</b>	<b>12 265</b>	<b>6 509</b>	<b>6 001 803</b>	<b>14 098</b>	<b>7 487</b>
instruments financiers dérivés de crédit	4 110	192	38	3 419	56	26
Instruments de capitaux propres/produits dérivés sur indices	-	1	-	-	1	-
Autres instruments financiers dérivés	13 675	477	515	14 536	828	391
<b>Total des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction</b>	<b>7 266 767</b>	<b>18 916</b>	<b>11 801</b>	<b>6 448 777</b>	<b>22 663</b>	<b>16 422</b>
<i>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</i>						
<i>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture dans une couverture de juste valeur</i>						
Swaps de taux d'intérêt et swaps de taux d'intérêt en devises	263 289	337	913	172 332	548	456
<i>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie</i>						
Swaps de taux d'intérêt et swaps de taux d'intérêt en devises	19 770	354	123	21 734	161	483
<i>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture dans des couvertures d'un</i>						

<i>investissement net</i>						
Contrats à terme sur devises	2 629	17	26	3 826	58	14
<b>Total des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>	<b>285 688</b>	<b>708</b>	<b>1 062</b>	<b>197 892</b>	<b>767</b>	<b>953</b>

**11. Prêts et créances envers la clientèle**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Prêts consentis à des clients du secteur privé :</i>		
Découverts	10 023	10 188
Prêts hypothécaires	201 991	194 734
Contrats de location-financement	22 300	22 271
Prêts aux entreprises	210 521	209 587
Autres	17 642	12 965
<i>Prêts à des clients gouvernementaux :</i>		
Contrats de location-financement	197	183
Autres	1 144	1 164
<i>Opérations de prise en pension, contrats d'emprunts et titres et comptes de règlement</i>	21 772	15 908
<b>Valeur comptable brute des prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>485 590</b>	<b>467 000</b>
Ajustement de la comptabilité de couverture	-10 759	-10 079
Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle	-2 512	-2 436
<b>Total des prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>472 319</b>	<b>454 485</b>

Contrats de location financement

Les prêts et créances envers la clientèle englobent également les créances recouvrables provenant de contrats de location-financement qui se répartissent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Créances provenant d'investissements bruts dans des contrats de location-financement</i>		
N'excédant pas 1 an	8 041	8 307
1 à 2 ans	6 056	5 728
2 à 3 ans	4 485	4 183
3 à 4 ans	2 927	2 908
4 à 5 ans	1 687	1 459
Plus de 5 ans	1 187	1 825
<b>Investissement brut dans des contrats de location-financement</b>	<b>24 383</b>	<b>24 410</b>
Produits financiers différés non acquis provenant de contrats de location-financement	2 135	2 226
<b>Investissement net dans des contrats de location-financement</b>	<b>22 248</b>	<b>22 184</b>
Provisions pour pertes sur prêts de location-financement	249	270
<b>Valeur comptable brut des contrats de location-financement</b>	<b>22 497</b>	<b>22 454</b>
Rentabilité d'un investissement net	1 205	1 312

Les contrats de location-financement concernent principalement la location d'équipements, de voitures et de produits d'affacturage. Les valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur s'élevaient à 2 769 millions d'euros (2024 : 2 697 millions d'euros).

**12. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Obligations d'Etat	20 765	11 999
Autres titres de créances	8 655	6 707
Instruments de capitaux propres	134	117
<b>Total des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global</b>	<b>29 554</b>	<b>18 823</b>

Les investissements en fonds propres de Rabobank dans des fournisseurs de services financiers étrangers sont évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global lors de la comptabilisation initiale car ces instruments sont détenus à des fins stratégiques plutôt qu'à des fins de vente à court terme.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Investissements en fonds propres dans des fournisseurs de services financiers étrangers	98	81
Autres investissements en fonds propres	36	36
<b>Total des instruments de capitaux propres</b>	<b>134</b>	<b>117</b>

Au cours de l'exercice 2025, Rabobank a comptabilisé des dividendes d'un montant de 14 millions d'euros dont 0 million d'euros au titre des investissements en fonds propres décomptabilisés en 2025. Les transferts de plus-values ou moins-values dans les capitaux propres au cours de l'exercice sont présentés à la Section 30 au poste « Réserve de réévaluation Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ».

**13. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Solde d'ouverture	2 062	1 793
Écarts de conversion	-12	13

Achats	24	35
Ventes	-75	-68
Part des bénéfices des entreprises associées et des coentreprises	381	474
Dividendes payés et remboursement du capital	-88	-77
Réévaluation	23	-8
Dépréciation des participations dans les entreprises associées	-	-74
Reprise de dépréciation des participations dans les coentreprises	-	4
Autres	-7	-30
<b>Total des participations dans des entreprises associées et des coentreprises</b>	<b>2 308</b>	<b>2 062</b>

### 13.1 Investissements dans des sociétés associées

La principale associée en termes de pourcentage de participation détenu par Rabobank est Achmea.

<i>Au 31 décembre 2025</i>	<i>Participations</i>	<i>Droits de vote</i>
<b>Pays-Bas</b>		
Achmea B.V.	29%	29%

Achmea est un partenaire stratégique de Rabobank pour les produits d'assurance et Interpolis, filiale du groupe Achmea, travaille en étroite collaboration avec Rabobank. Le siège social d'Achmea est situé à Zeist, aux Pays-Bas. Aucune cotation sur le marché n'est disponible pour la participation dans Achmea. La participation en capitaux propres dans Achmea est évaluée selon la méthode de mise en équivalence, ce qui conduit à une valeur comptable de 1 697 millions d'euros.

Une évaluation externe annuelle de la participation dans Achmea est réalisée. Le résultat de cette évaluation n'a pas conduit à constater une dépréciation ni à reprendre une dépréciation, la valeur comptable étant proche de la juste valeur. L'évaluation est réalisée par un expert externe et repose sur une combinaison de méthodes d'évaluation :

Une méthode d'évaluation des flux de trésorerie en partant de l'hypothèse que la valeur des capitaux propres d'une entreprise est égale à la valeur actualisée des dividendes futurs ou des flux de trésorerie futurs après déduction de l'endettement net de l'entreprise. Le taux d'actualisation utilisé pour les opérations réalisées aux Pays-Bas se situe entre 7,5 % et 10,3 % ; et

une méthode des comparables qui est une méthode factorielle reposant sur les données financières et de marché d'autres entreprises présentant des caractéristiques comparables. Les données les plus importantes sont :

le rapport capitalisation boursière/capitaux propres comptables dérivé d'une analyse de régression des rapports capitalisation boursière/capitaux propres comptables d'entreprises comparables et de leur rendement attendu des capitaux propres. Le rapport capitalisation boursière/capitaux propres comptables le plus important se situe entre 0,8 et 1,5 et ;

le coefficient de capitalisation des résultats qui est basé sur la rentabilité de l'exercice en cours et sur les estimations de la rentabilité prévisionnelle à un an et à deux ans des entreprises comparables. Le coefficient de capitalisation des résultats le plus important se situe entre 8,1x et 10,3x.

L'évaluation d'Achmea repose sur une pondération à 50/50 des résultats des deux méthodes d'évaluation.

Rabobank a reçu un dividende en espèces de 72 millions d'euros d'Achmea en 2025 (2024 : 59 millions d'euros) et cette participation est incluse dans le segment opérationnel « Autres segments ».

Rapprochement de la valeur comptable de la participation dans Achmea

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 757	2 131
Investissements	77 501	74 683
Autres actifs	6 079	5 402
<b>Total de l'actif</b>	<b>85 337</b>	<b>82 216</b>
Provisions d'assurance	42 581	43 866
Prêts et fonds empruntés	25 391	25 549
Autres passifs	5 478	3 386
<b>Total du passif</b>	<b>73 450</b>	<b>72 801</b>
Revenus	29 417	28 177
Résultat net	1 197	1 303
Autres éléments du résultat global	35	20
<b>Résultat global</b>	<b>1 232</b>	<b>1 323</b>

	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Total des capitaux propres d'Achmea	11 050	9 410
Moins : capital hybride	1 100	500
Moins : actions privilégiées et dividendes accumulés	13	5
Capitaux propres des actionnaires	<b>9 937</b>	<b>8 905</b>
Participation de Rabobank	29,20%	30,16%
Dépréciation accumulée	2 902	2 686
<b>Valeur comptable</b>	<b>1 697</b>	<b>1 443</b>

### Résultats d'autres entreprises associées

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
----------------------------	-------------	-------------

Résultat de la poursuite des activités	46	84
<b>Résultat net</b>	<b>46</b>	<b>84</b>
Autres éléments du résultat global	2	-26
<b>Résultat global</b>	<b>48</b>	<b>58</b>

**13.2 Investissements dans des coentreprises**  
Pratiquement toutes les coentreprises sont des investissements de BPD. Leur valeur comptable totale s'élève à 105 millions d'euros (2024 : 103 millions d'euros). Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.  
BPD conclut souvent des partenariats dans le domaine du développement de zones résidentielles intégrées. Dans la majorité des cas, chaque membre du partenariat dispose d'une voix décisive et les décisions ne peuvent être adoptées que par consensus. La majorité de ces partenariats sont donc considérés comme des « accords de coentreprise ».

Chaque partenariat dispose de sa propre structure juridique en fonction des besoins et des exigences des parties concernées. La forme juridique (structure d'entreprise) généralement utilisée est la structure néerlandaise « CV-BV » (société en commandite – société à responsabilité limitée) ou la structure « VOF » (société en nom collectif) ou une structure comparable. Dans le cas d'une CV-BV, le risque d'un associé est généralement limité au capital émis et les associés n'ont droit qu'aux actifs nets de l'entité. Dans le cas des sociétés en nom collectif (« VOF »), chaque partie assume, en principe, une responsabilité illimitée et dispose, en principe, d'un droit proportionnel aux actifs et aux obligations du passif de l'entité. En se basant sur la forme juridique, une structure CV-BV est considérée comme une « coentreprise », tandis qu'une structure VOF est considérée comme une « opération commune ». Il convient de noter que les clauses contractuelles et autres faits et circonstances importants peuvent donner lieu à une classification différente.  
Étant donné qu'une structure juridique distincte est constituée pour chaque projet, que les projets ont des partenaires participants différents et que les projets individuels ne sont pas d'une taille substantielle, BPD n'a pas conclu d'accords de coentreprise importants en 2025 et 2024.

Résultats des coentreprises

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Résultat net des activités poursuivies	16	15
Résultat net après impôts des activités abandonnées	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
Autres éléments du résultat global	-	-
<b>Résultat global</b>	<b>16</b>	<b>15</b>

Passifs éventuels des coentreprises  
BPD a contracté des engagements relatifs à des projets immobiliers ainsi que des engagements envers des tiers (y compris des sous-traitants et des architectes) pour un montant de 38 millions d'euros (2024 : 50 millions d'euros). Les engagements relatifs aux terrains s'élèvent à 63 millions d'euros (2024 : 68 millions d'euros).

14. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

<i>En millions d'euros</i>	<i>Goodwill</i>	<i>Logiciels en développés</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Total</i>
<i>Exercice clos au 31 décembre 2025</i>				
Solde d'ouverture	338	221	130	689
Écarts de conversion	-	-6	-	-6
Compléments	12	49	15	76
Cessions de filiales	-	-	-5	-5
Autres	7	4	-2	9
Amortissements	-	-62	-49	-111
Dépréciations	-2	-	-	-2
<b>Solde de clôture</b>	<b>355</b>	<b>206</b>	<b>89</b>	<b>650</b>
Coût	357	1 433	434	2 224
Cumul des amortissements et des dépréciations	-2	-1 227	-345	-1 574
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>355</b>	<b>206</b>	<b>89</b>	<b>650</b>
<i>Exercice clos au 31 décembre 2024</i>				
Solde d'ouverture	322	250	165	737
Écarts de conversion	-	2	-1	1
Compléments	16	38	22	76
Cessions de filiales	-	-6	-5	-11
Autres	-	9	-1	8
Amortissements	-	-68	-50	-118
Dépréciations	-	-4	-	-4
<b>Solde de clôture</b>	<b>338</b>	<b>221</b>	<b>130</b>	<b>689</b>
Coût	338	1 399	456	2 193
Cumul des amortissements et des dépréciations	-	-1 178	-326	-1 504
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>338</b>	<b>221</b>	<b>130</b>	<b>689</b>

Le goodwill restant au 31 décembre 2025 est alloué à l'une des unités génératrices de trésorerie du segment Banque de détail domestique : l'ensemble des agences Rabobank locales. La valeur recouvrable est basée sur la valeur d'usage. La valeur d'usage est déterminée en utilisant les flux de trésorerie attendus dans un avenir proche en se basant sur des prévisions financières. Étant donné que la valeur recouvrable dépassait largement la valeur comptable, Rabobank a conclu que le goodwill alloué à cette unité génératrice de trésorerie n'avait pas subi de dépréciation. Rabobank estime qu'une augmentation de 10 % du taux d'actualisation ou une réduction de 10 % des flux de trésorerie futurs représentent le maximum de changements possibles dans les hypothèses clés. De tels changements n'amènent pas la valeur comptable à

dépasser le montant recouvrable et n'entraîneraient pas de dépréciation.

Les dépréciations des logiciels développés en interne et des autres immobilisations incorporelles sont négligeables prises séparément. Le montant total des dépréciations des logiciels développés en interne s'élève à 0 millions d'euros (2024 : 4 millions d'euros).

### 15. Immobilisations corporelles

#### 15.1 Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Terrains et constructions	597	692
Matériels	202	183
Contrats de location opérationnelles	2 881	2 954
<b>Actifs fixes corporels</b>	<b>3 680</b>	<b>3 829</b>
Actifs liés aux droits d'utilisation	252	282
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>3 932</b>	<b>4 111</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Terrains et constructions</i>	<i>Matériels</i>	<i>Contrats de location opérationnelles</i>	<i>Actifs fixes corporels</i>
<i>Exercice clos au 31 décembre 2025</i>				
Solde d'ouverture	692	183	2 954	3 829
Écarts de conversion	-3	-6	-211	-220
Achats	55	48	1 282	1 385
Cessions de filiales	-11	7	-266	-270
Transfert d'actifs détenus à des fins de vente dépréciations	-84	15	-132	-201
Amortissements	-42	-53	-	-95
Dépréciation des actifs sous contrat de location opérationnelle	-	-	-748	-748
Autres	-10	8	2	-
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>597</b>	<b>202</b>	<b>2 881</b>	<b>3 680</b>
Coût	1 493	672	4 739	6 904
Cumul des amortissements et dépréciations	-896	-470	-1 858	-3 224
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre</b>	<b>597</b>	<b>202</b>	<b>2 881</b>	<b>3 680</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Terrains et constructions</i>	<i>Matériels</i>	<i>Contrats de location opérationnelles</i>	<i>Actifs fixes corporels</i>
<i>Exercice clos au 31 décembre 2024</i>				
Coût	1 851	689	4 655	7 195
Cumul des amortissements et dépréciations	-1 093	-512	-1 901	-3 506
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>758</b>	<b>177</b>	<b>2 754</b>	<b>3 689</b>
Solde d'ouverture	758	177	2 754	3 689
Écarts de conversion	1	1	81	83
Achats	57	67	1 449	1 573
Cessions de filiales	-2	-7	-376	-385
Transfert d'actifs détenus à des fins de vente dépréciations	-48	-	-139	-187
Transferts des immeubles de placement	-14	-	-	-14
Dépréciations	-8	-2	-	-10
Reprises de dépréciation	13	-	-	13
Amortissements	-64	-58	-	-122
Dépréciation des actifs sous contrat de location opérationnelle	-	-	-753	-753
Autres	-1	5	-62	-58
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>692</b>	<b>183</b>	<b>2 954</b>	<b>3 829</b>
Coût	1 747	690	4 932	7 369
Cumul des amortissements et dépréciations	-1 055	-507	-1 978	-3 540
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre</b>	<b>692</b>	<b>183</b>	<b>2 954</b>	<b>3 829</b>

#### 15.2 Contrats de location en tant que locataire

Rabobank a signé plusieurs contrats de location en tant que preneur, principalement pour des biens utilisés comme bureaux et des voitures pour le personnel. Le bilan consolidé fait apparaître les montants suivants relatifs aux contrats de location :

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Contrats de location de biens immobiliers	201	234
Contrats de location de voitures	49	47
Autres contrats de location	2	1
<b>Total des actifs liés au droit d'utilisation</b>	<b>252</b>	<b>282</b>
<b>Total des dettes de loyer</b>	<b>291</b>	<b>335</b>

Les actifs liés au droit d'utilisation qui ont été ajoutés au cours de l'exercice 2025 se sont élevés à 24 millions d'euros (2024 : 29 millions d'euros). Le compte de résultat consolidé indique les chiffres suivants en ce qui concerne les contrats de location :

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Contrats de location de biens immobiliers	56	63
Contrats de location de voitures	22	22
Autres contrats de location	2	2
<b>Charges de dépréciation des actifs liés au droit d'utilisation</b>	<b>80</b>	<b>87</b>
Charges d'intérêts	13	14
Dépenses relatives aux contrats de location à court terme	-	-
Dépenses relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur	-	-
Dépenses relatives aux loyers variables non incluses dans les dettes de loyer included in lease liabilities	6	5

Le montant total des sorties de fonds pour les contrats de location en 2025 s'est élevé à 52 millions d'euros (2024 : 57 millions d'euros).

### 15.3 Contrats de location-exploitation en tant que bailleur

Rabobank a conclu plusieurs contrats de location opérationnelle en tant que bailleur. Les montants des paiements futurs minimaux à recevoir au titre de contrats de location opérationnelle non résiliables se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
N'excédant pas 1 an	794	805
1 à 2 ans	593	603
2 à 3 ans	399	392
3 à 4 ans	243	217
4 à 5 ans	136	106
Plus de 5 ans	97	80
<b>Montant total des paiements à recevoir au titre des contrats de location simple</b>	<b>2 262</b>	<b>2 203</b>

## 16. Immeubles de placement

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Coût</i>	1 066	771
<i>Cumul des amortissements et dépréciations</i>	-149	-68
<b><i>Valeur nette comptable au 1er janvier</i></b>	<b>917</b>	<b>703</b>
<i>Solde d'ouverture</i>	917	703
<i>Achats</i>	76	27
<i>Ventes</i>	-1	-
<i>Transferts depuis la catégorie projets immobiliers</i>	234	225
<i>Transferts vers la catégorie Terrains et Constructions</i>	-	14
<i>Amortissements</i>	-24	-25
<i>Dépréciations</i>	-3	-37
<i>Reprises de dépréciation</i>	26	1
<i>Autres</i>	-34	9
<b><i>Solde de clôture au 31 décembre</i></b>	<b>1 191</b>	<b>917</b>
<b><i>Coût</i></b>	<b>1 355</b>	<b>1 066</b>
<i>Cumul des amortissements et dépréciations</i>	-164	-149
<b><i>Valeur nette comptable au 31 décembre</i></b>	<b>1 191</b>	<b>917</b>

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 1 494 millions d'euros (2024 : 1 091 millions d'euros). Les évaluations externes des immeubles de placement ont été effectuées par des tiers dûment habilités conformément aux normes d'évaluation de la RICS ou à d'autres normes équivalentes. Les immeubles de placement sont évalués, pour la détermination de la juste valeur, selon les méthodes convenant le mieux à ces immeubles. Il s'agit notamment de la méthode d'évaluation par actualisation des flux de trésorerie et de la méthode de capitalisation basée sur les rendements initiaux nets de transactions comparables.

<i>Évaluations</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Évaluations externes	92%	94%
Évaluations internes	8%	6%

La plupart des immeubles de placement sont uniques. Il n'y a souvent pas de marché actif pour des biens similaires situés au même endroit et se trouvant dans le même état. L'évaluation des différents types d'immeubles de placement repose sur de nombreux paramètres qui découlent, le plus possible, des contrats en vigueur et des informations du marché. Un certain degré de jugement et d'appréciation est inévitable. Il en résulte que tous les immeubles de placement ont été classés en niveau 3 conformément à la classification de la juste valeur selon l'IFRS 13. Pour déterminer la juste valeur des immeubles de placement, les paramètres utilisés sont les suivants, en fonction du type d'immeuble : loyer actuel et futur au m<sup>2</sup> attendu sur le marché, taux d'occupation actuel et futur attendu, localisation de l'immeuble, négociabilité de l'immeuble, taux d'actualisation moyen, budget de développement et risque de crédit éventuel.

## 17. Autres actifs

### Autres actifs

<i>En millions</i>	<i>Note</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Créances et charges constatées d'avance		1 534	1 692
Produits de base et reçus d'entrepôts		1 429	1 755
Projets immobiliers		2 441	2 478

Produits à recevoir		471	340
Avantages du personnel	<u>27</u>	9	9
Autres actifs		518	421
<b>Total des autres actifs</b>		<b>6 402</b>	<b>6 695</b>
<b>Projets immobiliers</b>			
<i>En millions d'euros</i>		<b>2025</b>	<b>2024</b>
Chantiers de construction		1 846	1 839
Travaux en cours		454	530
Produits finis		141	109
Total des projets immobiliers		2 441	2 478

En 2025, la valeur nette de la réalisation de l'ensemble des opérations foncières et des sites non soumis à un plan de zonage a été calculée et comparée à leur valeur comptable. Cela s'est traduit par une reprise de 95 millions d'euros sur la provision (2024 : dotation de 18 millions d'euros).

Mouvements sur provisions pour projets immobiliers

<i>En millions d'euros</i>	<i>Solde au 1er janvier 2025</i>	<i>Dotations/reprises</i>	<i>Utilisations/autres variations</i>	<i>Solde au 31 décembre 2025</i>
Chantiers de construction	496	-80	-30	386
Travaux en cours	54	17	-61	9
Produits finis	10	2	-5	7
<b>Total</b>	<b>560</b>	<b>-61</b>	<b>-96</b>	<b>402</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Solde au 1er janvier 2024</i>	<i>Dotations/reprises</i>	<i>Utilisations/autres variations</i>	<i>Solde au 31 décembre 2024</i>
Chantiers de construction	456	39	1	496
Travaux en cours	32	4	18	54
Produits finis	2	8	-	10
<b>Total</b>	<b>490</b>	<b>51</b>	<b>19</b>	<b>560</b>

#### Travaux en cours

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Biens immobiliers à usage résidentiel en cours de développement et en construction	1 085	978
Biens immobiliers à usage commercial en cours de développement et en construction	4	3
Paiements facturés d'avance – biens immobiliers à usage résidentiel	-635	-451
<b>Total des travaux en cours</b>	<b>454</b>	<b>530</b>

#### 18. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants détenus en vue de la vente s'élèvent à 112 millions d'euros (2024 : 142 millions d'euros) et comprennent différents types de biens immobiliers dans le segment Banque de détail nationale pour un montant de 56 millions d'euros (2024 : 31 millions d'euros), ainsi qu'un portefeuille de prêts et une filiale étrangère dans le segment Wholesale & Rural pour un montant de 56 millions d'euros (2024 : 110 millions d'euros). Les valeurs comptables devraient être recouvrées par le biais d'opérations de vente plutôt que par une utilisation continue.

#### 19. Dépôts des établissements de crédit

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Dépôts à vue	632	617
Dépôts à terme fixe	9 511	11 424
Contrats de rachat	34	399
Autres dépôts des établissements de crédit	40	7
<b>Total des dépôts des établissements de crédit</b>	<b>10 217</b>	<b>12 447</b>

#### 20. Dépôts de la clientèle

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Comptes courants et dépôts à vue	314 352	299 776
Dépôts à terme	66 601	72 469
Dépôts remboursables avec préavis	52 884	39 042
Contrats de rachat	66	149
<b>Total des dépôts de la clientèle</b>	<b>433 903</b>	<b>411 436</b>

#### 21. Bons et obligations en circulation

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Certificats de dépôts	18 668	17 880
Effets commerciaux	10 757	10 367
Obligations émises	31 969	32 599
Obligations garanties	22 806	22 782

Autres titres de créances	26 745	33 134
<b>Total des bons et obligations en circulation</b>	<b>110 945</b>	<b>116 762</b>

## 22. Passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont essentiellement des justes valeurs négatives d'instruments financiers dérivés et des obligations de livraison qui découlent de la vente à découvert de titres. Les titres sont vendus à découvert pour réaliser des gains sur les fluctuations de cours à court terme. Les titres nécessaires au règlement des ventes à découvert sont acquis au moyen de contrats de prêt et de rachat de titres. La juste valeur des actions et obligations vendues à découverts s'élève à 464 millions d'euros (2024 : 277 millions d'euros).

## 23. Passifs financiers à la juste valeur

Les instruments non-monétaires des banques centrales qui s'élèvent à 11 milliards d'euros (2024 : 10 milliards d'euros) figurent au poste « Dépôts à terme ».

<i>En millions d'euros</i>	2025	2024
Titres de créance émis	1 274	1 732
Dépôts	784	834
<b>Total des passifs financiers à la juste valeur</b>	<b>2 058</b>	<b>2 566</b>

La variation cumulée de juste valeur des passifs financiers à la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre de Rabobank s'élève à 86 millions d'euros (2024 : 84 millions d'euros). La variation de juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre est calculée en déduisant, instrument financier par instrument financier, la juste valeur actuelle du portefeuille de produits structurés à la date de clôture de la juste valeur recalculée sur la base de la courbe de crédit en vigueur au moment de l'émission, toutes les autres composantes tarifaires restant inchangées. Ce calcul reflète le montant qui peut être attribué à la variation du risque de crédit propre de Rabobank depuis la création de ces titres structurés.

Les gains ou pertes cumulés au cours d'une période considérée qui sont transférés dans les capitaux propres lors de la décomptabilisation ainsi que les montants correspondant aux autres éléments du résultat global figurent à la section 30 du tableau des mouvements de la « Réserve de réévaluation - Variations de juste valeur dues au risque de crédit propre sur instruments financiers à la juste valeur ».

La valeur comptable des produits structurés émis à la juste valeur est inférieure de 276 millions d'euros (2024 : 426 millions d'euros) au montant que Rabobank est contractuellement tenue de rembourser aux porteurs de produits structurés.

## 24. Autres passifs

<i>En millions d'euros</i>	Note	2025	2024
Sommes à payer		5 011	5 099
Dettes de loyer		291	335
Avantages du personnel	<u>27</u>	242	223
Autres		41	45
<b>Total des autres dettes</b>		<b>5 585</b>	<b>5 702</b>

## 25. Provisions

<i>En millions d'euros</i>	Note	2025	2024
Provisions pour restructuration		92	105
Provisions pour contentieux		36	77
Charges de dépréciation sur les engagements de prêt financières et les garanties	4,3,4	102	161
Autres provisions		212	251
<b>Total des provisions</b>		<b>442</b>	<b>594</b>

<i>En millions d'euros</i>	Provisions pour restructuration	Provisions pour contentieux	Autres provisions	Total
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	105	77	251	433
Compléments	75	29	69	173
Retraits	-60	-46	-83	-189
Reprises de provisions	-28	-24	-25	-77
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2025</b>	<b>92</b>	<b>36</b>	<b>212</b>	<b>340</b>
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	34	105	295	434
Compléments	102	32	16	150
Retraits	-19	-39	-52	-110
Reprises de provisions	-12	-21	-8	-41
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2024</b>	<b>105</b>	<b>77</b>	<b>251</b>	<b>433</b>

Pour plus d'informations concernant les dotations à la provision pour litiges, se référer à la section 4.9 « Procédures juridiques et arbitrales ».

Engagement de paiement irrévocable (Irrevocable payment commitment - IPC) relatif au Fonds de résolution unique

Au titre de la contribution au Fonds de résolution unique, Rabobank a choisi, au cours des exercices précédents, la possibilité de s'acquitter d'une partie de ses obligations de paiement par l'intermédiaire d'un engagement de paiement irrévocable. Rabobank considère cet engagement de paiement irrévocable comme une provision, évaluée à zéro, car aucune sortie de trésorerie n'est attendue avant un avenir très lointain. Le montant nominal de l'obligation s'élève à 270 millions d'euros (2024 : 270 millions d'euros). Rabobank a fourni une garantie en espèces liée à l'EPI qui est classée en tant qu'un actif financier évalué au coût amorti.

## Échéances de provisions

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
N'excédant pas 1 an	320	399
Plus d'un an mais moins de 5 ans	104	174
Plus de 5 ans	18	21
<b>Total</b>	<b>442</b>	<b>594</b>

## 26. Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable en tenant compte de toutes les différences temporelles. Les actifs d'impôts différés comptabilisés au titre des reports à nouveau des pertes fiscales et des différences temporelles déductibles ne peuvent être utilisés que si des bénéfices imposables sont réalisés à l'avenir.

Certains actifs d'impôts différés résultant du report de pertes fiscales non utilisées des années précédentes et de différences temporaires dans les segments Promotion immobilière et Commerce de gros et Rural sont dépréciés en 2025 en raison de l'absence d'éléments probants suffisants quant à l'existence de bénéfices imposables futurs suffisants. Dans le segment Autres, une reprise de provision relative à une position fiscale incertaine liée à un exercice fiscal antérieur compense ces charges d'impôt. À la suite de ces évolutions, les pertes fiscales reportables non utilisées pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé ont augmenté pour atteindre 473 millions d'euros (2024 : 121 millions d'euros), dont 382 millions d'euros (2024 : 121 millions d'euros) concernent des pertes fiscales sans limite de durée. L'effet fiscal des pertes fiscales non utilisées s'élève à 142 millions d'euros (2024 : 35 millions d'euros).

Le montant de l'impôt sur le revenu comptabilisé en tant qu'impôt différé se rapportant aux composantes des autres éléments du résultat global est indiqué dans le tableau suivant.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Actifs d'impôt différé</i>	<i>Passifs d'impôt différé</i>	<i>Charges d'impôt différé</i>	<i>Impôt sur les autres éléments du résultat global</i>
<i>Au 31 décembre 2025</i>				
Retraites et autres avantages des salariés postérieurs à l'emploi	21	2	-	1
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	208	-46	72	-
Provisions	11	-12	16	-
Comptabilité de couverture	218	39	59	-
Pertes reportables	135	-5	17	-.
Crédits d'impôt	1	-1	-	-
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	11	-	-	-
Réserve de réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-18	2	-	76
Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie	29	-1	-	22
Réserve de réévaluation – Coûts de couverture	-46	-	-	-37
Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur	24	2	-	-1
Immobilisations corporelles, y compris les contrats de location opérationnelle	125	265	4	-
Autres différences temporelles	50	31	21	-
<b>Total</b>	<b>769</b>	<b>276</b>	<b>189</b>	<b>61</b>

<i>En millions d'euros</i>	<i>Actifs d'impôts différés</i>	<i>Passifs d'impôts différés</i>	<i>Charges d'impôts différés</i>	<i>Impôts sur les autres éléments du résultat global</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
Retraites et autres avantages des salariés postérieurs à l'emploi	22	1	-3	-
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	280	-	-136	-
Provisions	41	-2	-20	-
Comptabilité de couverture	273	35	28	-
Pertes reportables	164	-6	-21	-
Crédits d'impôt	1	-1	5	-
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	8	-	-	-
Réserve de réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	47	-3	-	-9
Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie	20	-2	-	-20
Réserve de réévaluation – Coûts de couverture	-84	-	-	44
Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur	24	2	-	-3
Immobilisations corporelles, y compris les contrats de location opérationnelle	93	243	104	-
Autres différences temporelles	44	6	25	-
<b>Total</b>	<b>933</b>	<b>212</b>	<b>-18</b>	<b>12</b>

L'actif d'impôt courant lié à la conversion des devises des succursales et entités du groupe à l'étranger, ainsi qu'aux couvertures associées, comptabilisé en autres éléments du résultat global au 31 décembre 2025, s'élève à 173 millions d'euros (2024 : passif d'impôt courant de 85 millions d'euros).

## 27. Avantages sociaux des employés

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Avantages du personnel - actif	-9	-9
Avantages du personnel - passif	242	223
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>233</b>	<b>214</b>
Régimes de retraite	16	17
Autres avantages du personnel	217	197
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>233</b>	<b>214</b>

#### 27.1 Régimes de retraite

Rabobank a constitué son régime de retraite néerlandais auprès de Rabobank Pension Fund. Il s'agit d'un régime de retraite à prestations définies selon l'IAS 19, basé sur un âge de départ à la retraite fixé à 68 ans, sur des cotisations patronales à la retraite au taux forfaitaire de 27 % et sur des cotisations salariales de 5,5 %. Les primes de risque et les frais administratifs sont payés séparément par l'employeur. Les frais de versement sont déduits du capital de prévoyance accumulé par la banque.

Rabobank s'acquitte de toutes ses obligations en matière de retraite en versant la prime annuelle de retraite. Rabobank n'a donc plus d'engagements financiers au titre des années d'affiliation sous-jacentes et des droits à la retraite déjà acquis.

Au 1er janvier 2025, le régime de retraite de l'ancienne Friesland Bank n'est plus classé comme régime à prestations définies. Au 31 décembre 2025, seuls quelques petits régimes restent qualifiés de régimes à prestations définies. Il s'agit de régimes de retraite basés sur la moyenne des salaires perçus par un salarié au cours de sa carrière professionnelle ; ils sont gérés par un fonds ou un autre établissement qui doit verser une rémunération aux employés à la retraite sous forme principalement de retraite annuelle. Les cotisations annuelles sont versées aux fonds à un taux permettant de financer de manière adéquate les charges à payer au titre des régimes calculés conformément aux exigences légales locales. Les actifs liés aux régimes gérés par un fonds sont détenus indépendamment des actifs de Rabobank dans des fonds distincts gérés par des agents fiduciaires. Les engagements sont évalués chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode prévue par les IFRS. Les évaluations actuarielles les plus récentes ont été faites fin 2025.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Obligation au titre de prestations définies	107	342
Juste Valeur des actifs du régime de retraite	91	325
<b>Obligation nette au titre de prestations définies</b>	<b>16</b>	<b>17</b>

Mouvements des actifs et passifs du régime de retraite :

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Obligation au titre de prestations définies</i>		
Solde d'ouverture	342	340
Variations des taux de change	-6	7
Charges d'intérêts	5	13
Prestations versées	-3	-18
Règlements	-229	-
Autres	-4	1
Ajustements liés à l'expérience	2	-4
Écarts actuariels résultant des changements apportés aux hypothèses démographiques	2	-
Écarts actuariels résultant des changements apportés aux hypothèses financières	-2	3
<b>Obligation au titre de prestations définies au 31 décembre</b>	<b>107</b>	<b>342</b>
<i>Juste Valeur des actifs du régime de retraite</i>		
Solde d'ouverture	325	313
Variations des taux de change	-7	5
Produits d'intérêts	5	12
Cotisations payées par l'employeur	-	12
Prestations versées	-3	-17
Règlements	-229	-
Autres	-	1
Ajustements liés à l'expérience	-	-6
Réévaluations résultant des changements apportés aux hypothèses financières relatives aux actifs du régime de retraite	-	5
<b>Juste valeur des actifs du régime de retraite au 31 décembre</b>	<b>91</b>	<b>325</b>

Les coûts comptabilisés au compte de résultat sont présentés dans le tableau ci-après.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Charges d'intérêts sur les passifs	5	13
Produits d'intérêts sur les actifs du régime de retraite	-5	-12
Pertes/(gains) sur les restrictions, règlements et coûts	1	-
<b>Total des coûts des régimes de retraite à prestations définies</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Les montants étant devenus très faibles, les tableaux relatifs aux hypothèses actuarielles moyennes pondérées, à l'analyse de sensibilité, aux contributions estimées et à la durée moyenne ne sont plus publiés.

#### 27.2 Autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel comprennent essentiellement les provisions pour indemnités de fin de contrat et l'enveloppe allouée aux employés pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

**28. Dettes subordonnées**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Émises par Rabobank	6 010	7 909
<b>Total des dettes subordonnées</b>	<b>6 010</b>	<b>7 909</b>

Les détails des dettes subordonnées émises sont présentés dans le tableau ci-après :

**Dettes subordonnées émises par Rabobank**

*En millions d'euros*

<i>Notionnel</i>	<i>Devise</i>	<i>Coupon</i>	<i>Année d'émission</i>	<i>Année d'échéance</i>
90	AUD	5,454%	2022	2037
60	AUD	5,00%	2022	2037
750	EUR		2022	2032, remboursement anticipé possible en 2027
		3,875%		
1 500	USD	3,75%	2016	2026
1 250	USD	5,25%	2015	2045
1 000	GBP	4,625%	2014	2029
1 250	USD	5,75%	2013	2043
500	GBP	5,25%	2012	2027
	JPY		2022	2034, remboursement anticipé possible en 2029
7 000		1,23%		
300	AUD		2022	2032, remboursement anticipé possible en 2027
		7,07%		
200	AUD		2022	2032, remboursement anticipé possible en 2027
		7,35%		
20 000	JPY	1,55%	2023	2033, remboursement anticipé possible en 2028

**29. Passifs éventuels****Passifs éventuels de crédit**

Rabobank conclut des contrats de prêt irrévocables et supporte des passifs éventuels constitués de garanties financières et de lettres de crédit standby pour le compte de ses clients. En vertu de ces contrats, Rabobank est tenue d'exécuter une obligation contractuelle ou d'effectuer des paiements au bénéficiaire en cas de non-respect par un tiers de ses obligations. Le tableau ci-après indique le montant de l'utilisation potentielle maximale des passifs éventuels liés au crédit.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Garanties financières	4 650	6 054
Engagements de prêt	64 047	61 25821
Autres engagements	28 956	25 234
<b>Passifs éventuels de crédit</b>	<b>97 653</b>	<b>92 546</b>
<i>(1) Certains éléments hors bilan de DLL ne sont plus considérés comme des engagements de prêt. Les données comparatives 2024 ont été réduites de 946 millions d'euros.</i>		

**Passifs éventuels résultant de litiges**

Rabobank est partie à plusieurs procédures judiciaires et d'arbitrage engagées aux Pays-Bas et dans d'autres pays, en raison de plaintes déposées par le groupe Rabobank ou à son encontre en rapport avec ses activités. Pour de plus amples informations, prière de se reporter à la sous-section 4.9 « Procédures judiciaires et d'arbitrage ».

**Autres passifs éventuels.**

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition, la construction, aux travaux en cours et aux immeubles de placement s'élèvent à 1 208 millions d'euros (2024 : 1 172 millions d'euros).

**30. Réserves et reports à nouveau**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Réserves pour écarts de conversion	-1 586	-609
Réserve de réévaluation - Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-30	-265
Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie	-89	-64
Réserve de réévaluation – Coûts de couverture	133	242
Réserve de réévaluation – Retraites	-31	-69
Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur	-64	-62
Reports à nouveau	45 990	41 769
<b>Total des réserves et reports à nouveau à la fin de l'exercice</b>	<b>44 323</b>	<b>40 942</b>

Les changements apportés aux réserves sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Réserves pour écarts de conversion</i>		
Solde d'ouverture	-609	-938
Opérations de conversion de devises	-1 194	116
Changements apportés aux instruments de couverture	213	201
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	2	12
Transferts au compte de résultat	2	-
<b>Solde de clôture</b>	<b>-1 586</b>	<b>-609</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Réserves de réévaluation – Titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global</i>		
Solde d'ouverture	-101	-81
Écarts de conversion	-2	-1
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	1	2
Variations de juste valeur	176	-92
Transferts au compte de résultat	36	71
<b>Solde de clôture</b>	<b>110</b>	<b>-101</b>
<i>Réserves de réévaluation – Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global</i>		
Solde d'ouverture	-164	-107
Transferts vers les résultats non distribués	11	-
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	3	-25
Variations de juste valeur	10	-32
<b>Solde de clôture</b>	<b>-140</b>	<b>-164</b>
<i>Réserve de réévaluation – Coûts de couverture</i>		
<i>Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie</i>		
Solde d'ouverture	-64	-59
Écarts de conversion	-88	53
Variations de juste valeur	54	-60
Transferts au compte de résultat	9	2
<b>Solde de clôture</b>	<b>-89</b>	<b>-64</b>
<i>Réserve de réévaluation – Coûts de couverture</i>		
Solde d'ouverture	242	116
Écarts de conversion	-3	-1
Variations de juste valeur	-66	129
Transferts au compte de résultat	-40	-2
<b>Solde de clôture</b>	<b>133</b>	<b>242</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Réserve de réévaluation – Retraites</i>		
Solde d'ouverture	-69	-75
Écarts de conversion	1	-1
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	17	3
Revalorisation des régimes à prestations définies	3	4
Règlements	17	-
<b>Solde de clôture</b>	<b>-31</b>	<b>-69</b>
<i>Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur</i>		
Solde d'ouverture	-62	-52
Variations de juste valeur	-4	-12
Réalisation d'une décomptabilisation	2	2
<b>Solde de clôture</b>	<b>-64</b>	<b>-62</b>
<i>Reports à nouveau</i>		
Solde d'ouverture	41 769	37 438
Résultat net	4 906	5 098
Paiements sur les instruments de capitaux propres	-644	-667
Rachat de Certificats Rabobank	-	-85
Rachat de Titres de capital	-6	-
Règlement du régime de retraite	-17	-
Cession d'instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-11	-
Autres	-7	-15
<b>Solde de clôture</b>	<b>45 990</b>	<b>41 769</b>
<b>Total des réserves et reports à nouveau</b>	<b>44 323</b>	<b>40 942</b>

## 31. Certificats Rabobank

À compter du 25 juin 2025, les certificats Rabobank ne sont plus émis par la fondation Stichting Administratie Kantoor Rabobank Certificaten, mais directement par Rabobank. Les Certificats Rabobank sont cotés sur Euronext Amsterdam. Le nombre total de certificats, y compris ceux détenus par Rabobank, s'élève à 3 13 005 461 (31 décembre 2024 : 3 13 005 461), avec une valeur nominale de 25 euros chacun, soit un total de 7 825 millions d'euros (31 décembre 2024 : 7 825 millions d'euros). Au 31 décembre 2025, les certificats Rabobank comptabilisés en capitaux propres s'élèvent à 6 909 millions d'euros (31 décembre 2024 : 6 909 millions d'euros) et représentent un total de 276 352 572 (31 décembre 2024 : 276 352 572) certificats émis auprès de tiers, constituant des fonds propres CET1.

Le montant versé en espèces par certificat en 2025 était de 1,625 euros. Les montants présentés dans le tableau ci-dessous sont comptabilisés en capitaux propres et sont basés sur une valeur nominale de 25 euros par certificat Rabobank. Les flux de trésorerie résultant des changements survenus au cours de l'année dans les Certificats Rabobank sont inclus dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Variations au cours de l'exercice :		
Solde d'ouverture	6 909	7 825
Rachat de Certificats Rabobank	-	-916
<b>Variations enregistrées par les Certificats Rabobank au cours de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>6 909</b>	<b>6 909</b>

32. Titres de capital

32.1 Titres de capital

Tous les Titres de capital émis par Rabobank sont perpétuels et n'ont pas de date d'expiration. La répartition discrétionnaire des Titres de capital par émission est la suivante :

Émission d'un montant de 750 millions d'euros

Le taux du coupon est de 3,10 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (21 avril 2021), le premier paiement étant fixé au 29 juin. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 juin 2028. Dès le 29 décembre 2028 et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + 3,234 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission d'un montant de 1 250 millions d'euros

Le coupon s'élève à 3,25 % par an et est payable semestriellement à terme échu à compter de la date d'émission (9 septembre 2019), pour la première fois le 29 décembre 2020. Ces titres de capital sont perpétuels et remboursables pour la première fois le 29 décembre 2026. À compter du 29 décembre 2026, et sous réserve que les titres de capital ne soient pas remboursés par anticipation, la distribution est fixée pour une période de cinq ans, sans step-up, sur la base du taux swap euro à 5 ans + 3,702 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission d'un montant de 1 000 millions d'euros

Le coupon s'élève à 4,375 % par an et est payable semestriellement à terme échu à compter de la date d'émission (14 juillet 2020), pour la première fois le 29 décembre 2020. Ces titres de capital sont perpétuels et remboursables pour la première fois le 29 juin 2027. À compter du 29 décembre 2027, et sous réserve que les titres de capital ne soient pas remboursés par anticipation, la distribution est fixée pour une période de cinq ans, sans step-up, sur la base du taux swap euro à 5 ans + 4,679 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission d'un montant de 1 000 millions d'euros

Le taux du coupon est de 4,875 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (6 avril 2022), le premier paiement étant fixé au 29 juin 2022. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 juin 2029. Dès le 29 décembre 2029, et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + Le coupon est entièrement discrétionnaire.

32.2 Titres de capital remboursés au cours de la période de reporting

Rabobank a remboursé ses titres de capital émis le 11 septembre 2018, pour un montant de 1 000 millions d'euros, à la première date de remboursement du 29 décembre 2025, conformément à leurs conditions générales.

33. Participations ne donnant pas le contrôle

Ce poste concerne les participations ne donnant pas le contrôle de filiales de Rabobank.

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Solde d'ouverture	621	599
Résultat net	51	65
Variations des taux de change	-33	-1
Entités ayant fait l'objet de consolidation/entités déconsolidées	41	5
Dividendes	-40	-43
Autres	-1	-4
<b>Solde de clôture</b>	<b>639</b>	<b>621</b>

Les filiales de Rabobank détenant le plus grand nombre de participations ne donnant pas le contrôle sont AGCO Finance SAS et AGCO Finance LLC. Les deux entités sont comptabilisées dans le segment Location.

AGCO Finance SAS est basée à Beauvais, en France ; Rabobank détient 51 % de son capital social et des droits de vote. Les participations ne donnant pas le contrôle de cette entité s'élèvent à 194 millions d'euros (2024 : 160 millions d'euros). Les données financières de l'entité sont les suivantes :

AGCO Finance SAS

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Revenus	82	70

Résultat net	49	37
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global	49	37
Bénéfices attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	24	18
Dividendes payés pour les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Actifs financiers	2 862	2 612
Autres actifs	29	57
Passifs financiers	2 374	2 243
<b>Autres passifs</b>	<b>122</b>	<b>99</b>

AGCO Finance LLC est basée à Johnston, aux États-Unis ; Rabobank détient 51 % de son capital social et des droits de vote. Les participations ne donnant pas le contrôle de cette entité s'élèvent à 115 millions d'euros (2024 : 117 millions d'euros). Les données financières de l'entité sont les suivantes :

AGCO Finance LLC

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Revenus	83	86
Résultat net	42	53
Autres éléments du résultat global		
<b>Résultat global</b>	<b>42</b>	<b>53</b>
Bénéfices attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	21	26
Dividendes payés pour les participations ne donnant pas le contrôle	9	7
Actifs financiers	3 036	3 727
Autres actifs	56	25
Passifs financiers	2 683	3 326
Autres passifs	175	188

#### 34. Variations des passifs découlant des activités de financement

<i>En millions d'euros</i>	<i>Bons et obligations en circulation</i>	<i>Dettes subordonnées</i>	<i>Total</i>
<i>Exercice clos au 31 décembre 2025</i>			
Solde d'ouverture	116 762	7 909	124 671
Variations résultant des flux de trésorerie de financement	-536	-1 450	-1 986
Effets des variations des taux de change	-5 424	-559	-5 983
Autres variations non financières	143	110	253
<b>Solde de clôture</b>	<b>110 945</b>	<b>6 010</b>	<b>116 955</b>
<i>Exercice clos au 31 décembre 2024</i>			
Solde d'ouverture	122 519	8 817	131 336
Variations résultant des flux de trésorerie de financement	-9 742	-703	-10 445
Effets des variations des taux de change	2 538	377	2 915
Autres variations non financières	1 447	-582	865
<b>Solde de clôture</b>	<b>116 762</b>	<b>7 909</b>	<b>124 671</b>

#### 35. Produits d'intérêts nets

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<i>Produits d'intérêts</i>		
Disponibilités	2 322	3 983
Prêts et créances sur les établissements de crédit	843	1 120
Prêts et créances envers la clientèle	20 665	21 494
Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture à la juste valeur/(dépendances)	-335	-421
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	825	538
<b>Produits d'intérêts provenant d'actifs financiers calculés d'après la méthode des intérêts effectifs</b>	<b>24 320</b>	<b>26 714</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	114	137
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	25	18
Autres	106	127
<b>Autres produits d'intérêts</b>	<b>245</b>	<b>282</b>
<b>Total des produits d'intérêts</b>	<b>24 565</b>	<b>26 996</b>
<i>Charges d'intérêts</i>		
Dépôts des établissements de crédit	574	900
Dépôts de la clientèle	7 725	8 840
Bons et obligations en circulation	4 033	4 837
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	37	37
Instruments financiers dérivés détenus en tant qu'éléments de couverture économique (revenus)/dépendances	-255	-345
Passifs financiers à la juste valeur	81	79
Dettes subordonnées	366	405

Autres	3	182
<b>Total des charges d'intérêts</b>	<b>12 564</b>	<b>14 935</b>
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>12 001</b>	<b>12 061</b>

Les intérêts capitalisés attribuables aux actifs qualifiés se sont élevés à 19 millions d'euros (2024 : 14 millions d'euros). Le taux d'intérêt moyen appliqué pour déterminer les charges d'intérêts à capitaliser se situait entre 3 % et 5 % (2024 : 2 % et 7 %). Les produits d'intérêts sur les actifs financiers dépréciés se sont élevés à 455 millions d'euros (2024 : 572 millions d'euros).

### 36. Résultat net des honoraires et commissions

<i>En millions d'euros</i>	2025	2024
<i>Honoraires et commissions (produits)</i>		
Services de paiement	1 123	1 062
Prêts	520	441
Achats et ventes d'autres actifs financiers et frais de gestion	458	382
Commissions d'assurance	464	455
Honoraires liés aux locations	39	40
Autres commissions perçues	228	284
<b>Total des honoraires et commissions perçus</b>	<b>2 832</b>	<b>2 664</b>
<i>Honoraires et commissions (charges)</i>		
Services de paiement	278	254
Achats et ventes d'autres actifs financiers et frais de gestion	67	60
Droits de garde et services liés aux valeurs mobilières	11	13
Autres charges de commission	46	35
<b>Total des honoraires payés et des charges de commission</b>	<b>402</b>	<b>362</b>
<b>Résultat net des commissions</b>	<b>2 430</b>	<b>2 302</b>

### 37. Résultat net des autres activités opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	2025	2024
Produits des activités immobilières	944	962
Charges des activités immobilières	762	818
<b>Résultat net des activités immobilières</b>	<b>182</b>	<b>144</b>
Produits des activités de location opérationnelle	1 042	1 061
Charges des activités de location opérationnelle	748	754
<b>Résultat net des activités de location opérationnelle</b>	<b>294</b>	<b>307</b>
Produits des immeubles de placement	58	45
Charges des immeubles de placement	18	72
<b>Résultat net des immeubles de placement</b>	<b>40</b>	<b>-27</b>
<b>Résultat net des autres activités opérationnelles</b>	<b>516</b>	<b>424</b>

Les produits issus des activités de location opérationnelle relatifs aux paiements variables ne dépendant pas d'un indice ou d'un taux s'élèvent à 120 millions d'euros (2024 : 104 millions d'euros). Toutes les dépenses afférentes aux immeubles de placement se rapportent à des biens immobiliers loués.

### 38. Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

<i>En millions d'euros</i>	2025	2024
Quote-part des participations de Rabobank dans des entreprises associées et des coentreprises	381	474
Participations cédées dans des entreprises associées et des coentreprises	-11	-10
<b>Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises</b>	<b>370</b>	<b>464</b>

### 39. Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat

<i>En millions d'euros</i>	2025	2024
Gains/ (pertes) sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	754	687
Gains/ (pertes) sur les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le résultat	156	100
Gains/ (pertes) sur les passifs financiers à la juste valeur et sur les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt de ces passifs financiers	-15	-9
<b>Total des gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat</b>	<b>895</b>	<b>778</b>

Les gains/(pertes) sur les passifs financiers à la juste valeur et les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt de ces passifs financiers sont principalement liés aux variations de juste valeur du portefeuille de produits structurés attribuables aux variations i) des taux d'intérêt du marché et ii) aux profits du premier jour directement comptabilisés au compte de résultat pour un montant de 0 million d'euros (2024 : 3 millions d'euros). Les résultats liés aux variations de juste valeur des produits structurés dues aux variations des taux d'intérêt du marché sont largement compensés par les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir ce risque de taux d'intérêt.

<i>En millions d'euros</i>	2025	2024
Gains/ (pertes) sur les instruments de taux	1 182	206

Gains/ (pertes) sur les instruments de capitaux propres	201	18
Gains/ (pertes) de change	-861	317
Gains/ (pertes) sur devises étrangères	171	-33
Autres	202	270
<b>Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat</b>	<b>895</b>	<b>778</b>

**40. Autres revenus**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation des passifs financiers au coût amorti	80	10
Résultat des ventes de sociétés du groupe	-1	-
Autres	165	171
<b>Autres revenus</b>	<b>244</b>	<b>181</b>

**41. Frais de personnel**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Salaires et rémunérations	3 929	3 714
Cotisations de sécurité sociale et primes d'assurance	446	412
Coûts des retraites – régime à cotisations définies	559	516
Coûts des retraites – régime de retraite à cotisations	1	1
Frais de formation et de voyage	161	163
Compléments/ (reprises) d'autres provisions pour avantages postérieurs à l'emploi	63	44
Autres frais de personnel	1 144	1 315
<b>Charges de personnel</b>	<b>6 303</b>	<b>6 165</b>

Exprimé en équivalent temps plein (Full-Time Equivalent - FTE), le nombre des employés internes et externes de Rabobank s'élevait à 48 202 personnes (2024 : 49 272 personnes).

Rabobank dispose d'une Politique de Rémunération de Groupe, mise à jour régulièrement, qui tient compte des dispositions du droit néerlandais sur les politiques de rémunération des sociétés financières. Dans la mesure où les salariés néerlandais ont toujours droit à une rémunération variable, celle-ci ne dépasse jamais 20 % en moyenne de la rémunération fixe. En dehors des Pays-Bas, la rémunération variable n'excède jamais 100 % de la rémunération fixe. Dans la mesure où des collaborateurs identifiés (collaborateurs pouvant avoir une influence significative sur le profil de risque du Groupe Rabobank) ont droit à une rémunération variable, celle-ci est attribuée pour une période donnée afin que les risques liés aux activités sous-jacentes soient pris en compte de manière adéquate. Une part importante de la rémunération variable fait l'objet d'un versement différé ; 40 % de la rémunération variable sont versés de manière différée. Si la rémunération variable totale dépasse 500 000 euros, 60 % de la rémunération variable totale font l'objet d'un paiement différé. La part directe de la rémunération variable est inconditionnelle, tandis que la part différée est conditionnelle. Un quart de la part différée devient inconditionnel chaque année (également appelé « acquisition des droits à la retraite »). Pour les cadres supérieurs, la part variable directe et donc inconditionnelle est de 40 %, tandis que la part variable différée est de 60 %. Un cinquième de la part variable différée devient inconditionnel chaque année (acquisition en cours des droits). Rabobank se doit, entre autres, de déterminer si une réduction significative de la performance financière a eu lieu ou si un changement important dans la gestion des risques est survenu au sein de Rabobank ou d'une unité commerciale et si cela implique d'envisager sous un autre angle les circonstances dans lesquelles la rémunération variable a été accordée. En principe, le droit à percevoir une rémunération allouée à titre conditionnel prend fin lorsque le salarié quitte son emploi. 50 % de la rémunération variable, tant pour la part immédiate que différée, est versée en numéraire.

La rémunération est attribuée en numéraire. La composante en espèces de la part variable directe est attribuée immédiatement. La composante en espèces de la part différée n'est attribuée aux salariés qu'après l'acquisition des droits (après une période de quatre ou cinq ans). 50 % de la part variable directe et de la part variable différée de la rémunération sont alloués sous la forme d'instruments (composante en instruments), à savoir la Note de rémunération différée (Deferred Remuneration Note - DRN). La composante en instruments de la part directe est attribuée immédiatement. La composante en instruments de la part différée n'est attribuée aux salariés qu'après l'acquisition des droits (après une période de quatre ou cinq ans).

La valeur de la DRN est directement liée au prix d'un Certificat Rabobank (CR) coté sur Euronext Amsterdam. La composante en instruments est convertie en DRN au moment de l'attribution à la fin de l'année de performance. Le nombre de DRN est déterminé sur la base des taux de clôture des Certificats Rabobank, négociés sur Euronext Amsterdam le premier jour de chaque mois de l'année de performance. Il s'agit donc à la fois de la composante en instruments de la part variable directe et de la part variable différée de la rémunération. Le nombre final de DRN relatif à la part différée est établi lors de l'acquisition des droits après une période de quatre ou cinq ans). Le paiement de la composante en instruments est soumis à une période de conservation d'un an. À l'expiration de la période de conservation, l'employé reçoit, pour chaque DRN (ou partie de celle-ci), un montant en espèces correspondant à la valeur de la DRN à ce moment-là.

Le paiement de la rémunération variable est évalué selon l'IAS 19 « Avantages du personnel ». La part variable directe de la rémunération est comptabilisée au bilan de l'exercice en cours, tandis que la part différée est comptabilisée au bilan des exercices précédant l'acquisition des droits. Le même système s'applique également, d'une manière générale, au personnel non identifié, bien qu'aucune politique de report ne s'applique à première tranche de cent trente mille euros (130 000 €). La part directe et la part différée sont payées intégralement en espèces, ce qui signifie qu'aucune DRN n'est accordée.

Au 31 décembre 2025, les charges relatives aux paiements fondés sur des instruments de capitaux propres s'élevaient à 18 millions d'euros (2024 : 17 millions d'euros) et un passif de 41 millions d'euros a été comptabilisé (2024 : 37 millions d'euros), dont 16 millions d'euros (2024 : 16 millions d'euros) étaient acquis. Les charges de rémunération variable réglées en numéraire s'élevaient à 282 millions d'euros (2024 : 287 millions d'euros). Le nombre de DRN en circulation est indiqué dans le tableau ci-après.

<i>en milliers</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Solde d'ouverture	1 859	1 595
Accordées au cours de l'année	628	707
Payées au cours de l'année	-550	-432
Variations par rapport à l'exercice précédent		-11

<b>Solde de clôture</b>	<b>1 938</b>	<b>1 859</b>
-------------------------	--------------	--------------

La valeur d'une DRN est directement liée au prix d'un Certificat Rabobank. Les estimations des paiements devant être effectués au titre de la rémunération variable sont indiquées dans le tableau ci-après.

<i>Au 31 décembre 2025</i> <i>En millions d'euros</i>	<i>Année de paiement</i>							<i>Total</i>
	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>	<i>2029</i>	<i>2030</i>	<i>2031</i>	<i>2032</i>	
Rémunération variable, exclusion faite des NRD	280,4	9,1	7,9	6,3	2,2	0,1	-	306,0
NRD	17,0	17,1	7,5	6,2	4,3	2,2	0,1	54,4
<b>Total</b>	<b>297,4</b>	<b>26,3</b>	<b>15,4</b>	<b>12,5</b>	<b>6,5</b>	<b>2,3</b>	<b>0,1</b>	<b>360,4</b>

<i>Au 31 décembre 2024</i> <i>En millions d'euros</i>	<i>Année de paiement</i>							<i>Total</i>
	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>	<i>2029</i>	<i>2030</i>	<i>2031</i>	
Rémunération variable, exclusion faite des NRD	284,0	8,9	8,9	7,6	2,4	0,2	-	312,0
NRD	14,9	16,5	6,5	5,5	4,3	2,4	0,1	50,2
<b>Total</b>	<b>298,9</b>	<b>25,4</b>	<b>15,4</b>	<b>13,1</b>	<b>6,7</b>	<b>2,6</b>	<b>0,1</b>	<b>362,2</b>

#### 42. Autres frais administratifs

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Compléments et reprises de provisions	96	109
Dépenses informatiques et coûts des logiciels	695	644
Honoraires de conseil et autres services professionnels	461	529
Frais de publicité	144	148
Résultat de la décomptabilisation et de la dépréciation des immobilisations corporelles/incorporelles	1	13
Autres dépenses	724	576
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>2 121</b>	<b>2 019</b>

#### 43. Amortissements et dépréciations

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Dépréciation des immobilisations corporelles	95	122
Dépréciation des actifs liés au droit d'utilisation	80	87
Amortissement des immobilisations incorporelles	111	118
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>286</b>	<b>327</b>

#### 44. Charges de dépréciation des actifs

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Prêts et créances envers la clientèle et créances sur les établissements de crédit	921	582
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	4	4
Recouvrements sur créances passées en pertes	-109	-102
Engagements de prêt et garanties financières	-52	-16
<b>Charges de dépréciation des actifs financiers</b>	<b>764</b>	<b>468</b>

#### 45. Impôts régulateurs

Les impôts régulateurs comprennent la taxe sur les opérations bancaires, les prélèvements sur les banques et les contributions au Fonds de résolution unique ainsi que les contributions au Système de garantie des dépôts.

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Taxe sur les opérations bancaires – Pays-Bas	185	184
Contribution au Fonds de résolution unique	1	1
Contribution au Fonds de garantie des dépôts	48	81
<b>Impôts régulateurs</b>	<b>234</b>	<b>266</b>

#### 46. Impôt sur le résultat

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
<i>Impôt sur le résultat</i>		
Période de reporting	1 713	1 792
Ajustements des impôts courants des exercices antérieurs	-146	-121
Ajustements des impôts différés des exercices antérieurs	157	
Comptabilisation des pertes fiscales n'ayant pas été précédemment comptabilisées	-2	-2
Impôts différés	37	-16
<b>Total de l'impôt sur le résultat</b>	<b>1 759</b>	<b>1 652</b>

Le taux d'imposition effectif est de 26,2 % (2024 : 24,2 %) et diffère du taux statutaire de l'impôt sur les sociétés aux Pays-Bas. Cette différence s'explique de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>		<i>2024</i>	
Résultat courant avant impôts		6 716		6 815
Taux d'imposition en vigueur	25,8%	1 733	25,8%	1 758
Augmentation/(diminution) des impôts résultant :				
Revenus non imposables	-1,8%	-121	-2,0%	-133
Répercussion des taux d'imposition étrangers	-0,1%	-6	0,0%	1
Dépenses non déductibles	2,5%	165	2,7%	181
Comptabilisation des pertes fiscales n'ayant pas été précédemment comptabilisées	-0,0%	-2	-0,0%	-2
Autres différences permanentes	-1,0%	-67	-1,0%	-70
Ajustements des exercices précédents	-1,7%	-114	-1,8%	-121
Ajustements dus à des variations de taux de change	0,1%	4	-0,0%	-1
Dépréciation des impôts différés	1,9 % 1	125	-0,0%	-1
Autres éléments d'imposition non récurrents	0,6%	42	0,6%	40
<b>Total de l'impôt sur le résultat</b>	<b>26,2%</b>	<b>1 759</b>	<b>24,2%</b>	<b>1 652</b>
<i>(1) Les actifs d'impôts différés résultant du report de pertes fiscales non utilisées dans les segments Commerce de gros et Rural, Promotion immobilière ne sont plus comptabilisés en raison d'un historique récent de pertes et de l'absence d'autres éléments probants convainquants démontrant l'existence de bénéfices imposables futurs suffisants. Cela a conduit à une charge d'impôt sur le résultat au titre des exercices antérieurs de 58 millions d'euros dans le segment Commerce de gros et Rural et de 67 millions d'euros dans le segment Promotion immobilière.</i>				

Les dépenses non déductibles concernent principalement la taxe sur les opérations bancaires et les charges d'intérêt relevant de la réglementation néerlandaise visant à éviter la sous-capitalisation (« thin cap ») des banques. Les autres différences permanentes comprennent principalement l'effet fiscal des paiements d'intérêts sur les titres de capital. Les ajustements relatifs aux exercices antérieurs s'expliquent par l'achèvement et le dépôt des déclarations fiscales.

En vertu de la législation Pilier Deux, Rabobank est tenue d'acquitter un impôt complémentaire correspondant à l'écart entre son taux effectif d'imposition GloBE (règles mondiales de lutte contre l'érosion de la base d'imposition) par juridiction et le taux minimum de 15 %. Rabobank a estimé, sur la base des états financiers, qu'aucun impôt complémentaire ou seulement un montant non significatif serait dû. Rabobank a appliqué l'exception relative à la comptabilisation et à la publication d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat relevant du Pilier Deux.

#### 47. Transactions avec des parties liées

Deux parties sont considérées comme liées si l'une des deux exerce un contrôle ou a une influence notable sur l'autre en ce qui concerne les décisions financières ou opérationnelles. Dans le cours normal de ses activités, Rabobank effectue des opérations très diversifiées avec des entités liées comme, Ils portent sur différents types de prêts, de dépôts et d'opérations en devises. Les transactions entre parties liées comprennent également les transactions avec les entreprises associées, les fonds de pension, les coentreprises, le Directoire et le Conseil de Surveillance. Ces transactions sont effectuées en respectant les conditions commerciales et les prix du marché. Les transactions intragroupes de Rabobank ne sont pas présentées dans les états financiers consolidés.

Dans la pratique normale de ses affaires, Rabobank réalise des opérations bancaires avec des parties liées. Il s'agit d'octroi de prêts, d'opérations de dépôt et de transactions en devises étrangères. Ces transactions sont effectuées en respectant les conditions commerciales et les prix du marché. Le volume des transactions entre parties liées, les soldes impayés en fin d'exercice et les produits et charges correspondants au cours de l'exercice sont présentés dans le tableau ci-après. Les opérations et soldes avec les membres du Directoire et ceux du Conseil de Surveillance sont présentés à la section 49. Les transactions réalisées avec les fonds de pension sont présentées à la section 27.

*En millions d'euros*

<i>En millions d'euros</i>	<i>Participations dans des entreprises associées</i>		<i>Autres parties liées</i>	
	<i>2025</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Prêts				
Existants au début de l'exercice	25	15	16	102
Consentis au cours de l'exercice	19	12	16	1
Remboursés au cours de l'exercice	-29	-2	-	-87
Autres	-	-	-	-
<b>Montant brut des prêts au 31 décembre</b>	<b>15</b>	<b>25</b>	<b>32</b>	<b>16</b>
Moins : charges de dépréciation des prêts	-	-	-	-
<b>Total des prêts au 31 décembre</b>	<b>15</b>	<b>25</b>	<b>32</b>	<b>16</b>
Dépôts des établissements de crédit et dépôts de la clientèle				
Existants au début de l'exercice	5 522	5 882	72	38
Reçus au cours de l'exercice	1 007	995	150	190
Remboursés au cours de l'exercice	-1 109	-1 355	-164	-156
Autres	-	-	-	-
<b>Total des dépôts au 31 décembre</b>	<b>5 420</b>	<b>5 522</b>	<b>58</b>	<b>72</b>
Passifs éventuels de crédit	198	193	-	-
Revenus				
Produits d'intérêts nets	14	11	-	-
Résultat net des commissions	299	285	-	-
<b>Total des revenus provenant de transactions entre parties liées</b>	<b>313</b>	<b>296</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Dépenses				
Charges d'intérêts	167	193	-	-
Honoraires et commissions nets payés	37	30	-	-
<b>Total des dépenses relatives aux transactions entre parties liées</b>	<b>204</b>	<b>223</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### 48. Coût d'un auditeur externe indépendant

Les honoraires d'intervention du cabinet d'audit externe de Rabobank, PricewaterhouseCoopers Accountants N.V. ("PwC") et ses cabinets membres et/ou affiliés à Rabobank et à ses filiales en 2025 se décomposent comme suit :

En millions d'euros	2025			2024		
	PwC Pays-Bas	Autres cabinets d'audit du réseau PwC	Total	PwC Pays-Bas	Autres cabinets d'audit du réseau PwC	Total
Services d'audit	15,5	11,5	27,0	11,1	11,1	22,2
Autres services d'audit	-	-	-	2,9	-	2,9
Conseils fiscaux	-	0,2	0,2	-	0,5	0,5
Autres conseils	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>15,5</b>	<b>11,7</b>	<b>27,2</b>	<b>14,0</b>	<b>11,6</b>	<b>25,6</b>

Les honoraires d'audit présentés ci-dessus se rapportent à la procédure d'audit appliquée à Rabobank et à ses entités consolidées par PwC et les autres cabinets membres du réseau mondial de PwC, y compris leurs départements « services fiscaux » et « conseils ». Ces honoraires d'audit portent sur l'audit des états financiers, que la vérification des comptes ait été faite ou non au cours de l'exercice.

Le cabinet d'audit indépendant de Rabobank, PricewaterhouseCoopers Accountants N.V., a fourni, pour la période à laquelle se rapporte le contrôle légal des comptes, outre l'audit des états financiers statutaires, les services suivants à la société et à ses entités contrôlées (Article 10, paragraphe 2, sous g) du Règlement (UE) 537/2015) :

*Autres services d'audit requis par la loi ou les exigences réglementaires*

- Audit des déclarations réglementaires devant être soumises à la DNB/BCE ;
- Engagement d'assurance quant aux prix de revient destiné à l'Autorité des marchés financiers néerlandais (AFM) ;
- Engagement d'assurance ISAE 3402 pour le système de garantie des dépôts destiné à DNB ;
- Procédures convenues relatives aux Fonds de résolution unique.

*Autres services d'audit :*

Engagement d'assurance quant au rapport sur le développement durable ;

- Procédures convenues sur la répartition des coûts ;
- Engagement d'assurance quant à l'efficacité du contrôle interne du reporting financier ;
- Lettres de confort rédigées au sujet des mises à jour du programme de financement et des prélèvements s'y rapportant ;
- Audit spécial des états financiers des entités contrôlées et associées.

#### 49. Rémunération des membres du Conseil de surveillance et du Directoire

La liste des membres du Conseil de surveillance et du Directoire figure à la section 54 des présents états financiers consolidés. Rabobank considère les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance comme des cadres dirigeants clés. Les membres du Directoire font partie du personnel identifié tel que présenté à la section 41. La rémunération des membres du Directoire est indiquée ci-dessous :

Montant en milliers d'euros	Avantages du personnel à court terme		Avantages postérieurs à l'emploi		Total
	Salaire	Autres	Régime de retraite	Régime de retraite individuelle	
Stefaan Decraene, CEO	1 255	78	29	297	1 659
Bas Brouwers, CFO	1 057	-	32	245	1 334
Els Kamphof, Commerce de gros et rural	869	48	34	195	1 147
Carlo van Kemenade, Retail NL	978	-	29	224	1 230
Vincent Maagdenberg, CRO	869	43	29	195	1 136
Philippe Vollot, COO	1 416	122	34	340	1 912
Janine Vos, CHRO	869	2	32	195	1 098
Lara Yocarini, Vendor Finance	869	30	29	195	1 123
Alexander Zwart, CITO	869	2	31	195	1 097
<b>Total 2025</b>	<b>9 051</b>	<b>325</b>	<b>279</b>	<b>2 081</b>	<b>11 736</b>
Membres du Directoire	8 078	294	443	1 662	10 477
Anciens membres du Directoire	400	995	26	80	1 500
<b>Total 2024</b>	<b>8 478</b>	<b>1 289</b>	<b>469</b>	<b>1 742</b>	<b>11 977</b>

À la fin de l'exercice 2025, 25 523 DRN étaient en circulation auprès des membres du Directoire (2024 : 37 772 DRN). Le régime de retraite des membres du Directoire est classé en tant que régime collectif à prestations définies. Les revenus maxima sur la base desquels les membres du Directoire peuvent se constituer une retraite s'élevant à une somme maximale, pour 2025, de 137,800 euros. Tout revenu supérieur à cette somme n'ouvre pas droit à une retraite. Les membres du Directoire bénéficient, de ce fait, d'un régime de retraite individuel. Les membres du Directoire peuvent signer un contrat de location de voiture.

La rémunération des membres du Conseil de surveillance est indiquée ci-dessous. La rémunération dépend également des fonctions exercées au sein des différents

comités. La composition de ces comités est décrite en détail dans le rapport annuel. La structure des rémunérations est la suivante :

<i>Montants en euros</i>	<i>Rémunérations</i>
Président	239 096
Membre	97 812
<b>Émoluments supplémentaires</b>	
Vice-président du Conseil de surveillance	32 604
Président du comité d'audit	21 736
Président du comité des risques	21 736
Président du comité des affaires coopératives	21 736
Président du comité des ressources humaines et des rémunérations	10 868
Président du comité des nominations	10 868
Président et membre du comité de lutte contre la criminalité financière 1	10 868
<i>(1) Comité temporaire</i>	

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres individuels du Conseil de surveillance.

<i>Montant en milliers d'euros</i>	<i>Rémunération</i>
Marjan Trompetter	250
Johan van Hall	163
Sandra Berendsen	98
Driek Desmet	100
Miriam van Dongen	119
Matthew Elderfield	167
Brian Hirman (membre depuis le 17 septembre 2025)	28
Gail Klintworth	126
Mark Pensaert	115
Bart Zegers (membre depuis le 17 septembre 2025)	28
Petri Hofsté (membre jusqu'au 3 mars 2025)	17
<b>Total 2025</b>	<b>1 211</b>
<b>Total 2024</b>	<b>1 177</b>

Au sein de Rabobank, le président du Conseil de surveillance exerce un certain nombre de fonctions liées à la structure coopérative, comme, par exemple, la présidence du Conseil général des membres.

<i>En millions d'euros</i> <i>Prêts, avances et garanties</i>	<i>Directoire</i>		<i>Conseil de surveillance</i>	
	<i>2025</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
<b>En cours au 1er janvier</b>	<b>3,3</b>	<b>3,7</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>
Consentis au cours de l'exercice	0,2	-	-	-
Remboursés au cours de l'exercice	-0,3	-	-0,2	-0,4
Diminution liée aux départs de fonctions	-	-1,4	-	-1,3
Augmentation liée aux prises de fonctions	-	1,1	0,7	1,5
<b>En cours au 31 décembre</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>

Aucun membre du Directoire en fonction n'a investi à titre personnel dans des certificats Rabobank. Les prêts, avances et garanties des membres du Directoire en fonction ainsi que les taux d'intérêt moyens étaient les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Encours des prêts</i>	<i>Taux d'intérêt moyen (en %)</i>
Au 31 décembre 2025		
Bas Brouwers	0,7	1,5
Els Kamphof	0,3	1,3
Carlo van Kemenade	0,9	2,0
Janine Vos	1,1	1,6
Lara Yocarini	0,1	1,1
Alexander Zwart	0,1	5,3

<i>En millions d'euros</i>	<i>Encours des prêts</i>	<i>Taux d'intérêt moyen (en %)</i>
Au 31 décembre 2024		
Bas Brouwers	0,7	1,5
Els Kamphof	0,4	1,3
Carlo van Kemenade	0,9	1,9
Janine Vos	1,1	1,6
Lara Yocarini	0,1	1,1
Alexander Zwart	0,1	5,3

Les prêts, avances et garanties des membres du Conseil de surveillance en fonction ainsi que les taux d'intérêt moyens étaient les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Encours des prêts</i>	<i>Taux d'intérêt moyen (en %)</i>
Au 31 décembre 2025		
Sandra Berendsen	1,3	3,8
Marjan Trompetter	0,6	3,0
Bart Zegers	0,6	2,0

<i>En millions d'euros</i>	<i>Encours des prêts</i>	<i>Taux d'intérêt moyen (en %)</i>
Au 31 décembre 2024		
Sandra Berendsen	1,5	3,8
Marjan Trompetter	0,6	3,0

À la fin de l'exercice 2025, les membres du Conseil de Surveillance dont les noms ne figurent pas dans le tableau n'avaient reçu aucun prêt, ni aucune avance ou garantie. Ces opérations avec les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ont été réalisées à des fins personnelles sur la base des conditions salariales et/ou des taux de marché appliqués par le Conseil de surveillance. Les taux dépendent en partie de la devise, de la période d'intérêt fixe convenue et du moment où l'opération a été conclue ou du moment où une nouvelle durée d'intérêt fixe entre en vigueur.

## 50. Principales filiales

<i>Au 31 décembre 2025</i>	<i>Participations</i>	<i>Droits de vote</i>
Principales filiales		
<b>Pays-Bas</b>		
DLL International B.V.	100%	100%
BPD Europe B.V.	100%	100%
Obvion N.V.	100%	100%
<b>Amérique du Nord</b>		
Utrecht America Holdings Inc.	100%	100%
<b>Amérique du Sud</b>		
Banco Rabobank International Brasil S.A.	100%	100%
<b>Australie et Nouvelle-Zélande</b>		
Rabobank Australia Limited	100%	100%
Rabobank New Zealand Limited	100%	100%

Toutes les filiales indiquées dans le tableau ont été consolidées. En 2025, plusieurs filiales ont été confrontées à des restrictions rigoureuses de distribution de dividendes et de rachat de prêts et de remboursement d'avances. La possibilité pour les filiales de verser des dividendes à Rabobank dépend de nombreux facteurs, notamment des exigences réglementaires locales, des réserves légales et des résultats financiers.

Plusieurs entités structurées du segment « Commerce de gros et rural » ne sont pas consolidées, même si Rabobank détient plus de la moitié des droits de vote. Ces entités structurées ne sont pas consolidées car les activités qu'elles exercent sont définies par un tiers contractuel qui fixe également les rendements variables.

Rabobank exerce un contrôle sur plusieurs entités du segment « Location » dans le cadre des activités de location qu'elle exerce en tant que vendeur, même si elle conserve moins de la moitié des droits de vote puisque le contrôle n'est pas déterminé par la détention de droits, mais plutôt par la participation de la direction.

## 51. Transfert d'actifs financiers et actifs financiers donnés en garantie

### 51.1 Opérations de prise en pension et accords d'emprunt de titres

Les opérations de prise en pension et les contrats d'emprunt de titres conclus par Rabobank figurent au poste « Prêts et créances envers les établissements de crédit » ou à celui des « Prêts et créances envers la clientèle » et s'élèvent à :

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Prêts et créances envers les établissements de crédit	27 031	19 594
Prêts et créances envers la clientèle	21 771	15 907
<b>Total des opérations de prise en pension et des contrats d'emprunt de titres</b>	<b>48 802</b>	<b>35 501</b>

Conformément aux dispositions des opérations de prise en pension et des contrats d'emprunt de titres, Rabobank reçoit des titres à des conditions qui lui permettent de les redonner en garantie ou de les revendre à des tiers. Au 31 décembre 2023, la juste valeur totale des titres reçus en vertu de ces dispositions s'élevait à 49 675 millions d'euros (2024 : 35 294 millions d'euros). Conformément aux dispositions des contrats, une partie des titres a été redonnée en garantie ou vendue en tant que garantie. Ces opérations ont été effectuées dans les conditions normales applicables aux opérations standards de prise en pension et d'emprunt de titres. Les titres ne sont pas comptabilisés au bilan parce que la quasi-totalité des risques et avantages connexes reviennent à la contrepartie. Une créance est comptabilisée à une valeur équivalente au montant payé à titre de garantie.

### 51.2 Opérations de pension livrée et accords de prêt de titres

Les opérations de rachat et les contrats de prêt de titres conclus par Rabobank figurent au poste « Dépôts des établissements de crédit » ou « Dépôts de la clientèle » et s'élèvent à :

<i>En millions d'euros</i>	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Dépôts des établissements de crédit	34	399
Dépôts de la clientèle	66	149
<b>Total des opérations de rachat et des contrats de prêt de titres</b>	<b>100</b>	<b>548</b>

Rabobank a fourni des titres portant intérêt d'une valeur comptable (égale à leur juste valeur) de 107 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 546 millions d'euros) en garantie d'opérations de pension livrée. La contrepartie se réserve le droit de vendre les titres ou de les redonner en garantie. Ces opérations ont été réalisées dans les

conditions normales des opérations de rachat et des contrats de prêt de titres classiques. La banque peut fournir ou recevoir des titres ou des liquidités en garantie en cas de variation de la valeur des titres. Les titres ne sont pas décomptabilisés parce que la quasi-totalité des risques et des avantages associés reviennent à Rabobank, y compris les risques de crédit et de marché. Un passif est comptabilisé à une valeur équivalente au montant reçu en garantie.

51.3 Titrisation

Dans le cadre des activités de financement et de gestion des liquidités de Rabobank et afin de réduire le risque de crédit, les flux de trésorerie de certains actifs financiers sont transférés à des tiers (véritables transactions de vente). La plupart des actifs financiers faisant l'objet de ces opérations sont des prêts hypothécaires ou d'autres portefeuilles de prêts qui sont transférés à un véhicule de titrisation qui sera ensuite consolidé. Après titrisation, les actifs continuent d'être comptabilisés au bilan de Rabobank, principalement au poste « Prêts et créances envers la clientèle ». Les actifs titrisés sont évalués conformément aux méthodes et principes comptables décrits à la sous-section 2.15

La valeur comptable des actifs financiers transférés liés à la titrisation pour compte propres s'élève à 61 486 millions d'euros (2024 : 67 485 millions d'euros), le passif correspondant s'élevant à 61 009 millions d'euros (2024 : 66 657 millions d'euros). Environ 90 % (2024 : 87 %) des actifs transférés ont été titrisés en interne à des fins de liquidité. La valeur comptable des actifs pour lesquels Rabobank agit en qualité de sponsor (\*\*Nieuw-Amsterdam\*\*) s'élève à \*\*3 102 millions d'euros\*\* (2024 : \*\*3 118 millions d'euros\*\*), le passif correspondant s'élevant à \*\*3 103 millions d'euros\*\* (2024 : \*\*3 118 millions d'euros\*\*). Rabobank conserve \*\*5 % à 6 %\*\* du papier commercial en circulation émis par \*\*Nieuw Amsterdam\*\* à des fins réglementaires.

51.4 Valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie au titre de passifs (éventuels)

Les actifs mentionnés ci-dessous ont été donnés en garantie de passifs (éventuels) (à l'exception des opérations de mise en pension, des contrats de prêt de titres et des titrisations pour compte propre) afin de fournir une garantie à la contrepartie. En cas de défaillance de Rabobank, les contreparties peuvent utiliser les titres pour régler la dette.

En millions d'euros	2025	2024
Disponibilités	55	190
Créances sur les établissements de crédit	2 092	3 305
Prêts et créances envers la clientèle	33 694	34 097
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	23	193
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	472	437
Total des actifs donnés en garantie	36 336	38 222

52. Entités structurées

52.1 Entités structurées consolidées

Une entité structurée est une entité qui est structurée de telle façon que les droits de vote ou les droits comparables ne constituent pas le facteur dominant permettant de déterminer qui exerce un contrôle sur l'entité. Rabobank utilise des entités structurées pour titriser des prêts hypothécaires et d'autres portefeuilles de prêts dans le cadre de ses activités de financement, de gestion des liquidités et pour réduire le risque de crédit. Les prêts sont effectivement transférés aux entités structurées. La titrisation d'actifs propres est gérée par Rabobank, Obvion et DLL. En plus de fournir des facilités de trésorerie, Rabobank agit également en tant que contrepartie de swap pour toutes les titrisations d'actifs propres.

Rabobank agit en tant qu'établissement sponsor de Nieuw Amsterdam Receivables Corporation. Nieuw Amsterdam émet des billets de trésorerie adossés à des actifs (Asset-Backed Commercial Paper - ABCP) dans différentes devises et permet aux clients de Rabobank d'avoir accès à des liquidités par l'intermédiaire du marché des effets de commerce. Rabobank donne des conseils, gère le programme, commercialise les ABCP, fournit des facilités de trésorerie, procède à des opérations de rehaussement de crédit et/ou accorde d'autres facilités pour les opérations sous-jacentes et le programme lui-même.

Rabobank consolide les véhicules de titrisation d'actifs propres ainsi que Nieuw Amsterdam, puisqu'elle est exposée à un revenu variable ou a droit à un revenu variable en raison de sa participation dans ces entités. Rabobank a, par ailleurs, la possibilité d'influer sur le montant du revenu de l'investisseur en raison du contrôle qu'elle exerce sur les entités.

52.2 Entités structurées non consolidées

Les entités structurées non consolidées désignent toutes les entités structurées sur lesquelles Rabobank n'exerce aucun contrôle. Les participations dans ces entités se composent principalement de titres de créance d'un véhicule de titrisation et de participations dans des fonds propres privés. Le montant de ces titres de créance est presque toujours limité par rapport à l'actif total du véhicule de titrisation. Rabobank refinance généralement ces véhicules de titrisation par des titres de créance émis ou des facilités de crédit.

Le tableau ci-après présente la nature et les risques des participations de Rabobank dans des entités structurées non consolidées. La taille des entités structurées non consolidées reflète généralement la valeur comptable des actifs et des passifs éventuels. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable indiquée dans le tableau ci-après :

Le revenu des entités structurées non consolidées et sponsorisées dans lesquelles Rabobank ne détient aucune participation est nul (2024 : nul).

En millions d'euros	Au 31 décembre 2025			Au 31 décembre 2024		
	Titrisations	Autres	Total	Titrisations	Autres	Total
Actifs comptabilisés par Rabobank						
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	8	8	-	11	11
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	-	1 432	1 432	-	1 425	1 425
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances envers la clientèle	507	168	675	527	151	678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global						
Participations dans des entreprises associées	1	149	150	-	175	175
Total des actifs financiers comptabilisés par Rabobank	508	1 757	2 265	527	1 762	2 289
Passifs comptabilisés par Rabobank						
Instruments financiers dérivés	53	-	53	12	-	12

Dépôts de la clientèle	220	-	220	268	-	268
<b>Total des passifs comptabilisés par Rabobank</b>	<b>273</b>	<b>-</b>	<b>273</b>	<b>280</b>	<b>-</b>	<b>280</b>

## 52. Événements survenus après la période de référence

Aucun événement postérieur à la date de clôture n'est à signaler.

## 53. Approbation des états financiers.

Les états financiers ont été signés par le Conseil de surveillance et le Directoire le 5 mars 2026. Les états financiers seront soumis pour adoption à l'Assemblée générale qui se tiendra le 8 avril 2026. En ce qui concerne l'approbation des états financiers de Rabobank, les statuts stipulent ce qui suit : « La décision d'approbation des états financiers devra être adoptée à la majorité absolue des voix valablement exprimées par le Conseil général des membres ».

### Directoire

Stefaan Decraene, *Président*  
 Bas Brouwers, *Directeur financier*  
 Vincent Maagdenberg, *Directeur des risques*  
 Els Kamphof, *Membre*  
 Carlo van Kemenade, *Membre*  
 Philippe Vollot, *Membre*  
 Janine Vos, *Membre*  
 Lara Yocarini, *Membre*  
 Alexander Zwart, *Membre*

### Conseil de surveillance

Marjan Trompetter, *Présidente*  
 Johan van Hall, *Vice-président*  
 Sandra Berendsen  
 Driek Desmet  
 Miriam van Dongen  
 Matthew Elderfield  
 Brian Hirman  
 Gail Klintworth  
 Mark Pensaert  
 Bart Zegers

## *Rapport du cabinet d'audit*

À l'attention du Conseil général des membres et du Conseil de Surveillance de Coöperatieve Rabobank U.A.

### Rapport sur les états financiers de 2025

Notre opinion

Selon nous :

- les états financiers consolidés de Coöperatieve Rabobank U.A. ainsi que de ses filiales (« le Groupe », « Rabobank » ou « la Banque ») donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de son résultat et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne (« UE ») et à la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais ;
- les états financiers individuels de Coöperatieve Rabobank U.A. (« la Société ») donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2025 ainsi que de son résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément à la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais.

### *Objet de l'audit*

Notre audit a porté sur les états financiers 2025 de Coöperatieve Rabobank U.A., Amsterdam. Les états financiers comprennent les états financiers consolidés du Groupe et les états financiers de la Société.

Les états financiers consolidés comprennent :

- Le bilan consolidé de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ;
- Les états suivants pour 2025 : le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, la variation des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie ; et
- les notes annexes aux états financiers consolidés, y compris les informations significatives relatives aux méthodes comptables et les autres informations explicatives.

Les états financiers de la Société comprennent :

- Le bilan de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Le compte de résultat de la Société pour l'exercice clos à cette date ; et
- les notes annexes aux états financiers individuels, comprenant un résumé des méthodes comptables appliquées et d'autres informations explicatives.

Le référentiel d'information financière appliqué pour la préparation des états financiers est constitué des normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE et des dispositions pertinentes de la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais pour les états financiers consolidés et de la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais pour les états financiers individuels.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément au droit néerlandais et notamment aux Normes d'audit néerlandaises. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit » de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de Coöperatieve Rabobank U.A. en vertu des dispositions du Règlement de l'Union européenne relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, de celles de « Wet toezicht accountantsorganisaties » (Wta, loi sur la supervision des cabinets d'audit), de « Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assuranceopdrachten » (ViO - Code de déontologie des experts-comptables, un règlement relatif à l'indépendance) et conformément à d'autres exigences d'indépendance en vigueur aux Pays-Bas. Nous nous sommes conformés, par ailleurs, aux dispositions du « Verordening gedrags- en beroepsregels accountants » (VGBA, code de déontologie néerlandais).

Notre approche d'audit

Nous avons appliqué nos procédures d'audit relatives aux questions clés de l'audit, à savoir la fraude, la continuité de l'exploitation et les questions qui en résultent, pour réaliser notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et fonder notre opinion d'audit. Par conséquent, nous ne formulons pas d'opinions ou de conclusions distinctes sur des informations venant étayer notre opinion, telles que nos constatations et observations relatives à des points clés de l'audit spécifiques ou à l'approche d'audit visant à traiter le risque de fraude et la continuité d'exploitation.

Vue d'ensemble et contexte

Rabobank est une banque internationale opérant sur la base d'un modèle coopératif. Rabobank exerce ses activités à l'échelle mondiale dans 35 pays, en mettant l'accent sur la banque universelle aux Pays-Bas, le financement de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que les activités de leasing aux Pays-Bas et à l'étranger. Ses activités comprennent la banque de détail domestique, la banque de financement et d'investissement, la banque rurale internationale, la location et le développement immobilier. Le Groupe est composé de plusieurs entités et, par conséquent, nous avons défini le périmètre et l'approche de notre audit de groupe, tels que décrits dans la section « Périmètre de notre audit de groupe ». Nous avons accordé une attention toute particulière aux activités du Groupe relevant des domaines d'action prioritaires décrits ci-après.

Le Groupe est affecté par l'évolution des préférences des clients, nécessitant des investissements continus dans la digitalisation, ainsi que par les attentes de la société en matière de respect des lois et réglementations. La fiabilité du traitement des informations étant essentielle pour les processus opérationnels, réglementaires et de reporting financier du Groupe, nous avons, par conséquent, considéré que la conception et l'efficacité des contrôles généraux informatiques sont un point clé de l'audit.

En outre, il existe un risque sectoriel selon lequel les domaines liés à la conformité et à la protection de la clientèle n'ont pas été, ou pas suffisamment, identifiés et/ou traités par la direction, ce qui nécessite une prise en compte aux fins des états financiers. Il convient notamment de déterminer si des réserves doivent être constituées ou si un passif éventuel doit être comptabilisé en fonction de l'issue de l'enquête criminelle en cours portant sur la prétendue violation par Rabobank des dispositions de la Loi néerlandaise sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Wet ter voorkoming van witwassen en financieren van terrorisme - Wwft). En conséquence, nous avons identifié les expositions réglementaires et liées à la protection de la clientèle comme un point clé de l'audit.

Dans le cadre de notre audit, nous avons déterminé la matérialité et évalué les risques de présence d'inexactitudes ou d'anomalies dans les états financiers. Nous avons, en particulier, examiné les cas où le Directoire a formulé des jugements importants, par exemple en ce qui concerne les estimations comptables qui impliquaient la formulation d'hypothèses et la prise en compte d'événements futurs qui, par nature, sont incertains. Lors de ces estimations, nous avons accordé une attention particulière, entre autres, aux hypothèses relatives aux risques physiques et de transition induits par le changement climatique.

Au paragraphe « Estimations et jugements » de la note 2.1 de l'annexe aux états financiers, la Banque rappelle l'importance que revêtent les jugements lors de l'application des principes et méthodes comptables et évoque les principales sources d'incertitude liées aux estimations. Compte tenu de l'incertitude importante liée aux estimations, combinée à leur ampleur et aux risques inhérents plus élevés d'anomalies significatives concernant les provisions pour pertes de valeur sur les prêts et avances à la clientèle, nous avons considéré cet élément comme un point clé de l'audit, tel que présenté dans la section « Points clés de l'audit » du présent rapport. Les tensions géopolitiques et les conditions de marché instables ont accentué l'impact de certaines estimations et jugements effectués par le Groupe, en particulier en ce qui concerne les hypothèses prospectives appliquées aux probabilités de défaut et aux scénarios macroéconomiques associés sur l'ensemble du portefeuille de prêts du Groupe. Nous nous référons à la section sur les points clés de l'audit pour les procédures relatives aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle.


Le Groupe a évalué les effets éventuels du changement climatique sur sa situation financière. Ces effets ont une incidence sur les états financiers dans la mesure où ils sont l'un des facteurs potentiels d'exposition au risque de crédit du Groupe (voir note 4.3.9 des États financiers). Nous avons discuté avec le Directoire de l'évaluation du Groupe et de sa gouvernance et évalué l'impact potentiel sur la situation financière, en tenant compte notamment des hypothèses et des estimations sous-jacentes relatives aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle. Les effets attendus du changement climatique ne sont pas considérés comme un autre point clé de l'audit, mais nous en avons tenu compte lors de l'étude du point clé de l'audit relatif aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle.

Les autres domaines d'attention, y compris les estimations, qui n'ont pas été considérés comme des points clés de l'audit, concernaient la comptabilisation des produits, le contournement des contrôles par la direction, l'évaluation des instruments financiers mesurés à l'aide d'inputs de niveau 2 et/ou de niveau 3, l'évaluation de certains investissements en capitaux propres, ainsi que l'application correcte de la comptabilité de couverture. Nos procédures comprennent l'évaluation de ces questions comptables et des informations pertinentes fournies dans les états financiers conformément au cadre conceptuel d'information financière mis en œuvre par la Banque.

Nous nous sommes assurés que les équipes d'audit, tant au niveau du groupe qu'au niveau des composantes, disposaient des compétences et des expertises appropriées nécessaires à l'audit d'une banque. Nous avons ainsi intégré dans notre équipe des experts et spécialistes dans les domaines, notamment, de l'informatique, de la cybersécurité, de la fiscalité, de la criminalistique financière, de l'évaluation des instruments financiers, de l'évaluation immobilière, des avantages du personnel, des prévisions macroéconomiques et de la comptabilité de couverture.

Voici les grandes lignes de notre approche :

	<p>Seuil global de signification : 335 millions d'euros (2024 : 340 millions d'euros).</p> <p>Nous avons réalisé des travaux d'audit sur 14 composantes.</p> <p>Nous avons tenu des réunions avec les équipes des composantes situées aux Pays-Bas, aux États-Unis, en Australie/Nouvelle-Zélande et au Brésil.</p> <p>Pour les composantes importantes, nous avons bénéficié d'un accès numérique aux fichiers des composantes et nous avons pu étudier à distance une sélection de documents de travail relatifs aux travaux accomplis par les auditeurs des composantes.</p> <p>Une visite sur site a été effectuée aux États-Unis.</p> <p>Couverture de l'audit : 93 % du total des actifs, 93 % du résultat courant avant impôt et 89 % du revenu net.</p>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provisions pour pertes de valeur sur les prêts et avances à la clientèle ;</li> <li>• Expositions réglementaires et liées à la protection de la clientèle ; et</li> <li>• Conception et efficacité des contrôles généraux informatiques.</li> </ul>
---	--

### Matérialité

La portée de notre audit est influencée par l'application du principe de « matérialité » qui est expliqué plus en détail dans la section « Nos responsabilités en matière d'audit des états financiers ».

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils quantitatifs de signification, y compris le seuil global de signification pour les états financiers pris dans leur ensemble, comme indiqué ci-dessous. Ces éléments, ainsi que des considérations qualitatives, nous ont aidés, non seulement, à déterminer la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit sur les postes des états financiers individuels et les informations fournies, mais aussi à évaluer l'effet des inexactitudes ou anomalies identifiées, tant individuellement que collectivement, sur les états financiers pris dans leur ensemble et sur notre opinion.

<b>Matérialité globale du groupe</b>	<b>€335 million (2024: €340 million).</b>
<b>Base de détermination de la matérialité</b>	Nous nous sommes basés sur notre jugement professionnel pour déterminer la matérialité globale. Pour fonder notre jugement, nous avons utilisé 5 % du résultat courant avant impôts de l'exercice en cours.
<b>Justification des critères appliqués</b>	Nous avons utilisé le résultat courant avant impôts comme élément de référence principale, une pratique d'audit généralement admise, fondée sur notre analyse des besoins communs en informations des utilisateurs des états financiers. Sur cette base, nous estimons que le résultat avant impôt constitue l'indicateur le plus pertinent de la performance financière de la Banque et qu'il est largement utilisé dans le secteur. Nous avons, par ailleurs, appliqué un seuil de 5 % en nous basant sur notre jugement professionnel ; nous tenons à préciser que ce seuil se situe dans la fourchette des seuils généralement acceptables et qu'il s'agit du seuil principal utilisé pour une banque présentant des caractéristiques similaires.
<b>Matérialité spécifique</b>	Nous attribuons à chaque composante de notre périmètre d'audit, sur la base de notre jugement, une matérialité qui est inférieure à la matérialité globale de notre groupe. La fourchette des seuils de signification attribués aux différentes composantes se situait entre 45 millions d'euros et 188 millions d'euros.

Nous tenons également compte tenu des inexactitudes/anomalies et/ou des éventuelles inexactitudes/anomalies qui, selon nous, sont importantes pour des raisons qualitatives. Parmi les domaines sur lesquels notre attention s'est portée pour des raisons qualitatives, il convient de citer l'exactitude des informations relatives aux charges de dépréciation des prêts et créances à la clientèle, à la juste valeur, à la recouvrabilité des participations dans les entreprises associées, à la dépréciation du goodwill, aux risques liés à la réglementation et à la rémunération des membres du Conseil de surveillance et du Directoire.

Nous avons convenu avec le Conseil de Surveillance de lui communiquer toutes les inexactitudes/anomalies que nous constaterions au cours de notre audit dont le montant dépasserait les 16,75 millions d'euros (2024 : 17 millions d'euros) ainsi que toutes les inexactitudes/anomalies de montant inférieur à celui indiqué ci-dessus qui, selon nous, mériteraient d'être signalées pour des raisons qualitatives.

### Périmètre de notre audit de groupe

Coöperatieve Rabobank U.A. est la société mère d'un groupe d'entités. Les informations financières de ce Groupe figurent dans les états financiers consolidés de Coöperatieve Rabobank U.A.

Nous sommes responsables de l'identification et de l'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers du groupe, y compris ceux liés au processus de consolidation. Sur la base de notre évaluation des risques, nous avons adapté l'étendue de notre audit afin de garantir que, globalement, nous avons réalisé des travaux suffisants sur les états financiers pour pouvoir exprimer une opinion sur ceux-ci dans leur ensemble.

Déterminé, dans le cadre de la définition du périmètre de notre audit de groupe, les travaux à réaliser au niveau du groupe ou des composantes, ainsi que la nécessité de recourir à des auditeurs de composantes.

Sur la base de ces éléments, nous avons soumis trois composantes à un audit complet de leurs informations financières, celles-ci étant considérées comme significatives en raison de leur taille ou de leur niveau de risque. En outre, nous avons sélectionné onze composantes pour la réalisation de procédures d'audit afin d'assurer une couverture appropriée des postes financiers dans les états financiers consolidés.

En appliquant ces procédures, nous avons obtenu la couverture suivante des postes financiers :

<b>Produits d'intérêts nets</b>	89%
<b>Total de l'actif</b>	93%
<b>Résultat courant avant impôts</b>	93%

Aucune des autres composantes ne représentait plus de 3 % du total des actifs du Groupe, du résultat avant impôt ou du produit net d'intérêts. Pour ces autres composantes, nous avons choisi, parmi les procédures applicables, d'opter pour des procédures analytiques afin de corroborer notre évaluation selon laquelle aucun risque important d'inexactitudes/anomalies n'existait pour ces composantes.

Les composantes du Groupe situées aux Pays-Bas comprennent celles considérées comme significatives en raison de leur taille ou de leur niveau de risque, à savoir Domestic Retail Banking, Wholesale and Rural (« W&R ») et De Lage Landen (« DLL »), mais également Property Development (« BPD »). Obvion, la participation de la Banque dans Achmea B.V., ainsi que d'autres composantes de moindre importance (y compris certaines composantes du Groupe). L'équipe chargée de l'audit de groupe a utilisé le travail des équipes d'audit de ces composantes pour ces entités. Pour les composantes aux États-Unis, en Australie, Nouvelle-Zélande et au Brésil, nous avons fait appel à des auditeurs des composantes qui connaissent bien les lois et réglementations locales pour effectuer le travail d'audit. Nous avons effectué des visites sur site

avec la direction locale et les équipes locales aux États-Unis. À l'exception d'Achmea B.V., toutes les composantes rentrant dans le cadre du reporting de groupe sont auditées par des sociétés membres de PwC.

Lorsque les auditeurs des composantes ont effectué des travaux, nous avons déterminé la nature, le calendrier et l'étendue de la direction et de la supervision de leurs travaux ainsi que de leur revue. En outre, nous avons :

- Émis des instructions d'audit de groupe à l'intention des auditeurs des composantes afin de fixer les attentes relatives à leurs travaux et de faciliter leur direction, leur supervision et la revue de leurs travaux. Ces instructions portaient, entre autres, sur notre analyse des risques, la matérialité et l'étendue des travaux.
- Participé à des discussions avec les auditeurs des composantes dans le cadre de la planification de la mission, notamment lorsque nous leur avons confié des tâches ou procédures, telles que la réalisation de procédures d'évaluation des risques ou la détermination de la nature, du calendrier et de l'étendue des réponses d'audit aux risques d'anomalies significatives identifiés et évalués.
- Communiqué avec les auditeurs des composantes tout au long de l'audit de groupe, soit virtuellement en utilisant des solutions technologiques, soit lors de réunions en présentiel (par exemple dans le cadre de visites sur site), soit par une combinaison de ces méthodes, afin de suivre l'avancement de leurs travaux. Ces communications continues ont porté sur les éléments affectant l'exécution, l'achèvement et le rapport de l'audit de groupe.
- Revu les parties pertinentes des travaux des auditeurs des composantes, y compris leurs communications sur les éléments pertinents pour notre conclusion relative à l'audit de groupe. La revue des travaux des auditeurs des composantes a été effectuée tout au long de la mission. Elle comprenait des revues sur site et/ou à distance, y compris l'examen de leurs dossiers de travail.
- Revu les communications écrites formelles préparées par les auditeurs des composantes à l'attention de la direction locale et/ou des autorités réglementaires, lorsqu'elles étaient, selon notre jugement, pertinentes pour l'audit de groupe.
- Nous avons tenu une série de réunions avec les équipes d'audit des composantes aux Pays-Bas, au Brésil, en Australie/Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Au cours de ces réunions, nous avons discuté de la stratégie et des performances financières des entreprises locales, ainsi que du plan d'audit des auditeurs des composantes et de son exécution, des risques d'audit majeurs et d'autres sujets d'audit pertinents. Le dialogue actif, la clarté des communications et l'utilisation des technologies nous ont permis de diriger, de revoir et de superviser efficacement les travaux des équipes des composantes.

L'équipe d'audit de groupe a réalisé les travaux relatifs à la consolidation du groupe, aux contrôles généraux informatiques, au centre de coûts central, aux informations à fournir dans les états financiers, à certains comptes spécifiques inclus dans le périmètre, ainsi qu'à plusieurs éléments complexes tels que les provisions pour pertes de valeur sur les prêts et avances à la clientèle, la comptabilité de couverture et d'autres questions comptables, telles que l'évaluation des participations mises en équivalence, le test de dépréciation du goodwill de la Banque, l'impôt sur le résultat au sein de l'intégration fiscale néerlandaise, les questions réglementaires et les provisions juridiques au siège.

Rabobank dispose d'un service d'audit interne (Audit Rabobank) qui effectue des audits opérationnels, des audits de conformité, des audits informatiques, des audits des prêts et emprunts (évaluation) et des audits du contrôle interne du reporting financier.

Conformément à la norme d'audit néerlandaise 610 « Utilisation des travaux des auditeurs internes », nous nous sommes demandé si nous pouvions utiliser les travaux d'Audit Rabobank et nous sommes parvenus à la conclusion que ces travaux pouvaient parfaitement être utilisés pour tester la conception et l'efficacité opérationnelle de certains contrôles (principalement ceux portant sur les contrôles généraux informatiques, les provisions pour dépréciation des prêts, Commerce de gros et rural aux Pays-Bas), ainsi que les procédures mises en œuvre pour les prêts dépréciés évalués sur une base individuelle.

Pour parvenir à cette conclusion, nous avons évalué les compétences et l'objectivité d'Audit Rabobank, ainsi que leur méthodologie et leur approche d'audit. Par la suite, nous avons élaboré une approche et un modèle détaillés pour utiliser les travaux d'Audit Rabobank dans le cadre de notre audit des états financiers. Nous avons participé de manière substantielle et indépendante aux travaux portant, soit sur les domaines à risque élevé, soit sur des domaines ou procédures qui exigent un jugement minutieux. Au cours de la procédure d'audit, nous avons travaillé en étroite collaboration avec Audit Rabobank ; nous avons pris part fréquemment aux réunions d'avancement des travaux et nous avons examiné et réexécuté certains de leurs travaux, ce qui a confirmé notre approche initiale d'évaluation et de fiabilité.

La mise en œuvre des procédures ci-dessus au niveau des composantes, combinées aux procédures complémentaires au niveau du groupe, nous a permis d'obtenir des preuves d'audit suffisantes et appropriées sur les informations financières du Groupe dans son ensemble pour étayer notre opinion sur les états financiers.

#### *Audit et risques de fraude*

Nous avons identifié et évalué les risques d'anomalies significatives dans les états financiers résultant de fraudes. Au cours de notre audit, nous avons acquis une compréhension de Coöperatieve Rabobank U.A. et de son environnement, ainsi que des composantes de son système de contrôle interne, notamment de la procédure d'évaluation des risques et de la procédure mise en place par le Directoire pour répondre aux risques de fraude et surveiller le système de contrôle interne, et nous avons examiné non seulement la façon dont le Conseil de surveillance exerce sa surveillance, mais aussi ses résultats. Il convient de se reporter à la note 4.7.1 « Risque opérationnel » des états financiers pour obtenir de plus amples informations sur la façon dont le risque de fraude est géré et atténué par la Banque.

Dans le cadre de notre processus d'identification des risques de fraude, nous avons évalué les facteurs de risque de fraude liés à la présentation de l'information financière, au détournement d'actifs, à la fraude informatique ainsi qu'à la corruption et aux pratiques de corruption. En collaboration avec nos spécialistes en criminalistique financière, nous avons évalué si ces facteurs indiquaient l'existence d'un risque d'anomalies significatives résultant de fraudes. Nous nous sommes entretenus avec les membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi qu'avec d'autres personnes travaillant au sein de la Banque, notamment les employés du service d'audit interne et ceux du service juridique et du service de la conformité, afin de comprendre la façon dont les risques de fraude sont évalués au sein de la Banque et la manière dont les procédures d'identification et de réponse aux risques de fraude et les contrôles internes sont mis en œuvre par le Directoire pour atténuer ces risques. Nous avons demandé aux membres du Directoire, du service chargé de la vérification de la conformité, de la direction des composantes et du Conseil de surveillance si des cas de fraude réelle ou suspectée avaient été portés à leur connaissance.

Nous avons identifié le contournement des contrôles par la direction ainsi que le risque de fraude dans la comptabilisation des produits comme des risques présumés de fraude. La direction d'une entreprise se trouve dans une situation privilégiée pour commettre une fraude dès lors que ses membres sont en mesure de manipuler la comptabilité et d'élaborer des états financiers mensongers en contournant des contrôles qui, par ailleurs, peuvent sembler opérer efficacement.

Nous nous sommes penchés sur ce risque de contournement des contrôles par la direction en nous demandant notamment si nous n'allions pas trouver des preuves de partialité dans les estimations et les jugements de la direction qui pourraient constituer un risque d'inexactitudes/d'anomalies significatives dû à la fraude (nous nous référons à ce sujet aux points clés de l'audit « provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle » et « risques liés à la réglementation et risques-clients »).

Les procédures d'audit visant à répondre aux risques évalués comprennent, entre autres, l'évaluation de la conception et de la mise en œuvre des contrôles internes destinés à atténuer les risques de fraude (tels que le traitement et l'étude des écritures comptables), les contrôles a posteriori des évaluations de l'exercice précédent et les procédures relatives aux écritures comptables non prévues au moyen d'une analyse des données. Par ailleurs, nous nous sommes intéressés aux transactions importantes réalisées en

dehors du cours normal des affaires. En ce qui concerne le risque de fraude lié à la comptabilisation des produits, sur la base de nos procédures d'évaluation des risques, nous avons conclu que ce risque concerne les domaines dans lesquels la comptabilisation des produits est plus complexe, non systématique ou de nature manuelle, tels que l'exactitude et l'existence des produits de commissions dans les segments Banque de détail domestique, le Commerce de gros et rural, le rattachement des produits de promotion immobilière dans le segment Promotion Immobilière, ainsi que l'évaluation des investissements en capitaux propres détenus par Rabo Investments. Nous avons mis en œuvre des procédures relatives à ce risque, y compris l'évaluation de la conception et de la mise en œuvre des contrôles internes pertinents, ainsi que des procédures portant sur la comptabilisation des produits, telles que le test d'un échantillon de commissions afin de s'assurer que les produits enregistrés sont exacts et ont bien été réalisés, des procédures de cut-off afin d'identifier d'éventuels décalages dans la reconnaissance des produits de promotion immobilière, ainsi que l'évaluation du caractère approprié des méthodes d'évaluation, des données et des hypothèses utilisées pour l'évaluation des investissements en capitaux propres. Nous avons intégré des éléments d'imprévisibilité dans notre audit. Nous avons également pris en considération les résultats de nos autres procédures d'audit et évalué si certaines constatations étaient révélatrices de fraudes ou de non-respect des lois et réglementations.

Enfin, dans le cadre de nos procédures, nous avons rencontré tout au long de l'année l'équipe de Rabobank chargée de la Criminalité financière et économique (Financial Crime Compliance - FCC). L'équipe de la FCC enquête, entre autres, sur les problèmes d'intégrité interne, de procédure d'alerte et de fraude qui sont signalés. Nous avons évalué la procédure mise en place par la Banque. Cette évaluation comprenait : l'évaluation des compétences des enquêteurs et la méthode d'enquête ; en nous basant sur des critères de risque, nous avons sélectionné un certain nombre de cas individuels et nous avons examiné la documentation, les conclusions, les rapports et les réponses de l'équipe de la FCC. Nous avons fait appel à nos spécialistes en criminalistique pour ces procédures. Nous n'avons constaté aucun élément de fraude susceptible d'entraîner des inexactitudes/anomalies significatives.

#### *Audit et non-respect des lois et réglementations.*

Les objectifs de notre audit, en ce qui concerne le non-respect des lois et réglementations, sont les suivants :

- Identifier et évaluer le risque d'anomalies significatives dans les états financiers résultant du non-respect des lois et réglementations ; et
- Obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'inexactitudes/anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs dans l'appréciation du cadre juridique et réglementaire en vigueur.

Conformément à la Norme internationale d'audit 250, nous avons, dans le cadre de notre audit, fait une distinction entre les lois et réglementations qui :

- ont un effet direct sur la détermination de montants significatifs des états financiers ou sur les informations significatives fournies dans les états financiers. Pour cette catégorie, nous avons obtenu des éléments probants quant au respect des textes législatifs et réglementaires ; et
- n'ont pas d'effet direct sur la détermination de montants significatifs des états financiers ou sur les informations significatives fournies dans les états financiers, mais dont le respect peut être fondamental pour les aspects opérationnels de l'entreprise, pour la capacité de la Banque à poursuivre ses activités ou à éviter des pénalités importantes.

Pour cette catégorie, nous avons mis en œuvre des procédures d'audit spécifiques afin d'identifier les cas de non-respect des lois et réglementations qui peuvent avoir un effet significatif sur les états financiers, comme indiqué dans le point clé de l'audit « exposition aux risques liés à la réglementation et aux risques client ».

La responsabilité première en matière de prévention et de détection du non-respect des lois et réglementations incombe au Directoire, sous la supervision du Conseil de surveillance.

#### *Audit et continuité d'exploitation*

Comme indiqué au paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note 2.1 des états financiers, le Directoire considère qu'il est approprié d'appliquer le principe de continuité d'exploitation pour l'établissement des états financiers ci-joints.

Nos procédures visant à évaluer l'appréciation de la continuité d'exploitation par le Directoire ont notamment inclus :

- Examiner si l'appréciation de la continuité d'exploitation par le Directoire incluait toutes les informations pertinentes dont nous avons connaissance dans le cadre de notre audit.
- Comprendre et évaluer la planification à moyen terme et la procédure budgétaire de la Banque (y compris le plan de financement du Groupe), en particulier pour les douze prochains mois.
- Comprendre et évaluer la situation financière et la structure de capital du Groupe, ainsi que réaliser des tests de résistance sur la liquidité et les exigences en capital réglementaire, y compris la sévérité des scénarios de stress appliqués.
- Examiner les résultats de nos (autres) procédures d'évaluation des risques et des activités connexes exercées pour identifier les événements ou les conditions susceptibles de jeter un doute significatif quant à la capacité du Groupe à poursuivre son activité.
- Poser des questions au Directoire afin de déterminer son niveau de connaissance des risques liés à la continuité d'exploitation au-delà de la période d'évaluation.
- Prendre connaissance des informations fournies au paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note 2.1 des états financiers au sujet de la continuité d'exploitation et les évaluer.

Les résultats que nous avons obtenus à l'issue de notre audit ne sont pas contraires aux hypothèses et jugements du Directoire utilisés pour évaluer l'hypothèse de continuité d'exploitation.

#### *Points clés de l'audit*

Les points clés de l'audit sont ceux qui, d'après notre jugement professionnel, étaient les plus importants pour l'audit des états financiers. Nous avons communiqué les points clés de l'audit au Conseil de surveillance. Les points clés de l'audit ne reflètent pas de façon exhaustive tous les aspects qui ont été identifiés au cours de notre audit et dont nous avons discuté. Dans cette section, nous avons décrit les points clés de l'audit et inclus un récapitulatif des procédures d'audit que nous avons appliquées à ces points clés.

Aucun changement dans les points clés de l'audit n'est à signaler par rapport à l'exercice précédent. Les points clés de l'audit décrits ci-dessous sont pour la plupart liés à la nature du Groupe et devraient donc se présenter chaque année.

Point clé de l'audit	Nos travaux d'audit et observations
----------------------	-------------------------------------

<p><b>Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle</b></p> <p>Se référer à la note 2.1, section « Jugements et estimations ».</p> <p>2.16 « Provisions pour pertes de valeur sur actifs financiers et engagements conditionnels liés au crédit », note 4.3.4</p> <p>« Provisions pour pertes de valeur sur actifs financiers et engagements conditionnels liés au crédit » et note 11 « Prêts et avances à la clientèle ».</p> <p>Conformément aux exigences de la norme IFRS 9, Rabobank a calculé les provisions pour pertes de valeur sur les prêts et avances à la clientèle à l'aide d'un modèle de pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss - ECL) en trois étapes. Rabobank a déterminé les dépréciations des prêts des étapes 1 et 2 sur une base modélisée, tandis que les dépréciations des prêts de l'étape 3 sont déterminées soit sur une base modélisée, soit sur une base spécifique prêt par prêt.</p> <p>Le calcul des pertes de valeur sur prêts basé sur les modèles constitue une estimation complexe. Il requiert des jugements importants de la direction, car il implique un grand nombre de données et d'hypothèses interconnectées, telles que des variables macroéconomiques prospectives, des scénarios économiques prospectifs et leurs pondérations probabilistes, la probabilité de défaut (Probability of Default - PD), l'évaluation de l'existence d'une augmentation significative du risque de crédit, la perte en cas de défaut (Loss Given Default - LGD) et l'exposition au moment du défaut (Exposure At Default - EAD).</p> <p>Des ajustements de la direction aux estimations issues des modèles ont été effectués pour un montant total de 450 millions d'euros. Ceux-ci concernent des conditions externes non prises en compte dans les modèles IFRS 9 et des limitations de données, notamment des ajustements liés aux risques géopolitiques et climatiques.</p> <p>Pour les prêts dépréciés évalués individuellement, des hypothèses ont été formulées pour élaborer des scénarios de flux de trésorerie attendus fondés sur les recouvrements attendus et pour déterminer les principales données utilisées pour calculer ces flux.</p> <p>Compte tenu du nombre significatif de choix de méthodes comptables, des jugements exercés par la direction, de la complexité et des limites inhérentes aux données requises par les modèles de pertes de crédit, la détermination des ECL est soumise à un degré élevé d'incertitude d'estimation et présente un risque accru d'anomalies significatives résultant d'erreurs ou de fraudes. Des efforts d'audit importants et un degré élevé de jugement de l'auditeur ont été nécessaires pour évaluer les éléments probants, l'estimation des provisions pour ECL étant complexe et reposant sur un volume important de données, de données interconnectées et d'hypothèses.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de notre audit.</p> <p><b>Exposition aux risques liés à la réglementation et aux risques client</b></p> <p>Se reporter à la note 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage ».</p> <p><i>Changements survenus dans les domaines de conformité</i></p> <p>Nous avons constaté que le risque de non-respect des lois et réglementations concerne les lois et réglementations qui ont un impact indirect sur les états financiers, telles que la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Anti-Money Laundering and Anti-Terrorist Financing Act - Wwft) (y compris la réglementation internationale sur la lutte contre le blanchiment de capitaux (Anti-Money Laundering - AML) applicable à Rabobank), la loi sur la lutte contre le financement du terrorisme (Counter Terrorist Financing - CTF) et les sanctions, la réglementation sur la connaissance des clients (Know Your Customer - KYC), le Règlement relatif aux abus de marché, la Directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II - y compris le reporting des transactions), le Règlement général sur la protection des données (RGPD), le Règlement sur les exigences de fonds propres (Capital Requirements Regulations - CRR) et la Directive IV sur les exigences de fonds propres (Capital Requirements Directive IV - CRD IV). D'un autre côté, le risque de non-respect des lois et réglementations peut avoir un effet direct sur les états financiers, susceptible d'entraîner la constatation de passifs et de charges à la suite de litiges. À cet égard, Rabobank a présenté les informations suivantes dans la note 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrales » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la suite de l'instruction reçue de la DNB le 23 décembre 2021, dans laquelle la DNB a déterminé que Rabobank ne satisfaisait pas aux exigences de la Wwft, Rabobank a été informée par le ministère public néerlandais (Dutch Public Prosecution Service - DPP), le 7 décembre 2022, qu'il la considérait comme suspecte dans le cadre d'une enquête pénale liée à une violation de la Wwft.</li> <li>- Le 9 avril 2025, Rabobank a annoncé publiquement que le DPP avait l'intention de porter l'affaire devant les tribunaux. Rabobank a indiqué qu'à ce stade, le calendrier et l'issue potentielle demeurent incertains et que la nature et le caractère significatif de l'impact potentiel ne peuvent pas être estimés de manière fiable, si ce n'est qu'il pourrait être significatif.</li> </ul> <p><i>Jugement de la direction</i></p> <p>La comptabilisation et l'évaluation des provisions et la communication des passifs</p>	<p>Nous avons mis en œuvre des procédures d'évaluation des risques afin d'identifier les hypothèses nécessitant des jugements significatifs de la direction et ayant l'impact le plus important sur les pertes de crédit attendues (ECL).</p> <p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à la détermination des provisions pour pertes de crédit attendues (ECL). Cela incluait les contrôles relatifs à la classification de la qualité des prêts afin d'identifier les prêts dépréciés, l'évaluation des flux de trésorerie futurs et des valeurs de garanties,</p> <p>la méthodologie et les contrôles appliqués pour mesurer et déterminer une augmentation significative du risque de crédit, la gouvernance relative au développement et à la validation des modèles de PD, LGD et EAD, ainsi que le processus de revue et d'approbation par la direction des résultats des modèles et des ajustements de haut niveau.</p> <p>Avec l'appui d'experts internes en modélisation et en économie, nous avons testé le calcul des pertes de valeur sur prêts basé sur les modèles de la direction. Nos procédures ont inclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses significatives et le caractère approprié des méthodologies utilisées pour les modèles ;</li> <li>• Apprécier le caractère raisonnable des scénarios macroéconomiques, y compris les variables prévisionnelles et les pondérations probabilistes ;</li> <li>• Effectuer des tests de rétro-validation (back-testing) sur les principaux paramètres des modèles ; et</li> <li>• Tester les données sous-jacentes utilisées dans les modèles.</li> </ul> <p>Nous avons évalué les ajustements de la direction aux résultats des modèles, y compris ceux liés aux risques géopolitiques et climatiques, en obtenant des éléments probants et en examinant des informations alternatives ou contradictoires afin de déterminer si ces ajustements étaient nécessaires pour compenser les limites des modèles et des données sous-jacentes. Nous avons fait preuve d'esprit critique professionnel dans le cadre de notre audit compte tenu de l'importance et du caractère subjectif de ces ajustements.</p> <p>Compte tenu du risque d'estimation lié aux prêts dépréciés individuellement, nous avons sélectionné des échantillons et évalué si les jugements et estimations clés retenus dans le calcul des provisions étaient appropriés. Nos procédures ont inclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer les flux de trésorerie prévisionnels et les éléments probants associés, y compris les valeurs des garanties ;</li> <li>• Remettre en cause de manière indépendante les évaluations externes des garanties pour certains prêts sélectionnés ; et</li> <li>• Évaluer l'allocation des probabilités de scénarios retenue par la direction sur la base des circonstances réelles.</li> </ul> <p>En nous basant sur ce qui précède, nous avons estimé que la méthodologie utilisée et les données fournies étaient conformes aux pratiques du marché et du secteur concerné ans la détermination des provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle. Nous avons estimé que les informations fournies étaient appropriées.</p> <p>Nous avons examiné en détail les lois et réglementations importantes que la Banque doit respecter ainsi que la façon dont elle met en place et utilise des systèmes de contrôle interne appropriés pour se conformer à ces lois et réglementations.</p> <p><i>Procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect des lois et règlements pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers</i></p> <p>Nous avons rencontré régulièrement des membres du Directoire, le directeur de la conformité, le directeur juridique pour comprendre les risques émergents et potentiels liés à la réglementation.</p> <p>Nous avons contesté le point de vue de la direction sur ces risques liés à la réglementation en nous fondant sur nos connaissances et nos expériences des nouvelles tendances du secteur et du contexte réglementaire.</p> <p>Afin d'identifier toute éventuelle enquête sur le respect des réglementations qui pourrait aboutir à la constitution de nouvelles provisions ou à la communication de nouvelles informations dans les états financiers, nous avons pris connaissance des échanges de courriers entre la Banque et les principaux organismes de réglementation, à savoir Autoriteit Financiële Markten (« AFM »), la DNB, la Réserve fédérale des États-Unis (« FED ») et la Banque centrale européenne (« BCE »). Au cours de l'année, nous avons rencontré les membres l'équipe commune de supervision de la DNB et de la BCE lors de réunions bilatérales.</p> <p>Nous avons pris connaissance des procès-verbaux des réunions du Directoire et du Conseil de Surveillance et nous avons assisté, tout au long de l'année et ce jusqu'à la signature du présent rapport d'audit, à toutes les réunions du Comité des Risques et d'Audit. Nous avons régulièrement organisé des réunions</p>
---	---

éventuels exigent un jugement minutieux de la part de la direction en ce qui concerne l'issue future de procédures d'exécution, de mesures de protection des clients et d'enquêtes réglementaire.

Compte tenu de l'incertitude inhérente et du caractère subjectif des jugements, nous avons considéré que les provisions et les informations relatives aux passifs éventuels résultant du non-respect des lois et réglementations revêtaient une importance particulière pour notre audit, dans la mesure où ce domaine présente un risque accru d'anomalies significatives résultant d'erreurs ou de fraudes, notamment quant à l'existence éventuelle d'un biais de la direction.

En conséquence, nous avons estimé qu'il s'agissait d'un point clé de notre audit.

#### **Conception et efficacité des contrôles généraux informatiques**

Les activités de la Banque et ses systèmes d'information financière dépendent fortement des systèmes informatiques, y compris des procédures automatisées et des contrôles manuels dépendant de l'informatique.

Les contrôles généraux informatiques (Information Technology General Controls - ITGCs) relatifs aux systèmes informatiques comprennent :

- Le cadre de gouvernance sur les systèmes informatiques ;
- Le domaine des accès aux programmes et aux données, relatif à l'accès à l'environnement informatique ;

- Le domaine des modifications des programmes, relatif aux changements apportés à l'environnement informatique ;

- Le domaine du développement des programmes, relatif aux modifications de grande ampleur ;

- Domaine des opérations informatiques, relatif à la gestion continue des opérations IT, y compris la planification et le suivi des traitements, la gestion des incidents ainsi que les procédures de sauvegarde et de reprise.

Les ITGCs permettent de déterminer la fiabilité continue des informations générées par les applications et de s'assurer que les applications automatisées fonctionnent efficacement et de manière cohérente. Les déficiences des ITGCs peuvent avoir un impact généralisé sur le cadre de contrôle interne de la Banque et offrir des opportunités de commettre des fraudes.

La Banque dispose de plusieurs projets stratégiques de réglementation et de transformation à long terme, avec des composantes informatiques importantes pour continuer à se conformer aux normes strictes de reporting et aux attentes des parties prenantes en matière d'efficacité opérationnelle, d'efficacité et de qualité des données. Cela souligne l'importance cruciale de la fiabilité des systèmes informatiques et, par conséquent, des contrôles généraux informatiques.

La fiabilité du traitement des informations étant essentielle pour les processus opérationnels, réglementaires et de reporting financier du Groupe, nous avons, par conséquent, considéré que la conception et l'efficacité des contrôles généraux informatiques sont un point clé de l'audit.

bilatérales avec les présidents du Conseil de surveillance, du Comité d'audit et du Comité des risques.

Nous avons demandé l'avis du département conformité internes de la banque afin de mieux comprendre les risques que pouvaient représenter les nouvelles enquêtes réglementaires et celles existantes et nous avons examiné les rapports d'audit et les évaluations du service d'audit interne de la Banque au sujet du respect des lois et réglementations.

Notre travail d'audit nous a permis de constater qu'il existe au sein du Groupe des programmes spécifiques visant à améliorer les procédures LCB/FT et KYC ainsi qu'un plan de mesures correctives visant à remédier à tout non-respect des lois, notamment, aux Pays-Bas. Ces programmes sont également liés aux enquêtes réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et aux procédures de connaissance du client (KYC) (y compris le plan de remédiation relatif aux insuffisances de conformité à la Wwft).

plan de remédiation relatif aux insuffisances en matière de conformité à la Wwft). Nous sommes parvenus à mieux comprendre l'évolution du plan de mesures correctives en lisant les comptes rendus d'avancement, en interrogeant les propriétaires des programmes, le Directoire, le Comité d'audit, en prenant connaissance de la correspondance échangée avec l'AFM, la DNB, la Réserve fédérale des Etats-Unis et la BCE au sujet de ces questions et nous avons discuté des résultats des audits réalisés par le service d'audit interne de la Banque en ce qui concerne les procédures LCB/FT et KYC.

Par ailleurs, nous avons organisé des réunions avec les conseillers juridiques internes et externes de la Banque au sujet de l'état d'avancement de l'enquête menée par le Ministère public néerlandais et avons pris connaissance de la correspondance échangée avec le Ministère public néerlandais.

Enfin, nous avons évalué les informations fournies afin de mettre en évidence les incertitudes et les expositions liées aux passifs éventuels résultant du non-respect des lois et réglementations, telles que présentées dans la note 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrales » des états financiers. Nous estimons que les informations fournies sont appropriées compte tenu du contexte.

- Gestion des modifications des applications et de l'infrastructure informatique, y compris le processus de gestion des changements et la mise en œuvre des modifications dans les systèmes de production au moyen de mécanismes de déploiement automatisés ;

- Gouvernance des projets stratégiques de transformation informatique et évaluation de leur impact sur notre audit 2025 ;

- Opérations informatiques, y compris le suivi des traitements par lots, les tests de sauvegarde et de reprise après sinistre ainsi que la gestion des incidents.

- La gestion de la cybersécurité qui passe par une connaissance approfondie des méthodes adoptées par Rabobank pour renforcer la cybersécurité et par l'évaluation de l'état de mise en œuvre de ces méthodes dans certains domaines essentiels.

Nous nous sommes concentrés sur les ITGCs de façon pertinente aux fins de notre audit des états financiers. Lorsque des défaillances sont identifiées dans les contrôles pertinents, notamment ceux relatifs à la gestion des identités et des accès, la direction a réalisé des analyses d'impact afin de déterminer si ces défaillances entraînaient des anomalies significatives. Nous avons examiné et, le cas échéant, reproduit ces analyses d'impact et conclu que nous disposions d'éléments probants suffisants pour affirmer que ces défaillances n'avaient pas d'impact significatif sur les états financiers 2025.

**Récapitulatif des autres informations figurant dans le rapport annuel**

D'autres informations figurent dans le rapport annuel. Il s'agit de toutes les informations qui complètent celles figurant dans les états financiers et dans notre rapport d'audit.

Sur la base des procédures mises en œuvre comme indiqué ci-dessous, nous en concluons que les autres informations.

Notre travail a consisté notamment à évaluer et tester la conception et l'efficacité opérationnelle de certains contrôles effectués sur l'intégrité continue des systèmes informatiques qui sont utiles au reporting financier, en nous concentrant sur les éléments suivants :

- Les contrôles au niveau de l'entité relatifs à l'informatique au sein de l'organisation IT, y compris la gouvernance informatique, la gestion des risques informatiques et la gestion de la cybersécurité ;

- La gestion de l'accès aux programmes et aux données, y compris l'accès des utilisateurs au réseau, l'accès et les autorisations au sein des applications, les droits d'accès privilégiés aux applications, aux bases de données et aux systèmes d'exploitation. Étant donné que la Banque utilise des outils automatisés pour gérer les droits d'accès, nous avons évalué l'utilisation de ces outils et testé leur bon fonctionnement ;

- sont conformes aux états financiers et ne renferment pas d'inexactitudes/anomalies significatives ; et

- englobent les informations qui figurent dans le rapport de gestion et les autres informations qui sont demandées par la Partie 9 du Livre 2 et qui concernent le rapport des rémunérations visé aux articles 2:135b et 2:145, paragraphe 2, du code civil néerlandais.

Nous avons lu les autres informations. En nous basant sur nos connaissances et sur ce que nous avons obtenu au cours de notre audit des états financiers ou autrement, nous avons examiné si ces autres informations ne comprennent pas d'inexactitude/anomalie significative.

En mettant en œuvre nos procédures, nous respectons les exigences de la Partie 9 du Livre 2 ainsi que les dispositions de l'article 2:135b, paragraphe 7, du Code civil néerlandais ainsi que celles de la Norme néerlandaise 720. L'étendue de ces procédures a été sensiblement inférieure à celle des procédures mises en œuvre pour notre audit des états financiers.

Le Directoire est chargé de préparer les autres informations, y compris le rapport de gestion et les autres informations conformément à la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais. Le Directoire et le Conseil de surveillance sont chargés de veiller à l'établissement et à la publication du rapport sur les rémunérations, conformément aux articles 2:135b et 2:145, paragraphe 2, du Code civil néerlandais.

**Rapport sur les exigences juridiques et réglementaires et le format électronique unique européen (ESEF)**

Notre nomination

Nous avons été nommés auditeurs de Cooperatieve Rabobank U.A. le 18 juin 2015 par le Conseil de surveillance. Cette nomination a fait suite à l'adoption d'une résolution par les membres lors de l'Assemblée générale des membres tenue le 18 juin 2015. Notre nomination a été renouvelée chaque année par le Conseil de surveillance et représente désormais une période totale de mission ininterrompue de 10 ans.

Format électronique unique européen (European Single Electronic Format - ESEF)

Coöperatieve Rabobank U.A. a préparé le rapport annuel au format ESEF. Les conditions régissant ce format sont énoncées dans le Règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission relatif aux normes techniques de réglementation (regulatory technical standards - NTR) précisant le format d'information électronique unique (ces conditions seront ci-après dénommées les NTR précisant le format ESEF).

À notre avis, le rapport annuel préparé au format XHTML, ainsi que les états financiers consolidés partiellement balisés, tels qu'ils figurent dans la liasse de consolidation de Coöperatieve Rabobank U.A., sont conformes, en tous points, aux NTR précisant le format ESEF.

Le Directoire est responsable de l'établissement du rapport annuel, y compris des états financiers, conformément aux normes techniques de réglementation relatives au format électronique unique européen (ESEF), dans le cadre desquelles il regroupe les différentes composantes dans un ensemble de reporting unique.

Notre responsabilité consiste à obtenir l'assurance raisonnable que le rapport annuel figurant dans la liasse de consolidation est conforme aux NTR précisant le format ESEF.

Nous avons effectué notre étude en respectant le droit néerlandais, notamment la norme néerlandaise 3950N « Assuranceopdrachten inzake het voldoen aan de criteria voor het opstellen van een digitaal verantwoordingsdocument » (missions d'assurance relatives au respect des critères d'établissement de rapports numériques).

Notre étude consiste entre autres à :

- Comprendre le processus de reporting financier de l'entité et notamment la façon dont la liasse de consolidation est préparée.

- Identifier et évaluer les risques que le rapport annuel ne soit pas conforme en tous points aux NTR au format ESEF et concevoir et mettre en œuvre des procédures d'assurance complémentaires en réponse à ces risques afin de fournir une base à notre opinion, y compris :

- obtenir la liasse de consolidation et procéder à des validations afin de déterminer si la liasse de consolidation contenant le document d'instance XBRL Inline et les fichiers taxonomiques d'extension XBRL ont été préparés conformément aux spécifications techniques telles qu'incluses dans les NTR au format ESEF ;

- examiner les informations relatives aux états financiers consolidés de la liasse de consolidation pour déterminer si toutes les majorations requises ont été appliquées et si elles sont conformes aux NTR au format ESEF.

Interdiction de fournir des services autres que d'audit

Pour autant que nous sachions, nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits en vertu de l'article 5, paragraphe 1, du Règlement européen relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Services fournis

Les services, autres que l'audit, que nous avons fournis à la Banque au cours de la période couverte par notre audit légal sont présentés dans la note 48 « Honoraires de l'auditeur externe indépendant » des états financiers.

**Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit**

Responsabilités du Directoire et du Conseil de surveillance au sujet des états financiers

Le Directoire est responsable de :

- La préparation et la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et à la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais ; et
- La mise en place des contrôles internes que le Directoire juge nécessaires pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers, le Directoire est chargé d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son activité. Sur la base du reporting financier mentionné, le Directoire doit établir les états financiers selon le principe de continuité d'exploitation, à moins que le Directoire n'ait l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou n'ait pas d'autre alternative réaliste que de le faire. Le Directoire doit indiquer clairement dans les états financiers les événements et circonstances qui peuvent jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son activité.

Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le processus de reporting financier de la Société.

#### **Nos responsabilités relatives à l'audit des états financiers**

Notre responsabilité consiste à planifier une mission d'assurance et à l'exécuter de manière à obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nos objectifs consistent à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent aucune inexactitude/anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs et à rédiger un rapport d'audit qui présente notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé mais non absolu d'assurance qui ne garantit pas toutefois qu'un audit, conformément aux Normes d'audit néerlandaises, permette systématiquement de détecter toute inexactitude/anomalie significative. Des inexactitudes/ anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou collectivement, influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prendront en se fondant sur ces mêmes états financiers.

La matérialité a une incidence sur la nature, les délais et la portée de nos procédures d'audit ainsi que sur l'évaluation de l'incidence des inexactitudes/anomalies mentionnées dans notre opinion.

Nous avons exercé notre jugement professionnel et fait preuve d'esprit critique professionnel tout au long de l'audit, conformément aux normes néerlandaises d'audit, aux exigences éthiques et aux règles d'indépendance. Nous avons exercé notre jugement professionnel et avons fait preuve d'esprit critique tout au long de la mission d'assurance, conformément à la norme néerlandaise 3000A, aux exigences éthiques et d'indépendance. Notre audit a consisté, entre autres, à effectuer ce qui suit :

- Identifier et évaluer les risques d'inexactitudes/anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs ; définir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une inexactitude/anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une inexactitude/anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions volontaires, des fausses déclarations ou un acte intentionnel de contournement du contrôle interne.

- Prendre connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit adaptées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque.

- Apprécier le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Directoire ainsi que des informations fournies dans les états financiers.

- Apprécier le bien-fondé de l'application par le Directoire du principe comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, apprécier l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements et/ou des circonstances susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport d'audit sur les informations fournies dans les états financiers ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport et sont formulées dans leur ensemble dans le contexte de notre opinion sur les états financiers. Toutefois, des événements ou circonstances futurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation de la Banque.

- Apprécier la présentation, la structure et le contenu d'ensemble des états financiers, y compris les informations à fournir, et évaluer si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nous sommes responsables de la planification et de la réalisation de l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou unités opérationnelles du groupe, constituant une base pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes également responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit réalisés dans le cadre de l'audit du groupe. Nous demeurons seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous informons le Conseil de Surveillance, entre autres, de l'étendue et du calendrier prévus de l'audit et lui faisons part des principales constatations faites, notamment de toute lacune importante dans le contrôle interne constatée au cours de notre audit. A ce propos, nous adressons également un rapport complémentaire au Comité d'audit conformément à l'article 11 du règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public. Les informations contenues dans ce rapport complémentaire sont conformes à l'opinion que nous avons exprimée dans le présent rapport d'audit.

Nous remettons au Conseil de Surveillance une déclaration dans laquelle nous certifions avoir respecté les règles déontologiques applicables en matière d'indépendance et avoir pris l'engagement de l'informer des relations et autres questions pouvant laisser penser raisonnablement qu'elles ont une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, sur les mesures connexes prises pour supprimer les menaces ou les garanties données.

En nous basant sur les éléments communiqués au Conseil de Surveillance, nous avons déterminé ceux qui ont été les plus significatifs dans le cadre de l'audit des états financiers de l'exercice clos et qui constituent, par conséquent, les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, à moins que des lois ou des réglementations n'interdisent leur divulgation publique ou que, dans des circonstances extrêmement rares, leur non-divulgation relève de l'intérêt public.

Amsterdam, le 6 mars 2026  
PricewaterhouseCoopers Accountants N.V.

L'original a été signé par :  
R.E.H.M. van Adrichem RA

Rapport d'assurance de l'auditeur indépendant

*Rapport d'assurance raisonnable de l'auditeur indépendant*

À l'attention du Conseil général des membres et du Conseil de Surveillance de Coöperatieve Rabobank U.

#### Notre opinion d'assurance raisonnable

À notre avis, le contrôle interne relatif à l'information financière de Coöperatieve Rabobank U.A. au 31 décembre 2025 est établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux critères définis dans le référentiel Contrôle Interne - Cadre intégré (Internal Control – Integrated Framework) (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission (COSO), tels que décrits dans la section « Critères applicables ».

#### Objet de nos procédures d'assurance raisonnable

Nous avons réalisé une mission d'assurance raisonnable portant sur le contrôle interne relatif à l'information financière de Coöperatieve Rabobank U.A. (ci-après « Rabobank ») au 31 décembre 2025.

#### Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre mission d'assurance, conformément au droit néerlandais, y compris à la norme néerlandaise 3000A « Missions d'assurance autres que les audits ou les études d'informations financières historiques (missions d'attestation). Cette mission vise à fournir une assurance raisonnable. Nos responsabilités en vertu de cette norme sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport intitulée « Nos responsabilités relatives à la mission d'assurance ».

*Nous estimons que les informations d'assurance que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.*

#### Indépendance et gestion de la qualité

Nous sommes indépendants vis-à-vis de Rabobank conformément au Code d'éthique des experts-comptables, à la réglementation relative à l'indépendance (« Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten » - ViO) et aux autres exigences d'indépendance en vigueur aux Pays-Bas. De plus, nous nous sommes conformés au « Code d'éthique des experts-comptables », un règlement relatif aux règles de conduite professionnelle (« Verordening gedrags- en beroepsregels accountants » - VGBA).

PwC applique les exigences applicables en matière de gestion de la qualité conformément aux « Nadere voorschriften kwaliteitsmanagement » (NVKM, règles relatives à la gestion de la qualité) et à la norme internationale de gestion de la qualité (International Standard on Quality Management - ISQM) 1, et maintient en conséquence un système complet de gestion de la qualité comprenant des politiques et procédures documentées relatives au respect des exigences éthiques, des normes professionnelles ainsi que des exigences légales et réglementaires pertinentes.

#### Critères applicables

Aux fins de cette mission, le contrôle interne de Rabobank en matière d'information financière est le processus conçu, lorsqu'il fonctionne efficacement, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière utilisée pour l'établissement des états financiers à usage externe, conformément à des principes comptables généralement admis.

Le contrôle interne de Rabobank en matière d'information financière est conçu conformément aux critères définis dans le référentiel Contrôle Interne - Cadre intégré (Internal Control – Integrated Framework) (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission (COSO) (ci-après : critères COSO) et comprend les politiques et procédures qui :

- Régissent la tenue de registres qui, de manière raisonnablement détaillée, présentent avec exactitude et fidélité les transactions et cessions d'actifs ;
- Fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées de manière à permettre l'établissement des états financiers conformément à un référentiel d'information financière généralement admis et que les encaissements et décaissements sont effectués uniquement conformément aux autorisations de la direction ; et
- Fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps opportun de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs susceptible d'avoir un effet significatif sur les états financiers.

#### Limitations inhérentes

En raison de ses limitations inhérentes, le contrôle interne du reporting financier ne peut pas prévenir, détecter et corriger toutes les inexactitudes/anomalies. De plus, la projection de toute évaluation de l'efficacité future dépend du risque d'inadéquations des contrôles en raison de changements des conditions ou de l'éventuelle détérioration du respect des politiques ou procédures.

#### Responsabilités relatives au contrôle interne en matière d'information financière et à la mission d'assurance

##### Responsabilités du Directoire et du Conseil de surveillance

Le Directoire de Rabobank est responsable de la mise en œuvre, du maintien et de l'évaluation d'un contrôle interne efficace en matière d'information financière conformément aux critères COSO, tels que décrits dans la section « Critères applicables » de notre rapport.

En outre, le Directoire est responsable de sa conclusion, telle que présentée dans le « Rapport de gestion sur le contrôle interne relatif à l'information financière », y compris l'identification des utilisateurs visés et des critères COSO applicables à leurs besoins.

Le Conseil de surveillance est responsable de la supervision du processus de reporting de l'entreprise en matière de contrôle interne relatif à l'information financière.

##### Nos responsabilités relatives à la mission d'assurance

Notre responsabilité est de planifier et de réaliser notre mission de manière à obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nos objectifs sont d'obtenir un niveau d'assurance raisonnable, approprié aux circonstances, quant au fait que le contrôle interne relatif à l'information financière est établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux critères COSO tels que décrits dans la section « Critères applicables », et de formuler une opinion d'assurance dans notre rapport. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois constituer une garantie absolue que toutes les anomalies significatives soient détectées.

##### Procédures mises en œuvre

Une mission d'assurance comprend notamment l'examen d'éléments probants sur une base de sondages. Nous avons exercé notre jugement professionnel et avons fait preuve d'esprit critique tout au long de la mission d'assurance, conformément à la norme néerlandaise 3000A, aux exigences éthiques et d'indépendance.

##### Nos principales procédures consistent à :

- Identifier et évaluer les risques que la conclusion de la direction relative au contrôle interne en matière d'information financière ne soit pas présentée de manière fidèle

ou que ce contrôle interne ne soit pas maintenu efficacement par Rabobank, que cela résulte de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'assurance adaptées à ces risques, et obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion ;

- Prendre connaissance du contrôle interne du reporting financier de Rabobank, y compris de l'efficacité des contrôles, conformément au référentiel COSO ;
- Évaluer les risques en se basant sur cette connaissance, que la déclaration de contrôle interne comporte des inexactitudes/anomalies significatives ;
- Répondre aux risques évalués, y compris par l'élaboration d'une approche globale comprenant l'identification des défaillances de contrôle et la détermination de la nature, du calendrier et de l'étendue des procédures complémentaires ;
- Mettre en œuvre des procédures complémentaires liées aux risques identifiés, en utilisant une combinaison d'inspections, d'observations, de confirmations, de recalculs, de réexécutions, de procédures analytiques et de demandes d'informations ; ces procédures comprennent des procédures de substance, notamment l'obtention d'informations corroborantes auprès de sources indépendantes de l'entité et, selon la nature de l'objet, des tests de l'efficacité opérationnelle des contrôles.
- Évaluer le caractère adéquat des informations d'assurance.
- Amsterdam, le 6 mars 2026 PricewaterhouseCoopers Accountants N.V.

L'original a été signé par :  
R.E.H.M. van Adrichem RA

### **Rapport d'assurance limitée de l'auditeur indépendant sur les informations en matière de durabilité**

À l'attention du Conseil général des membres et du Conseil de surveillance de Coöperatieve Rabobank U.A.

#### **Notre conclusion d'assurance limitée**

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre et des éléments probants que nous avons obtenus, rien n'a retenu notre attention qui nous amènerait à penser que les informations consolidées en matière de durabilité de Coöperatieve Rabobank U.A. (« la Société ») pour 2025 ne sont pas, dans tous leurs aspects significatifs :

- établies conformément aux normes européennes de reporting en matière de durabilité (European Sustainability Reporting Standards - ESRS), telles qu'adoptées par la Commission européenne, et conformément au processus mis en œuvre par la Société pour identifier les informations à publier conformément aux ESRS ; et
- conformes aux exigences de publication prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (« règlement Taxonomie »).

#### ***Objet de nos procédures d'assurance limitée***

Nous avons réalisé une mission d'assurance limitée relative aux informations consolidées en matière de durabilité de Coöperatieve Rabobank U.A., Utrecht, pour 2025, incluses dans la section « Informations en matière de durabilité » du rapport de gestion, y compris les informations incorporées par référence (ci-après : les « informations en matière de durabilité »).

Dans les informations en matière de durabilité, des références sont faites à des sources externes ou à des sites internet. Les informations provenant de ces sources ou sites ne sont pas couvertes par nos procédures d'assurance limitée. Nous n'exprimons donc aucune assurance sur ces informations.

#### **Le fondement de notre conclusion**

Nous avons réalisé notre mission d'assurance limitée conformément au droit néerlandais, y compris la norme néerlandaise 3810N « Missions d'assurance relatives à l'information en matière de durabilité », qui est une norme néerlandaise spécifique fondée sur la norme internationale ISAE 3000 (révisée) « Missions d'assurance autres que les audits ou examens d'informations financières historiques ».

Nos responsabilités au titre de cette norme sont décrites plus en détail dans la section « Nos responsabilités relatives à la mission d'assurance limitée sur les informations en matière de durabilité » de notre rapport. Nous estimons que les éléments probants obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre conclusion.

#### **Notre indépendance et notre gestion de la qualité**

Nous sommes indépendants de Coöperatieve Rabobank U.A. conformément à la « Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assuranceopdrachten » (ViO, code de déontologie relatif à l'indépendance) et aux autres réglementations pertinentes en matière d'indépendance aux Pays-Bas. En outre, nous avons respecté la « Verordening gedrags- en beroepsregels accountants » (VGBA, code de déontologie néerlandais).

PwC applique les exigences applicables en matière de gestion de la qualité conformément aux « Nadere voorschriften kwaliteitsmanagement » (NVKM) et à la norme internationale de gestion de la qualité ISQM 1, et maintient en conséquence un système complet de gestion de la qualité comprenant des politiques et procédures documentées relatives au respect des exigences éthiques, des normes professionnelles ainsi que des exigences légales et réglementaires pertinentes.

#### **Paragraphe d'observation**

Mise en évidence d'incertitudes significatives liées aux mesures. Nous attirons l'attention sur la section « Émissions brutes de gaz à effet de serre » des informations en matière de durabilité, qui identifie des indicateurs quantitatifs et des montants monétaires relatifs aux émissions de carbone soumis à un niveau élevé d'incertitude de mesure et fournit des informations sur les sources d'incertitude ainsi que sur les hypothèses, approximations et jugements retenus par la Société conformément aux ESRS.

Notre conclusion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

#### **Limites inhérentes à l'établissement des informations en matière de durabilité**

Lors de la communication d'informations prospectives conformément aux ESRS, le Directoire est tenu de les établir sur la base d'hypothèses relatives à des événements futurs et à des actions possibles. Les résultats réels sont susceptibles de différer, les événements anticipés ne se produisant pas toujours comme prévu, voire ne se produisant jamais.

La comparabilité des informations en matière de durabilité entre les entités et dans le temps peut être affectée par l'absence d'informations historiques conformes aux ESRS ainsi que par l'absence de pratiques uniformes pour l'application de différentes méthodes de mesure, bien que acceptables, notamment celles servant à évaluer et mesurer ces informations. Cela peut se produire durant les premières années.

La quantification des émissions de gaz à effet de serre est soumise à des limites inhérentes en raison de l'évolution des méthodes et des connaissances relatives aux facteurs d'émission et autres hypothèses, notamment celles provenant de tiers.

#### **Responsabilités relatives aux informations en matière de durabilité et à la mission d'assurance limitée**

## Responsabilités du Directoire et du Conseil de surveillance

Le Directoire de Coöperatieve Rabobank U.A. est responsable de l'établissement des informations en matière de durabilité conformément aux ESRS, y compris du développement et de la mise en œuvre du processus de double matérialité, qui est un processus visant à identifier les informations présentées dans les informations en matière de durabilité conformément aux ESRS et à en assurer la présentation dans ces informations.

Cela inclut notamment :

- Comprendre le contexte dans lequel les activités de Rabobank et ses relations d'affaires s'inscrivent et acquérir une compréhension de ses parties prenantes affectées ;
- l'évaluation de l'importance relative des impacts, risques et opportunités identifiés en matière de durabilité par la sélection et l'application de seuils appropriés ;
- l'identification des impacts réels et potentiels (positifs et négatifs) liés aux enjeux de durabilité, ainsi que des risques et opportunités susceptibles d'affecter la situation financière, la performance financière, les flux de trésorerie ou l'accès au capital ou son coût à court, moyen ou long terme ;
- l'élaboration d'hypothèses et d'estimations raisonnables au regard des circonstances.

Le Directoire est également responsable de l'établissement des informations conformément aux exigences du règlement Taxonomie.

Le Directoire est également responsable de la sélection et de l'application d'informations spécifiques à l'entité permettant aux utilisateurs de comprendre les impacts, risques et opportunités liés à la durabilité, et de déterminer que ces informations sont appropriées et conformes aux ESRS.

En outre, le Directoire est responsable de la mise en place des contrôles internes nécessaires pour permettre l'établissement d'informations en matière de durabilité exemptes d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Le Conseil de surveillance est responsable de la supervision du processus de reporting en matière de durabilité, y compris du processus de double matérialité mis en œuvre par la Société.

Nos responsabilités relatives à la mission d'assurance limitée sur les informations en matière de durabilité.

Notre responsabilité consiste à planifier et à réaliser la mission d'assurance limitée de manière à pouvoir fonder notre conclusion.

Nos objectifs sont d'obtenir un niveau d'assurance limité quant à l'absence d'anomalies significatives dans les informations en matière de durabilité et d'exprimer une conclusion dans notre rapport.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si elles sont susceptibles d'influencer les décisions des utilisateurs prises sur la base des informations en matière de durabilité. Les procédures mises en œuvre diffèrent par leur nature, leur calendrier et leur étendue de celles d'une mission d'assurance raisonnable. Le niveau d'assurance obtenu est donc nettement inférieur.

Nos responsabilités concernant les informations en matière de durabilité, en lien avec le processus d'identification des informations à publier (« le processus »), comprennent :

- Acquérir une compréhension du processus, sans toutefois viser à exprimer une conclusion sur son efficacité, y compris ses résultats ;
- Examiner si les informations identifiées répondent aux exigences de publication applicables des ESRS ; et
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures afin d'évaluer si le processus est cohérent avec la description qu'en donne la Société dans les informations en matière de durabilité.

Nos autres responsabilités dans le cadre de la mission d'assurance limitée relative aux informations en matière de durabilité comprennent :

- Mettre en œuvre des procédures d'évaluation des risques, y compris l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne pertinent pour la mission, afin d'identifier les domaines où des anomalies significatives sont susceptibles de survenir, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs ; et
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures en réponse aux domaines dans lesquels des anomalies significatives sont susceptibles de survenir dans les informations en matière de durabilité. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer des collusions, des omissions, des déclarations trompeuses ou le contournement du contrôle interne.

## Synthèse des procédures mises en œuvre

La nature, le calendrier et l'étendue des procédures sélectionnées reposent sur le jugement professionnel, notamment pour identifier les informations susceptibles de comporter des anomalies significatives.

Nous avons exercé notre jugement professionnel et fait preuve d'esprit critique professionnel tout au long de la mission d'assurance, conformément à la norme néerlandaise 3810N, aux exigences éthiques et aux exigences d'indépendance. Nos procédures ont notamment inclus :

- Réaliser des entretiens et une analyse de l'environnement externe, et acquérir une compréhension des thèmes et enjeux pertinents en matière de durabilité, des caractéristiques de la Société, de ses activités, de sa chaîne de valeur ainsi que de ses principales ressources immatérielles, afin d'évaluer le processus mis en œuvre par la Société pour identifier les informations à publier et les informations à fournir, constituant la base des informations en matière de durabilité conformément aux ESRS, couvrant l'ensemble des impacts, risques et opportunités significatifs liés à la durabilité.
- Par le biais d'entretiens, acquérir une compréhension générale de l'environnement de contrôle interne, des systèmes d'information de la Société, des processus de collecte et de reporting des informations relatives à l'entité et à la chaîne de valeur, ainsi que du processus d'évaluation des risques de la Société, pertinents pour l'établissement des informations éligibles et alignées et pour l'identification des activités de la Société et la préparation des informations à fournir au titre du règlement Taxonomie, sans tester l'efficacité opérationnelle des contrôles.
- Évaluer le processus de double matérialité mis en œuvre par la Société et identifier et apprécier les domaines des informations en matière de durabilité, y compris les informations requises par le règlement Taxonomie, pour lesquels des informations trompeuses, déséquilibrées ou des anomalies significatives, résultant de fraudes ou d'erreurs, sont susceptibles de survenir. Nous avons conçu et mis en œuvre des procédures supplémentaires en réponse à ces domaines.
- Examiner si la description du processus d'identification des informations à publier dans les informations en matière de durabilité, telle que présentée par le Directoire,

est cohérente avec le processus effectivement mis en œuvre par la Société.

- Évaluer les méthodes, hypothèses et données utilisées pour l'élaboration des estimations et des informations prospectives. Apprécier le caractère approprié des méthodes de la Société pour élaborer des estimations et vérifier qu'elles ont été appliquées de manière cohérente pour certaines informations sélectionnées. Nos procédures n'ont pas consisté à tester les données sous-jacentes aux estimations ni à élaborer nos propres estimations afin d'évaluer leur réalisabilité. Nous ne fournissons pas d'assurance sur les informations prospectives.
- Analyser, sur la base d'un échantillon limité, la documentation interne et externe pertinente au niveau de la Société (y compris d'autres entités ou éléments de la chaîne de valeur dont les informations peuvent provenir) pour certaines informations sélectionnées.
- Déterminer la nature et l'étendue des procédures à mettre en œuvre pour les composantes du groupe. À cet effet, la nature, l'importance et/ou le profil de risque de ces composantes sont déterminants.
- Lire les autres informations contenues dans le rapport annuel afin d'identifier d'éventuelles incohérences significatives avec les informations en matière de durabilité.
- Examiner si les informations fournies pour répondre aux exigences du règlement Taxonomie pour chacun des objectifs environnementaux concordent avec les données sous-jacentes de la Société et sont raisonnables, ainsi que cohérentes avec les informations en matière de durabilité, et notamment si des éléments ont retenu notre attention indiquant que les activités économiques éligibles ne remplissent pas les conditions cumulatives pour être considérées comme alignées, que les critères techniques ne sont pas respectés ou que les indicateurs clés de performance associés n'ont pas été définis et calculés conformément au référentiel du règlement Taxonomie, y compris en ce qui concerne le format de présentation des activités.
- Harmoniser les informations financières pertinentes avec les états financiers.
- Examiner la présentation d'ensemble, la structure et le caractère équilibré du contenu des informations en matière de durabilité, y compris le respect des exigences du règlement Taxonomie.
- Examiner, sur la base de nos procédures d'assurance limitée et de l'évaluation des éléments probants obtenus, si des éléments ont retenu notre attention qui nous amèneraient à penser que les informations en matière de durabilité, prises dans leur ensemble, y compris les thèmes et informations de durabilité, ne sont pas présentées de manière claire et adéquate conformément aux ESRS.

Les informations figurant dans les informations en matière de durabilité peuvent reposer sur des hypothèses et des sources provenant de tiers, incluant notamment des informations relatives à la chaîne de valeur et des données collectées auprès d'acteurs de cette chaîne, lorsque cela est pertinent. Nous n'avons pas mis en œuvre de procédures sur le contenu de ces hypothèses et sources externes, si ce n'est l'évaluation de leur pertinence et de leur plausibilité.

Nous communiquons avec le Conseil de surveillance, notamment en ce qui concerne le périmètre et le calendrier prévus de la mission d'assurance limitée, ainsi que les constatations significatives relevées au cours de celle-ci.

Amsterdam, le 6 mars 2026  
PricewaterhouseCoopers Accountants N.V.

L'original a été signé par :  
R.E.H.M. van Adrichem RA

### **Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la succursale de Paris.